

ABRAHAM HANS

En Belgique occupée

lors de la Guerre 1914-1918





Les textes qui constituent cette plaquette ont été rassemblés par **Abraham HANS** (1882-1939) et extraits des fascicules (de 16 pages) n^{os} 43, 44, 57, 58, 73, 74 et 75 publiés hebdomadairement dès 1919 par l'Imprimerie Nationale L. OPDEBEEK, éditeur à Borgerhout/Anvers et intitulés «**LA GRANDE GUERRE**» (*histoire complète de la guerre, illustrée de nombreux portraits, gravures, cartes, photographies, etc., seule édition à bon marché ayant paru en Belgique qui donna l'histoire complète et anecdotique de la Grande Guerre - en tout : 120 numéros, 1.912 pages*).

Plaquette mise en ligne en décembre 2012 par et sur le site ***eglise-romane-tohogne.be***
TOUS DROITS RÉSERVÉS

En couverture : Pendant l'occupation à Barvaux-sur-Ourthe (au passage à niveau).

L'INSTITUTION, LA COMPOSITION ET L'EXTENSION DU COMITÉ NATIONAL

Pendant la Grande Guerre, la question primordiale en Belgique occupée était celle du ravitaillement.

Dès les premiers jours de l'occupation de la capitale, des personnes charitables firent appel à la générosité de M. Ernest Solvay, qui accorda immédiatement son concours moral et financier à l'organisation d'une œuvre ayant pour but de soulager les misères de la guerre.

Grâce à l'intervention de M. Solvay, on créa un nouvel organisme, qui obtint la collaboration de MM. Jadot, gouverneur; Max, bourgmestre de Bruxelles, et Francqui, directeur de la «Société Générale».

Plusieurs personnalités en vue du monde des affaires prêtèrent leur appui à cette institution, et ainsi naquit le Comité National.

Celui-ci se trouva dès le début sous la protection de M. le marquis de Villalobar, ministre d'Espagne, et de M. Brand Whitlock, ministre des États-Unis.

La nouvelle institution ne s'appela pas dès le début Comité national, mais Comité central de secours et de ravitaillement.

La première assemblée se tint le 3 septembre et l'inauguration solennelle eut lieu le 5 septembre à la «Société Générale». M. Ernest Solvay, qui remplissait les fonctions de président, définit le but de l'œuvre qui était de recueillir les fonds nécessaires pour subvenir sans délai aux besoins des indigents et des sans-travail de l'agglomération bruxelloise.

Bientôt on se rendit compte que la question pécuniaire n'était pas tout, mais qu'il fallait aussi amener dans le pays des vivres et surtout de la farine.

Les Allemands, en effet, réquisitionnaient de grandes quantités d'approvisionnements, tant en ville qu'à la campagne, à tel point que les paysans n'osaient même plus se rendre au marché. Or, si les vivres venaient à manquer, les cantines populaires allaient se trouver bientôt dans l'impossibilité de poursuivre régulièrement leur œuvre. Du reste, en temps de paix, les trois-quarts du blé nécessaire à la consommation du pays devaient être importés.

D'après la convention de La Haye, l'Allemagne était obligée de pourvoir au ravitaillement de la population, mais elle faisait fi de cette obligation sous prétexte que l'Angleterre imposait le blocus à l'Empire allemand.

Le spectre de la famine apparaissait donc d'une façon menaçante et on avait de sérieux motifs d'inquiétude. Le Comité central s'efforça de remédier à la situation en achetant du blé qui était encore chargé sur navires aux embouchures de l'Escaut, et en ouvrant des pourparlers avec l'Allemagne au sujet d'un emprunt de blé, mais ce n'étaient là que des expédients.

Le 19 septembre, le Comité résolut d'envoyer en Angleterre un Américain, M. Shales, pour y acheter des vivres, mais il fut contrecarré dans sa mission par le gouvernement britannique, qui craignait que l'importation de denrées en Belgique ne diminuât les effets du blocus et que les Allemands ne se les appropriassent pour leurs propres besoins.

À la demande du comité, les ministres d'Espagne et des États-Unis offrirent leur entremise en vue de résoudre cette épineuse question.

En même temps, on prévint notre gouvernement, qui se trouvait alors à Anvers, et qui chargea son représentant à Londres d'appuyer les négociations entreprises avec le

gouvernement britannique.

On proposa la solution suivante: des vivres pourraient être importés en Belgique, mais les autorités allemandes devaient s'engager à ne pas les saisir et à les laisser servir exclusivement aux besoins de la population.

Le 16 octobre, le baron von der Goltz, gouverneur allemand, prit cet engagement par écrit. Le 17 octobre 1914, une délégation, composée de M. Francqui et du baron Lambert, accompagnés de M. Gibson, secrétaire de la légation des États-Unis à Bruxelles, se rendit en Angleterre.

Leur voyage fut couronné de succès: les délégués rentrèrent avec l'autorisation demandée. Le gouvernement anglais consentait à permettre l'importation en Belgique par les pays neutres de tous les vivres destinés à la population civile, à condition que les cargaisons fussent expédiées jusqu'à la frontière belge sous la protection des ambassadeurs d'Espagne et des États-Unis, et que le transport depuis la frontière jusqu'aux magasins s'effectuât sous la protection des ministres desdits États à Bruxelles.

Pour exécuter cette condition, on fut obligé de recourir à une commission de contrôle, qui était chargée également de s'assurer que les vivres parvenaient à la population civile et que rien n'en était détourné en faveur de l'occupant. Ainsi fut formé la «Commission for Relief in Belgium».

Les différents comités de secours répartis sur tous les points du pays s'adressèrent d'eux-mêmes au comité central de Bruxelles. Car les provinces demandèrent naturellement à avoir leur part de secours. Le Comité central conseilla de créer dans chaque province un organisme calqué sur le modèle de la capitale. Cette idée fut suivie et c'est ainsi que les comités provinciaux virent le jour.

Le Comité central prit dès lors le titre de Comité national, qui ne tarda pas à exercer son influence jusque dans le plus petit hameau.

La nouvelle institution se trouvait en face d'un problème financier formidable. Les fonds ne pouvaient affluer indéfiniment de l'intérieur. En outre, des décrets de l'occupant entravaient toutes sortes d'entreprises financières et les opérations de banque. Il fallut d'abord s'assurer des concours à l'étranger, mais de nouvelles difficultés surgirent.

Le 1^{er} janvier 1915, un accord fut conclu avec le gouvernement du Havre, qui décida d'allouer un subside mensuel d'un million de livres sterling au Comité national. Le pouvoir occupant donna son consentement.

En novembre 1914, le maire de Maubeuge avait sollicité l'aide du Comité; celui-ci résolut, pour des raisons d'humanité, d'étendre son action à Maubeuge et aux environs. De même, le comité de Namur prit sous sa protection la ville de Givet.

Le 13 avril 1915, la sphère d'action fut étendue au territoire occupé du Nord de la France et, à cet effet, on institua le «Comité d'alimentation du Nord de la France».

Telle est, dans ses grandes lignes, l'origine de cet important organisme, qui préserva notre patrie de la famine.

Les tribunaux belges reconnurent au Comité national un pouvoir analogue au leur, pour tout ce qui se rapportait à son action.

De sévères condamnations furent prononcées contre ceux que le service de contrôle signalait comme se livrant au commerce illicite des vivres importés ou qui contrevenaient aux règlements.

Les fonctionnaires et agents du comité furent protégés

par là contre les injures, outrages, etc., au même titre que ceux de l'État.

De plus, il fut admis comme règle invariable que tous les partis politiques devaient être représentés au sein des comités provinciaux, régionaux et locaux, ce qui était sans contredit une mesure excellente.

Le comité jouissait d'une grande indépendance et prenait des décisions en dehors des administrations officielles, sans avoir de comptes à rendre à la population. Les ministres étrangers servirent d'intermédiaires entre le Comité national et le pouvoir occupant.

La Comité national créa plusieurs départements spéciaux, notamment les suivants : « Aide et protection aux familles d'officiers et de sous-officiers privées de leur soutien par suite de la guerre ; aide et protection de familles particulières, qui se trouvaient dans le même cas ; aide et protection aux chômeurs indigents ainsi qu'aux dentellières ; le comité de ravitaillement pour les enfants ; l'aide aux sinistrés, aux sans-logis, aux étrangers, aux artistes, aux invalides, aux médecins et pharmaciens sinistrés, aux églises sinistrées, l'œuvre nationale des orphelins de guerre ».

En outre, le comité accorda sa protection à la société coopérative de prêts et d'avances à la Ligue nationale contre la tuberculose, à l'Association des villes et communes belges, à l'Agence de renseignements pour les prisonniers de guerre et internés, à la Cantine des prisonniers de guerre et à la Caisse des soldats belges.

Pour signaler aux troupes allemandes les magasins qu'elles étaient obligées de respecter aux termes de la convention, ceux-ci furent désignés par des inscriptions et des drapeaux américains, auxquels on substitua plus tard un drapeau blanc avec cette inscription en lettres rouges : « Comité national de secours et d'alimentation. Commission for Relief in Belgium ». Plus tard encore, après la déclaration de guerre des États-Unis, l'inscription devint : « Comité hispano-néerlandais ».

Nous reviendrons plus tard sur cette si importante institution, car il nous faut tenir compte de l'ordre des faits. Le Comité national avait à pourvoir sans cesse à de nouveaux besoins, car la situation se modifiait constamment, entraînant toujours de nouvelles difficultés.

Le 1^{er} décembre, le Comité national reçut au cours d'une séance solennelle, M. Hoover, président de la « Commission for Relief in Belgium », Millord Shaler, secrétaire honoraire, D^r Rose, créateur de la « Rockefeller foundation », et M. Bicknel, membre de cette institution. M. Ernest Solvay leur adressa un discours et exprima son entière confiance en la personne de M. Hoover et de ses collaborateurs.

M. Hoover a, d'ailleurs, parfaitement mérité cette confiance et la Belgique peut lui être reconnaissante de tout ce qu'il a fait pour elle.

LA VIE EN BELGIQUE OCCUPÉE JUSQU'AU MOIS D'AVRIL 1915

Entre-temps, le gouverneur allemand, le maréchal baron von der Goltz avait quitté notre pays. Le kaiser avait cru qu'il pourrait rendre plus de services en Turquie qu'en Belgique. Il fut remplacé dans ses fonctions par le baron von Bissing, général de cavalerie.

Celui-ci placarda le 8 décembre une affiche qui causa une forte émotion. Elle était conçue en ces termes :

Article 1^{er}. — Les conseils provinciaux des provinces belges sont convoqués, par les présentes, en session extra-

ordinaire, pour samedi 19 décembre, à midi (heure allemande), aux chefs-lieu de provinces.

Art. 2. — Ces sessions extraordinaires ne seront annoncées que par le *Gesetz-und Verordnungsblatt* du gouvernement allemand (*Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé*).

Art. 3. — Les convocations des membres des conseils sont faites par les députations permanentes.

La présence du gouverneur n'est pas obligatoire. La députation permanente nommera celui des membres de la députation par qui la session du conseil sera ouverte et close. La session sera ouverte et close au nom du gouverneur général allemand impérial.

Art. 4. — La durée de la session ne dépassera pas un jour. La séance se fait en comité secret.

L'objet unique de la délibération dont l'assemblée est tenue de s'occuper exclusivement est : « le mode visant l'accomplissement de l'imposition de guerre mise à la charge de la population belge ».

Art. 5. — La délibération se fait en toute validité, sans égard au nombre des membres présents.

Bruxelles, le 8 décembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique,
Baron von BISSING, Général de cavalerie.

L'impôt de guerre ! Von Bissing, d'ailleurs, avait tenu à faire savoir aux conseils provinciaux la décision qu'il attendait d'eux. C'est l'objet de sa proclamation du 10 décembre, qui dit :

« Il est imposé à la population de Belgique une contribution de guerre s'élevant à 40 millions de francs à payer mensuellement pendant la durée d'une année.

Le paiement de ces montants est à la charge des neuf provinces qui en sont tenues comme débitrices solidaires.

Les deux premières mensualités sont à réaliser au plus tard le 15 janvier 1915, les mensualités suivantes au plus tard le 10 de chaque mois suivant, à la caisse de l'armée en campagne du gouvernement général impérial de Bruxelles.

Dans le cas où les provinces devraient recourir à l'émission d'obligations à l'effet de se procurer les fonds nécessaires, la forme et la teneur de ces titres sont déterminées par le commissaire général impérial pour les banques en Belgique.

Bruxelles, 10 décembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique,
Baron von BISSING, Général de cavalerie. »

M. le baron von Bissing affichait donc 7 jours à l'avance la décision à prendre par les conseils provinciaux ! On réussit sans doute à lui faire comprendre que le procédé était un peu vif et contraire à la fois aux lois et au bon sens. Le lendemain matin, la deuxième affiche était recouverte d'un papier blanc. Mieux encore : le *Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé* donnait dans son numéro 19, du 11 décembre 1914, le texte des deux arrêtés ; ce numéro fut supprimé, et à sa place on distribua un autre numéro 19, ne portant que le premier arrêté. Quant au deuxième, il ne fut publié définitivement que dans le n^o 27 (*Belg. All.*, p. 120).

Voilà nos neuf conseils provinciaux réunis le 19 décembre. Ils ne pouvaient faire autrement que de voter l'écrasante imposition de 480 millions ; mais dans plusieurs d'entre eux s'élevèrent des protestations éloquentes contre

l'illégalité du procédé.

Ce décret injuste et provocant causa une véritable indignation non seulement en Belgique, mais dans tous les pays civilisés. Abstraction faite du principe que l'Allemagne avait occupé notre pays au mépris de tout droit, cette contribution de guerre était beaucoup trop lourde pour un petit pays, qui était privé de ses ressources et dont le commerce et l'industrie étaient paralysés.

Les députations permanentes protestèrent immédiatement et envoyèrent à Bruxelles des délégués qui furent reçus par von Sandt, chef de l'administration civile allemande.

L'entretien n'eut aucun résultat. Von Sandt se retrancha derrière l'autorité allemande.

Comme, en cas de refus, on redoutait des conditions encore plus sévères, les députations résolurent de proposer le vote de la contribution. Leur déclaration portait les signatures ci-après : Ch. Janssen, de Baets, Kervyn de Mérendre, baron de Gaiffier d'Hestroy, Ch. Gielen, Pastur, Em. Montens, Ad. Franchimont, G. Grégoire.

Les conseils provinciaux se réunirent donc le 19. M. Janssen, président de la députation permanente du Brabant, rendit compte des pourparlers engagés avec l'occupant et qui avaient échoué. On n'avait pu obtenir que quelques concessions, notamment au sujet des réquisitions des troupes qui désormais devaient être payées comptant.

M. Janssen proposa alors une motion de protestation en disant que l'on votait l'impôt contraint et forcé.

Cette motion fut adoptée par 56 voix contre 4.

Au conseil provincial du Hainaut, le président socialiste prononça un fier discours, en présence du gouverneur allemand.

Voici quelques extraits de ce discours :

«...Nous sommes réunis par ordre de l'autorité allemande, pour voter un impôt de guerre ; en un mot, nous sommes réunis pour fournir des armes au formidable envahisseur de notre pays, contre notre héroïque petite armée belge.

Eh bien ! tout d'abord, je pense qu'il convient que nous adressions au roi Albert — je n'abdique pas pour cela mes convictions républicaines — et à nos soldats, le salut de reconnaissance et d'admiration.

Inclinons-nous respectueusement devant ceux qui sont morts, pour n'avoir pas désespéré de la patrie, et adressons à ceux qui s'apprêtent à vaincre ou à mourir, le baiser fraternel de nos cœurs, pleins d'affection, certes, mais à cause d'eux, pleins de légitime orgueil.

Nous sommes donc réunis pour voter par ordre un impôt de guerre. Je veux protester quant à la forme.»

M. André démontre alors l'illégalité de l'imposition, puis ajoute :

«...Allons-nous voter cette formidable imposition de guerre ?

Certes, si nous n'écoutions que notre cœur, nous répondrions : non, non, 480 millions de fois non.

Car notre cœur nous dirait :

Nous étions un petit pays heureux de vivre dans son travail ; nous étions un honnête petit pays, qui avait foi aux traités et qui croyait à l'honneur ; nous étions une petite nation confiante et désarmée ; quand soudain, brusquement, l'Allemagne a jeté sur notre frontière deux millions d'hommes, la plus grande armée que le monde vit jamais,

et elle nous dit : Trahissez la parole donnée, laissez passer nos armées pour que j'écrase la France, et je vous donnerai de l'or.» Mais la Belgique a répondu : «Gardez votre or, j'aime mieux mourir que de vivre sans honneur.»

L'histoire montrera un jour la grandeur du geste qui, à jamais, nous magnifie devant l'avenir. Car rien, dans les fastes du passé, n'égale l'abnégation de ce peuple qui, n'ayant rien à gagner et tout à perdre, a préféré tout perdre pour que l'honneur fût sauf, et délibérément, s'est précipité dans un abîme de détresse, mais aussi de gloire.

L'armée allemande a donc envahi la patrie en violant des traités solennels.

«C'est un abus, a dit le Chancelier de l'Empire ; les destins de l'Allemagne nous ont obligés à le commettre, mais nous réparerons le tort qu'a causé à la Belgique le passage de nos armées...»

Ce tort, voici comment on entend le réparer : l'Allemagne paiera ?

— Non, la Belgique paiera à l'Allemagne 480 millions de francs ; votez...

Vive à jamais la Patrie, libre quand même !»

L'Allemagne foulait aux pieds les droits les plus sacrés, ce qui ne doit pas nous étonner après l'acte de trahison du début de la guerre.

À Aerschot, où les Allemands avaient fusillé le malheureux bourgmestre Tielemans, le pouvoir occupant nomma un Allemand, un certain Ronnewinkel, comme bourgmestre, de la ville, imposant ainsi aux habitants un magistrat ennemi, en violation de la loi communale (6 novembre 1914).

Déjà von der Goltz, par son décret du 17 septembre, avait imaginé les répressions collectives pour punir les délits commis par des particuliers.

«Avis officiel.

... Les localités dans le voisinage desquelles les lignes télégraphiques ou téléphoniques sont détruites seront frappées d'une contribution de guerre, peu importe que les habitants en soient coupables ou non.

Cette ordonnance entre en vigueur à partir du 20 de ce mois.

Bruxelles, le 17 septembre 1914.

Le Gouverneur général en Belgique,
Baron von der GOLTZ, Général-Feldmaréchal.»

Von Bissing ajouta que les villages seraient punis sans miséricorde pour des faits de ce genre, qu'ils fussent complices ou non. Et on ne se contentait pas de peines d'amende.

«Quiconque aura endommagé un télégraphe ou téléphone militaire sera fusillé.»

Et l'occupant ne se bornait pas à protéger par ces moyens les téléphones et les télégraphes ; il était très châtouilleux.

C'étaient aussi des innocents qui devaient être punis, si les Allemands exécutaient la menace, plutôt grotesque, faite aux Anversois en février 1915. Les enfants de la ville chantaient une adaptation flamande du chant allemand : *Duitschland over alles, maar over den Yser niet*. (L'Allemand par-dessus tout, mais non par-dessus l'Yser). Ils avaient aussi remplacé *Wacht am Rhein*, par *Wacht am Schijn*. (Le Schijn est un affreux égout malodorant du côté de Merxhem.)

Les Allemands s'émurent et annoncèrent aux autorités communales que si ces «provocations» continuaient, on

déporterait en Allemagne l'échevin de l'instruction publique, les directeurs d'écoles et les parents des élèves.

D'habitude, les peines dont les collectivités étaient menacées n'étaient pas précisées par les affiches. Il est permis de supposer qu'elles consisteront en une amende: c'est la punition la plus fréquemment appliquée, sans doute parce qu'elle est la plus productive.

Effectivement, c'est partout de l'argent qu'on exige. 5.000 francs de la commune de Grimbergen parce qu'un habitant a laissé voler ses pigeons.

Cinq millions de Bruxelles parce qu'un agent de police a maltraité un espion allemand. C'est de peines pécuniaires que sont menacées la ville de Mons si un Anglais est trouvé sur son territoire (affiché à Mons, le 16 novembre 1914); la ville de Mons et la province de Hainaut, si un habitant conserve pour lui de la benzine ou un pneu (affiché à Mons, le 6 octobre 1914).

Il n'y avait plus de droits. L'occupant avait besoin d'argent et il trouva une foule de prétextes pour arriver à ses fins.

Mons dut payer une amende de 1.000 marks, parce qu'un ouvrier du chemin de fer avait volé un beafsteak pendant son travail.

La commune de Bilsen, dans le Limbourg, fut condamnée à une amende de 100.000 mark parce que, d'après les autorités allemandes, des civils auraient tiré des coups de fusil sur des soldats allemands.

La ville de Mons reçut une nouvelle contribution de 100.000 francs parce qu'un particulier aurait tiré sur un soldat allemand. On ne demandait aucune preuve.

À Seraing, en février 1915, c'est aussi de l'argent qu'on réclame, parce qu'une bombe aurait éclaté dans la commune. Pour l'obtenir plus sûrement, on emprisonne quelques otages, avec promesse de les envoyer dans une forteresse en Allemagne si la caisse communale ne paie pas leur rançon; mais les otages eux-mêmes conseillent à la commune de résister. Les Allemands, craignant de rester bredouille, réduisent leurs exigences de moitié. Finalement, n'ayant rien obtenu, ils relâchent les otages.

Singulière justice!

L'aventure d'Eppenheim mérite également d'être racontée en peu de mots.

En novembre 1914, un soldat allemand se promenant dans les campagnes, tire un coup de fusil sur un lièvre ou sur un pigeon. Un officier survient bientôt et s'informe auprès du soldat. Comme la chasse est réservée aux officiers, le soldat, pour éviter une punition, rejette la faute sur les paysans. Aussitôt, rapport à Bruxelles. Le lendemain, arrivent des officiers accompagnés d'une quarantaine de uhlans: «Une amende de 10.000 francs est imposée à la commune». Des femmes, vivant dans une maison restée par hasard debout, près du champ où le soldat avait tiré, assurent qu'aucun habitant n'a lâché un coup de fusil et qu'elles ont vu tirer le soldat; on ne les écoute pas: «Il faut 10.000 francs, et tout de suite».

Mais dans ce village incendié de fond en comble, où presque pas une maison n'est habitable, d'où tous les hommes sont déportés en Allemagne, il n'y a pas moyen de réunir une aussi grosse somme. «Puisqu'il en est ainsi, on prendra des otages.» Les uhlans organisent une battue et saisissent le curé et trois laïcs, les seuls qu'on ait trouvés; encore, l'un de ceux-ci est-il un habitant de Vilvorde qui venait bénévolement s'occuper de la police bourgeoise à

Eppenheim. On les emmène à Bruxelles, mais en passant à Vilvorde, le Vilvordoï est relâché, devant les protestations de ses concitoyens. Après les avoir tenus dix jours en prison, M. le baron von der Goltz, constatant qu'il n'y a plus moyen de rien extraire de la caisse communale d'Eppenheim, et qu'on nourrit en pure perte le curé et ses deux paroissiens, les remet en liberté. (1)

La ville de Courtrai fut frappée d'une amende de fr. 10.000.000 parce qu'il avait trouvé des armes dans une des vieilles tours du Broel, près de la Lys.

Or, voici ce qui s'était passé:

Un ancien commandant allemand avait réquisitionné toutes les armes livrées par les habitants et avait chargé l'administration communale de les déposer à la tour.

Un de ses successeurs crut d'emblée qu'il s'agissait d'une trahison, d'un complot ourdi pour attaquer les Allemands par surprise et résolut de punir la ville pour un ordre donné par son collègue. Naturellement, l'administration protesta avec véhémence et finit par obtenir gain de cause.

Il pleuvait aussi des amendes personnelles, car les Allemands exploitaient toutes les sources de revenus et ils n'étaient jamais à court d'arguments.

Le bourgmestre de Thielt dut payer une amende parce qu'il avait osé dire aux Allemands que leurs réquisitions étaient excessives.

Le vicaire d'une localité de la province d'Anvers, dont les Allemands avaient saccagé la maison en octobre 1914, fut condamné en mars 1915 à une amende de 5.000 marks, parce que, roulant à bicyclette sans passeport, il avait allégué pour sa défense qu'il n'avait plus les moyens de s'acheter un passeport, les Allemands lui ayant tout enlevé.

Sous un pareil régime, les escrocs avaient le champ libre pour leurs exploits.

Une information d'un journal néerlandais du 21 mai annonça que le conseil de guerre de Coblenz avait condamné à 1 an 1/2 de prison le sous-officier Garternich qui avait exigé, de diverses communes belges occupées, une contribution de guerre de 3 francs par personne, et qui avait ainsi encaissé, à son profit personnel, une somme de 27.393 francs. Ce simple fait ne met-il pas en évidence le pressurage habituel auquel fut soumis notre pauvre pays? 18 mois de prison pour avoir vidé jusqu'au fond des caisses communales déjà officiellement dépouillées par les autorités, ce n'était vraiment pas cher; surtout si on compare cette condamnation à celles qui s'abattirent sur les communes quand un fil télégraphique se brisait: menaces d'incendie de tout un quartier, ou amende formidable, ou quand un balayeur s'emparait d'un morceau de viande.

Les réquisitions prirent également le caractère de contributions forcées. Ainsi en fut-il par exemple, pour ce qui concerne notre superbe race de chevaux.

Car l'occupant enlevait non seulement des chevaux pour l'armée, mais aussi des juments pleines et inaptes à servir à l'armée en campagne.

Quand on leur faisait remarquer que les troupes ne pouvaient pas utiliser ces bêtes, ils répondaient cyniquement: «Nous le savons bien, aussi allons-nous les envoyer en Allemagne.»

Dans une seule écurie d'élevage, celle du Fosteau, dont la réputation est universelle, on enleva 16 juments, dont 4 ont été championnes, d'une valeur totale de près de 100.000 francs; dans une autre ferme, on prit une trentaine

de juments et une huitaine de poulains; dans une troisième, 20 juments; une foule d'autres fermes perdirent ainsi toutes leurs bêtes de concours.

Les cas que nous citons sont relatifs à la seule province de Hainaut; le Brabant, les provinces de Namur et de Liège ont été tout aussi éprouvées.

Souvent, les officiers arrivaient dans la ferme, exigeant qu'on leur montrât les chevaux; puis, malgré les protestations du propriétaire, ils emmenaient à la fois les bêtes destinées au service de l'armée et celles qui seraient expédiées en Allemagne. En échange, ils remettaient des bons, qui tantôt ne portaient aucune indication de valeur, tantôt portaient une estimation fantaisiste, faite par les Allemands seuls. Si on récriminait, ils disaient: «C'est la guerre», parole qui résume toute leur mentalité.

À Soignies, une affiche enjoint les éleveurs d'amener leurs bêtes sur une place. Des officiers et un civil allemands inspectent les chevaux, et fixent leur valeur sans écouter les propriétaires; puis, au lieu de les payer tous au comptant comme l'annonçait l'affiche, ils en payent une cinquantaine, et pour les autres ils remettent aux fermiers des bons de réquisition.

Ailleurs l'opération est encore simplifiée.

Ils envahissent la ferme, arrêtent, sans même donner de prétexte, le fermier, sa famille et ses domestiques, et les emprisonnent dans une maison de voisinage; après libération, le fermier constate que tous ses plus beaux chevaux ont disparu, et qu'on ne lui a pas même laissé un semblant de bon. Il peut s'estimer heureux si les bâtiments d'exploitation n'ont pas été incendiés, et si ses meubles sont intacts.

Une autre contribution forcée consistait dans l'accaparement de l'or, auquel les Allemands se livrèrent sans vergogne.

À Tournai, ils firent une perquisition dans toutes les banques: ils enlevèrent l'or en laissant à la place des billets allemands.

À Wavre, ils exigèrent que les paiements se fissent en or; ainsi, en janvier 1915, ils n'acceptèrent pour les passeports que des pièces d'or sur lesquelles ils remettaient des billets allemands.

Voici encore un autre procédé de spoliation:

Les Belges qui venaient de l'étranger avaient avantage à rapporter de l'or. Mais à la frontière, celui-ci était enlevé et les Allemands donnaient à la place des billets allemands, dont le cours était fort déprimé. Pour n'être pas dépouillés, les Belges se faisaient confectionner avant de rentrer des boutons en pièces d'or recouvertes d'étoffe. Mais les Allemands, ayant eu vent de la ruse, la démasquaient par un coup de canif dans l'étoffe. Depuis, les voyageurs eurent soin de cacher les louis sous une mince rondelle de fer-blanc.

Dans la caserne, des hussards à Stendal, étaient retenus prisonniers — contrairement à l'article 9 de la Convention de Genève du 6 juillet 1906 —, une soixantaine de médecins anglais, belges, français et russes. Un beau jour, on vint leur dire: «Vous avez de l'or, remettez-le nous en échange de billets». Ils refusèrent. Le lendemain, on leur dit: «Ceux qui n'échangeront pas leur or contre des billets, iront en cellule». Devant la contrainte, il fallut céder, et le dépôt d'or de l'Allemagne s'accrut de quelques pièces.

Plus tard, ils réduisirent certaines peines d'amende pour les personnes qui payaient en or et se montrèrent plus empressés à donner des passeports aux gens qui étaient munis

du précieux métal, car ils s'efforçaient de toutes façons de soutirer aux habitants jusqu'à leurs dernières pièces.

Le mark devait être accepté au cours forcé de 1 fr. 25.

Au milieu de ses épreuves, la population cherchait un réconfort dans des solennités de toute sorte. Les services funèbres célébrés à la mémoire des soldats tombés au champ d'honneur revêtirent le caractère très prononcé de réunions patriotiques.

Le 14 décembre, une messe fut célébrée à l'église d'Etterbeek pour le repos de l'âme d'Albert de Loneux, étudiant, soldat au 24^e de ligne, tombé le 6 août, aux environs de Liège. L'église était bondée. Et il en était de même à tous les services funèbres.

C'est vers cette époque seulement que beaucoup de parents et de femmes apprirent la mort sur le champ de bataille de leur fils ou de leur mari.

On procéda, en effet, à l'exhumation des héros tombés, avec le plus grand respect et les précautions les plus minutieuses, afin de pouvoir fournir aux familles tous les renseignements possible. Les dépouilles des soldats étaient réunies ensuite dans des cimetières communs.

Sur les tombes, on plaça des croix et des pierres funéraires revêtues d'inscriptions.

Pour se faire une idée de ces exhumations, il faut lire le rapport de M. Haesen relatif à l'exhumation exécutée le 10 mars 1916 et que nous reproduisons ci-après, avec la bienveillante autorisation de l'administration communale de Duffel. M. Haesen, instituteur à Malines, a dirigé les travaux et est tombé, victime de son généreux dévouement en 1916.

«Idée générale: On croit que le soldat était enterré sans que personne l'ait su, dans la partie de la digue de la Nethe qui a été emportée par l'eau. Le corps a été partagé en deux. Par suite de l'écoulement des eaux, la partie inférieure du corps est resté en place.

Cette partie a été découverte par Stuyck, de Lazernij, le 11 février 1916, et inhumée le 12 février, au cimetière communal de Rumpst.

La partie supérieure du corps a été retrouvée un de ces jours par Van der Winderen, de Lazernij. Dans le fossé, on trouva un bras avec une omoplate à un autre endroit, la cage thoracique avec des côtes et une partie de la colonne vertébrale; à un troisième endroit, l'autre bras avec une clavicule.

J'ai rassemblé tous ces restes que j'ai placés dans une caisse en bois et déposés dans le cercueil avec la partie inférieure du corps, au cimetière de Rumpst.

La tête n'a pas été retrouvée.

Dans cette prairie, on a trouvé des boutons du 4^e de ligne; aussi croit-on que ces restes pourraient être ceux d'un soldat du 4^e de ligne. J'en possède un bouton.

Les vêtements étaient éparpillés. Ils n'avaient plus de doublure. Pas trouvé de numéros.

Sur les restes provenant de la partie supérieure du corps, j'ai découvert un morceau d'une chemise de fantaisie avec des rayures mauves. J'y ai trouvé un cachet rouge «Grands Magasins de la Bourse, Bruxelles».

Pour ce qui concerne, la partie inférieure du corps, j'ai en ma possession des guêtres et des souliers sans aucun numéro.

Le malheureux doit avoir porté un caleçon en normal. J'en ai trouvé un fragment dans le cercueil.

Le pantalon était complètement déchiré; ni doublure, ni numéros.

Il portait deux paires de bas: une paire de bas fins noirs, et au-dessus les chaussettes militaires grises.

Je n'ai pu prendre aucune mesure, car tout était en pièces.

J'ai reçu de Van der Kinderen une cuiller en aluminium; elle appartenait au soldat. Il doit avoir été tué fin septembre – début octobre 1914.

Le cercueil a été fourni par la commune de Rumpst.

Y enterré sous le numéro 11 ».

★ ★ ★

Les différentes parties du pays furent brusquement isolées les unes des autres. On faisait le trajet, pour autant qu'on était autorisé à le faire, à pied, en voiture et si possible par train, dès que le pouvoir occupant eût rétabli partiellement la circulation.

Les tramways vicinaux acquirent une importance extraordinaire. Une multitude de personnes se servaient de la ligne Bruxelles, Vossem, Weert, Saint-Georges, Hamme, Jo-doigne, Overhespen, Saint-Trond, Ans-Liège.

Le voyage durait un jour environ. De Saint-Trond, on pouvait ainsi se rendre à Maestricht, mais le 20 décembre l'octroi des passeports pour la Hollande fut interdit.

La « Belgique » du 25 décembre 1914 publia l'article suivant:

« Les Belges ne doivent donc plus quitter leur pays. Les femmes belges qui ont leur mari, les mères qui ont leur fils prisonnier en Allemagne, doivent renoncer à aller leur rendre visite.

Disons enfin pour terminer que ni les sujets des États en guerre avec l'Allemagne, ni les Allemands qui voudraient se rendre en pays ennemi, ne peuvent obtenir de passeports d'aucune sorte. »

Ces mesures avaient pour but de combattre l'espionnage, la fraude des lettres et des journaux.

Mais nos oppresseurs devaient rencontrer encore bien des difficultés dans leur lutte pour empêcher ce trafic.

On introduisait régulièrement des journaux clandestins, qu'on payait largement et qui circulaient de mains en mains. On copiait les principales nouvelles à la machine à écrire et on les répandait à de multiples exemplaires. De cette façon, le public restait assez bien au courant des événements.

« À côté des petites feuilles quotidiennes permettant aux Belges de suivre les opérations militaires, on créa donc une sorte de magazine hebdomadaire, donnant en une cinquantaine de feuillets dactylographiés, des extraits de revues, de livres et de grands journaux étrangers, des discours importants, etc. Une large place était faite aux articles traduits de l'anglais, du hollandais et surtout de l'allemand; le bureau de traduction fonctionnait dans un local où les Allemands ne pouvaient certainement pas soupçonner sa présence.

La revue elle-même était élaborée dans un endroit pas suspect non plus. Pour assurer davantage le secret, les principaux fournisseurs d'articles ne se connaissaient pas entre eux; combien de fois n'est-il pas arrivé à l'auteur de ces lignes, pendant qu'il poursuivait quelque enquête sur l'occupation allemande, de découvrir tout à coup qu'il se trouvait en présence d'un de ses collaborateurs. Ajoutons que parmi les centaines de lecteurs de ce périodique, personne ne connaissait son origine. (2) »

Quelques journaux hollandais, notamment le « Nieuwe Rotterdamsche Courant », étaient admis en Belgique, mais devaient subir une censure rigoureuse.

Plus tard, on alla même jusqu'à défendre sous peine de mort l'introduction de journaux fraudés.

Quelques journaux paraissaient, mais rencontraient la réprobation générale, tels que: *La Belgique*, *Le Bruxellois*, *De Gazet van Brussel*, *Het Vlaamsche Nieuws*, *De Vlaamsche Post*, *L'Ami de l'Ordre*, *Le Messenger de Bruxelles*, *Le Quotidien*, etc.

Les Allemands avaient exercé une pression sur les propriétaires des anciens journaux pour les obliger à paraître. Les journaux de la capitale s'y refusèrent unanimement.

Nous parlerons plus loin des journaux prohibés « La Libre Belgique » et « De Vlaamsche Leeuw ».

Nous avons déjà signalé les mesures sévères édictées par les Allemands pour combattre la fraude des correspondances. On pourrait écrire un volume sur ce sujet palpitant. Comme chacun à cette époque appréciait la valeur d'une lettre!

Les soldats soupiraient après les nouvelles du foyer familial et c'était pour eux une joie intense lorsqu'ils recevaient quelques renseignements des êtres aimés. Mais les Allemands n'autorisèrent l'échange de correspondances que dans certaines limites et sous réserve de la censure; cette autorisation ne concernait d'ailleurs que le territoire dépendant du gouvernement général.

Des réfugiés recouraient à toutes sortes de moyens pour rester en relation avec les membres de leur famille et inversement.

Des voyageurs emportaient des lettres destinées aux personnes de connaissance, les cachaient dans les valises, sous la doublure de leurs vêtements, dans leurs chaussures. Mais bientôt les Allemands postés à la frontière se mirent à exercer un contrôle plus rigoureux; ils fouillaient les voyageurs, les déshabillaient, défaisaient les doublures et même les semelles, et dès lors le métier de messenger devint très dangereux. Cependant, il se trouva dès le début des gens pleins d'audace qui ne craignirent pas d'assumer le rôle de courriers et qui emportaient clandestinement les lettres au-delà de la frontière pour les distribuer dans tous les coins du pays. Ces lettres provenaient de soldats, qui les envoyaient à certaines adresses, près de la frontière hollandaise où les courriers allaient les prendre.

Les Allemands leur faisaient une chasse impitoyable et les soldats pouvaient les tuer sans sommation.

Ainsi des courriers de Knokke portaient la correspondance à L'Écluse et y trouvaient des lettres et des journaux. Ils devaient en quelques heures visiter de nombreuses personnes. Ils retournaient au milieu de la nuit par les polders en traversant les digues situées derrière le Zwin.

Un jour, des coups de feu retentirent. Deux hommes revinrent sur leurs pas en courant. Le troisième tomba pour ne plus se relever. C'était un nommé Wage, de Knokke.

Les Allemands, ayant aperçu leurs silhouettes, avaient aussitôt déchargé leurs fusils. Les courriers se laissèrent tomber. Celui qui était au milieu fut atteint. Il gémit pendant quelques instants, puis ce fut un silence complet.

À l'aube, une charrette arriva. Le corps y fut déposé et transporté au village.

Des fraudeurs de lettres — que les Allemands, naturellement, ne connaissaient pas — considérèrent comme un devoir de conduire Wage à sa dernière demeure.

La mission de ces courriers était extrêmement péril-

leuse.

Il y avait parmi eux un nommé Ketellaper. Cet homme courageux venait de Maldeghem. Il franchissait à la nage le canal Léopold et le canal de Schipdonk. Il attachait ses vêtements au-dessus de sa tête et plaçait les lettres dans une petite caisse étanche, retenue par une corde liée à son cou. La neige, le vent et le gel ne l'inquiétaient en aucune façon et Ketellaper ne s'arrêtait jamais au rivage. Une fois le canal franchi, il courait à l'auberge du «Comte Jean», située à quelques minutes de là, juste en face de la frontière. Le courrier n'y perdait pas son temps à se chauffer, il se contentait de vider un petit verre, puis il se rendait à Ede, auprès du dépositaire des lettres, qui se chargeait d'expédier son colis. Le matin, le sac postal était prêt, car pour Ketellaper on avait besoin d'une malle spéciale. Il transportait des milliers de lettres par semaine.

En Belgique, il avait un nombreux groupe de collaborateurs, de sorte qu'on entra en communications avec une foule de localités jusque dans le Nord de la France.

Ketellaper finit cependant par se faire arrêter. Il fut dénoncé à Bruges par une femme. Longtemps il nia. Les Allemands remirent ses papiers d'identité à un traître, un Judas, un individu à leurs gages. Celui-ci se rendit en Flandre zélandaise auprès des personnes qui transmettaient ordinairement la correspondance au courrier.

«Ketellaper est malade», dit-il. Il m'a chargé de faire son service et comme preuve il m'a donné ses papiers.»

Grâce à ce mensonge éhonté, le traître recueillit des lettres adressées à Ketellaper et les apporta à Bruges. On les montra à l'accusé. Le courrier persista dans ses dénégations.

À un certain moment, il vit entrer la femme qui l'avait trahi et le prisonnier qui avait pu se maîtriser pour répondre aux questions les plus embarrassantes, qui était resté impassible devant les menaces de mort et de travaux forcés, sortit tout à coup de son rôle en proie à une violente indignation.

«Vous serez jugée!» cria-t-il à la femme. «Oui, monsieur, avoua-t-il à l'officier, j'ai transporté des lettres pour des personnes séparées les unes des autres, et j'ai été accueilli avec des transports de joie et des larmes d'émotion. Partout on me saluait comme un ange sauveur. Je venais annoncer que le père ou le fils ou le mari était encore en vie. Et les gens me serraient la main, ne sachant que faire pour me témoigner leur reconnaissance. Mais vous — ajouta-t-il en se tournant vers la délatrice — vous serez jugée quand les Belges reviendront.»

Ketellaper — dont le nom réel était Victor Cocquit — fut emprisonné à Bruges et envoyé de là en Allemagne, d'où il réussit cependant à s'évader; il résida pendant un certain temps à Bruxelles; mais au moment des déportations, il se retira en Hollande, pour passer ensuite en Angleterre.

Il y avait encore un Hollandais, Jan Mars, d'Aardenburg. Il fut trahi et arrêté à Roulers, pendant qu'il mangeait un morceau de pain dans un café et on l'envoya en Allemagne jusqu'à la fin de la guerre.

La surveillance de l'ennemi devint de plus en plus sévère. Mais les correspondances n'en continuèrent pas moins à franchir la frontière par sacs entiers. Les Allemands firent clôturer par un treillis de fils de fer les fenêtres et les portes qui avaient vue sur la frontière afin d'empêcher que, par ces ouvertures, l'on ne jetât des paquets de lettres en territoire hollandais. Plusieurs habitants en furent réduits

à pratiquer une percée dans le mur pour entrer dans leur maison. Plus tard, les maisons situées près de la frontière durent être évacuées.

Les espions mirent tout en œuvre pour entraver le transport des correspondances. Mais les courriers étaient décidés à continuer leur besogne si utile.

Parmi eux, il faut citer Madame Laroche ou «Madame de Maubeuge» comme on l'appelait familièrement.

Déguisée en paysanne avec un tablier bleu et des sabots, elle traversait la frontière, près de Philippine, ayant dans son panier des centaines de lettres de soldats français adressées aux membres de leurs familles, à Valenciennes, Maubeuge, Douai et environs.

La paysanne se promenait ainsi le plus innocemment du monde jusqu'à Gand où elle trouvait des concours qui lui permettaient de poursuivre le voyage.

Elle finit par être arrêtée... Et un jour, je reçus de Madame Laroche une carte écrite à la prison de Gardeleben. La courageuse femme avait été condamnée à quinze ans de prison.

Des traîtres au service des Allemands se présentèrent chez les habitants en se faisant passer pour des courriers. Ils demandèrent des lettres promettant de les remettre régulièrement. Certaines personnes tombèrent dans le piège. Naturellement les lettres échouaient dans l'une ou l'autre kommandantur, où on les épluchait avant de les remettre à destination. Malheur à ceux qui les acceptaient. Peu après, un détective venait les accuser d'avoir reçu des lettres.

Il ne fallait pas songer à nier. Et le résultat était une amende qui allait s'engloutir dans la caisse de guerre sans fond.

Mais nous devons nous borner dans ce domaine, car on n'en finirait pas si l'on voulait relater toutes les histoires de courriers.

Leur tâche se compliqua lorsque l'occupant eût établi un réseau de fils électriques le long de la frontière; nous y reviendrons plus en détail.

Des centaines de nos compatriotes furent emmenés en Allemagne et enfermés dans des prisons ou des camps pour avoir participé au transport des correspondances ou pour avoir accepté des lettres. Et lorsque l'on découvrait que des lettres se rapportaient à des affaires d'espionnage, on risquait d'être fusillé.

On créa un organisme complet pour régler l'échange des correspondances entre les soldats et les membres de leurs familles; on l'appelait «le Mot du soldat». (3)

Le premier envoi partit de Bruxelles, le 8 juin 1915, caché dans des boîtes à conserves.

Huit jours après, le deuxième envoi fut expédié de Belgique, dans des boîtes à café à double fond. Nous reparlerons également de cette institution, parce qu'elle se rapporte à des événements que nous aurons à mentionner plus tard.

Ainsi des patriotes accomplissaient toutes sortes de besognes pour contrecarrer le pouvoir occupant.

Un des derniers jours de l'année, les Allemands prirent des mesures contre la Banque Nationale, donnant ainsi des preuves de leur rage impuissante.

Par décision du 26 août du conseil des ministres, l'encaisse d'or et d'argent de la Banque Nationale, ainsi que les clichés, les sceaux, les billets non mis en circulation, avaient été transférés à Londres, de sorte que lors de son

arrivée à Bruxelles, l'occupant se trouva devant une caisse vide. Les Allemands s'efforcèrent de rentrer en possession du trésor. Une délégation du conseil d'administration dut se rendre à Londres pour réclamer une partie des valeurs.

La Banque anglaise renvoya les délégués au ministre des finances du Havre, qui répondit par un refus catégorique. Une seconde démarche n'eut pas plus de succès.

L'occupant reprochait encore à la Banque Nationale d'avoir avancé de fortes sommes au gouvernement belge sans garantie suffisante, ce qui était contraire aux statuts.

Et les Allemands, dont la présence même en Belgique était une violation de tous les principes du droit, s'indignèrent de cette infraction à la loi, firent savoir à la population qu'ils ne reconnaissaient plus à la Banque Nationale la compétence nécessaire pour émettre des billets de banque et qu'ils révoquaient le gouverneur et les commissaires.

Ce privilège fut dès lors accordé à la plus ancienne des institutions financières belges, la « Société Générale de Belgique ». Celle-ci créa un département spécial d'émission, sous le contrôle d'un commissaire, nommé par le gouvernement impérial. Ce décret fut promulgué le 28 décembre.

Une proclamation affichée le dernier jour de l'année défendit aux miliciens de 1912-1915 qui, pour une raison quelconque, n'avaient pas été appelés sous les drapeaux, de s'éloigner de leur domicile à une distance de plus de 5 kilomètres. Ces jeunes gens devaient se présenter au contrôle à des intervalles réguliers et ceux qui manquaient à cette obligation s'exposaient à des punitions sévères.

Les bourgmestres étaient rendus responsables de l'exécution de ces mesures.

Malgré cela, un grand nombre de jeunes gens franchirent la frontière pour prendre du service dans l'armée.

Ce que les Allemands ont inventé de plus abominable, c'est de faire dénoncer les miliciens par leur père, leur mère, leur femme, leur sœur... (affiche du 4 avril 1915). Il est un principe admis par toutes les nations civilisées — y compris sans doute aussi l'Allemagne —, d'après lequel les tribunaux s'abstiennent catégoriquement de mettre en conflit, le devoir envers la justice et les sentiments paternels ou maternels. On considère qu'il serait d'une inhumanité révoltante d'obliger un père ou une mère à témoigner contre son enfant. Or, en Belgique, quand un jeune homme quittait sa famille pour aller rejoindre l'armée belge, l'autorité allemande enjoignait aux parents, au frère, à la sœur, de dénoncer l'absent; en d'autres termes, le père ou la mère — la mère, vous avez bien lu, la mère —, devait livrer son fils parce que celui-ci accomplissait son devoir envers la patrie. Et qu'on ne croie pas qu'ils se contentaient de menaces: si les Allemands oublient leurs promesses, ils tiennent scrupuleusement leurs menaces.

À Namur, ils ont condamné une foule de parents qui avaient donné asile à leurs fils, après la prise de la ville.

Et non contents d'infliger ces peines infamantes — infamantes pour ceux qui les appliquent —, ils ont forcé l'*Ami de l'Ordre* à leur donner de la publicité. L'*Ami de l'Ordre* du 7 et 8 juin annonçait la condamnation d'un père et d'une mère, du 9 et 10 juin la condamnation d'un père, de deux mères et de trois frères, celui du 8 et 9 juillet la condamnation d'un père et d'une mère.

Les exemples de semblables condamnations ne manquent pas.

Les Allemands avaient une armée d'espions, chargés de rechercher ceux qui conduisaient les jeunes gens par-delà la frontière, ou de livrer les miliciens entre les mains des soldats.

Un jeune homme, en âge de milice, allait trouver la personne suspecte et à l'aide de faux papiers se faisait passer pour un patriote désireux d'aller prendre sa place au front. Les arrangements pris, on se mettait en route; une souricière habilement établie permettait de saisir tout un petit groupe de jeunes gens. Peu importait, car pour quelques-uns qu'on parvenait à arrêter, il y en avait des centaines qui passaient chaque semaine en Hollande. De nombreux Belges se dévouèrent en effet à cette besogne patriotique, tout en sachant qu'en cas d'insuccès, c'était l'emprisonnement en Allemagne ou la fusillade. Il faut dire que leurs auxiliaires les plus actifs étaient les soldats du Landsturm, gardiens des frontières qui, suivant un tarif établi, en espèces ou en alcool, fermaient les yeux lors du passage de nos miliciens.

Il fallait se mettre en garde contre les espions. Ainsi les journaux de l'époque signalèrent le fait suivant:

« Le directeur et des membres du personnel de la « Fonderie Anversoise » à Esschen ont été arrêtés et conduits à Anvers, parce que des membres du personnel avaient promis à des personnes de leur faire traverser la clôture électrique à la frontière. Ces personnes travaillèrent d'abord quelques jours à la fabrique, mais c'étaient des espions allemands. »

Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point quand nous parlerons des conseils de guerre allemands, car le dénouement de beaucoup d'aventures eut lieu sur un champ d'exécution.

Ainsi arriva l'année nouvelle 1915, et naturellement les Belges restés en territoire occupé ajoutaient à leurs souhaits de nouvel an ces mots stéréotypés: « Puissions-nous être débarrassés des Allemands cette année ». Personne n'aurait pu croire à ce moment que la guerre durerait si longtemps.

Le 1^{er} janvier, le cardinal Mercier publia une lettre pastorale qui fut écoutée, lue et relue avec un intérêt extraordinaire.

L'archevêque rappelait d'abord qu'il avait dû quitter brusquement la Belgique le 20 août pour aller assister aux obsèques du pape Pie X et pour prendre part à l'élection de son successeur, le pape Benoît XV.

À Rome, il apprit, coup sur coup, la destruction partielle de la collégiale de Louvain, l'incendie de la bibliothèque de l'Université, la dévastation de la ville, les fusillades, les tortures infligées à des femmes, à des enfants, à des hommes sans défense, puis le bombardement de Malines.

Le cardinal déclare qu'il a cherché dans la religion la consolation à sa douleur. Puis il parle en termes éloquents des devoirs qui s'imposent aux Belges: le patriotisme et l'endurance.

Il rappelle ses visites aux ruines lamentables de Malines, de Louvain et des nombreux villages détruits et dont la vue dépasse tout ce qu'il avait pu imaginer.

D'autres localités du diocèse qu'il n'avait pas encore eu le temps de visiter avaient subi un sort analogue (les environs de Tirlemont, Wavre, Londerzeel).

L'éminent archevêque évoque le souvenir des prisonniers, des fusillés, des effroyables drames que nous avons rapportés dans le récit des atrocités allemandes. Dans son

seul diocèse, 13 ecclésiastiques ont été tués.

Il a fait un pèlerinage à la tombe du martyr de Gelrode, le curé Dergent.

Puis la lettre fait allusion aux tragédies des provinces de Namur, de Liège, du Luxembourg et des deux Flandres.

Et là même où les vies sont sauvées et les édifices matériels intacts, que de souffrances cachées ! M^{gr} Mercier invite les fidèles à pratiquer l'humilité, à se soumettre à la volonté de Dieu et à la pénitence. Dieu sauvera la Belgique.

« La Belgique a conquis le premier rang dans l'estime des nations », voilà en quels termes le cardinal commence le second chapitre de sa lettre pastorale, où il traite de l'endurance et de la résignation. Puis il parle de notre neutralité et de l'engagement pris à notre égard par les puissances garantes. « L'Allemagne, dit-il, a violé son serment. Nous devons faire preuve d'endurance. L'humble peuple nous donne l'exemple. Que le patriotisme de notre armée, que l'héroïsme de notre Roi, de notre Reine bien-aimée, si touchante dans sa grande âme, nous servent de stimulant et de soutien. »

Le cardinal prêche ensuite le calme et la patience et il signale spécialement aux prêtres le devoir qui leur incombe de donner exemple à leurs ouailles.

Le dimanche, 3 janvier, devait être en particulier, un jour de prière universelle pour la Belgique et pour ses alliés.

Le samedi de chaque semaine, il était recommandé de célébrer un service funèbre pour le repos de l'âme des soldats. La misère était grande. Les curés devaient former un comité de secours dans chaque paroisse. La première bénédiction pontificale du nouveau pape avait été pour la Belgique.

À la lettre pastorale que nous venons de résumer, était jointe une lettre de Benoît XV au cardinal Mercier.

Le document devait être lu dans les églises, du haut de la chaire.

Mais le pouvoir occupant s'y opposa. Comme il mettait tout en œuvre pour abattre le courage de nos populations, il restait dans son rôle en empêchant la lecture de cette lettre si fière et remplie de si dures vérités.

Dès que les Allemands, prévenus par les espions, surent l'existence de la lettre pastorale, ils retirèrent au cardinal l'autorisation de se rendre en automobile auprès des autres évêques. En même temps, ils défendirent aux curés de donner connaissance de la lettre à leurs ouailles ; ils allèrent même saisir les brochures dans les presbytères. Naturellement, les prêtres refusèrent d'obéir aux injonctions allemandes, et le début du mandement fut lu en chaire le dimanche 3 janvier 1915, et causa une profonde émotion.

Von Bissing voulut faire croire au clergé que le cardinal avait déclaré lui-même que la lettre n'était pas destinée à être lue en chaire et qu'il n'insistait pas sur ce point. En conséquence, von Bissing réitérait sa défense concernant la lecture et la diffusion de la lettre.

Mais M^{gr} Évrard, doyen de Sainte-Gudule à Bruxelles, refusa d'ajouter foi à cette déclaration et alla voir le cardinal Mercier à Malines afin d'être complètement édifié.

À la suite de cette visite, il adressa à tous les curés de Bruxelles et des environs la lettre suivante :

« Bruxelles, le 9 janvier 1915.

Monsieur le Curé,

Je rentre de Malines.

Malgré l'écrit de défense reçu hier, Son Eminence le

Cardinal veut qu'on fasse lecture de sa lettre. — Cet écrit de défense est habile et faux.

« Ni verbalement, ni par écrit, je n'ai rien retiré et ne retire rien de mes instructions antérieures, et je proteste contre la violence qui est faite à la liberté de mon ministère pastoral. »

Voilà ce que le Cardinal m'a dicté.

Il a ajouté : « On a tout fait pour me faire signer des atténuations à ma lettre ; je n'ai pas signé. — Maintenant on cherche à séparer mon clergé de moi en l'empêchant de lire le mandement.

» J'ai fait mon devoir : mon clergé doit savoir s'il va faire le sien.

» Agrérez, Monsieur le Curé, l'hommage de tous mes respects.

(signé) E. EVRARD, doyen. »

Qu'était-il donc arrivé entre-temps à M^{gr} Mercier ? Des journaux étrangers avaient publié à ce sujet les bruits les plus contradictoires, tandis que les Allemands prétendaient de leur côté qu'aucune entrave n'avait été apportée à la liberté de l'archevêque.

Le cardinal a démenti cette affirmation dans une lettre adressée à son clergé et conçue en ces termes :

« Malines, le dimanche dans l'Octave de l'Épiphanie.

Très révérends Messieurs et bien-aimés coopérateurs,

Vous avez eu, je pense, sous les yeux, le message du Gouvernement Général de Bruxelles publié par les journaux, dans lequel il est déclaré que « le Cardinal-Archevêque de Malines n'a aucunement été empêché de remplir librement son office ecclésiastique ».

Il ressort des faits que cette affirmation est contraire à la vérité.

En effet, le soir du 1^{er} janvier et pendant toute la nuit qui suivit, des soldats pénétrèrent dans les presbytères et enlevèrent des mains des prêtres ou s'efforcèrent vainement de leur enlever la lettre pastorale et, au mépris de l'autorité épiscopale, vous en interdirent la lecture à l'assemblée des fidèles sous la menace de châtiments très sévères qui seraient infligés à vous-mêmes ou à votre paroisse.

Même notre dignité ne fut pas respectée. En effet, le 2 janvier, avant même le lever du soleil, c'est-à-dire à 6 heures, on m'ordonna de me rendre le matin de ce même jour devant le Gouverneur Général pour lui rendre raison de ma lettre au clergé et au peuple ; le lendemain, on me défendit de présider le Salut dans la cathédrale d'Anvers ; enfin on m'interdit de me rendre librement auprès des autres évêques belges.

Comme citoyen, pasteur des âmes et membre du Sacré Collège des Cardinaux, je proteste que vos droits, bien-aimés frères, et les miens, ont été violés.

Quoi qu'on ait prétendu, l'expérience a maintenant prouvé qu'aucun danger de sédition n'est résulté de cette lettre pastorale, mais que plutôt elle contribua beaucoup à l'apaisement des esprits et à la tranquillité publique.

Je vous félicite d'avoir accompli votre devoir avec fermeté et douceur. Restez-y attachés d'un cœur viril et paisible, vous souvenant de ces paroles par lesquelles je vous ai déjà exposé pleinement et entièrement ma pensée : « Soyez à la fois et les meilleurs gardiens du patriotisme et les soutiens de l'ordre public. »

Au reste : « Soyez fervents d'esprit, servez le Seigneur,

soyez joyeux dans l'espérance, patients dans les tribulations, persévérants dans l'oraison, prenez part aux nécessités des saints.

Ne m'oubliez pas, je vous en prie, dans vos supplications; moi non plus, je ne vous oublie pas. Tous ensemble, unis étroitement par le lien fraternel, recommandons au Seigneur, l'évêque, le clergé et le peuple fidèle « afin qu'ils voient leur devoir et qu'ils aient la force de l'accomplir (4) ».

Votre très dévoué en Jésus-Christ,

D. J. Cardinal MERCIER, Archevêque de Malines.

Les T. R. Mess. les Doyens sont priés de faire le rapport sur ce qui s'est passé dans les paroisses de leur doyenné.

N. B. — Des membres du clergé ont porté pour un temps le costume civil. Que tous reprennent dès maintenant l'habit ecclésiastique. »

Finalement, la lettre pastorale fut lue quand même ! Là où les Allemands avaient enlevé le document, on reçut bientôt un nouvel exemplaire, de sorte que les fidèles ne purent être privés de cette lecture réconfortante.

La lettre imprimée et dactylographiée fut répandue dans tout le pays et ne tarda pas à franchir la frontière. Les journaux des nations alliées et neutres la reproduisirent, et ainsi l'Europe entière apprit comment le vaillant archevêque personnifiait la résistance passive des Belges en pays occupé.

De nombreuses personnes furent condamnées à quinze jours de prison pour avoir propagé la lettre pastorale.

Une perquisition fut opérée chez l'imprimeur Dessain à Malines et les soldats saisirent les exemplaires qu'ils y trouvèrent.

Les séminaristes, qui étaient partis en vacances à la Noël, avaient répandu une grande quantité de numéros à la campagne.

(1) D'après Jean Massart : « Comment les Belges résistent à la domination allemande ».

(2) Massart : Ouvrage cité.

(3) Pour plus de détails, consulter : « L'Histoire du Mot du Soldat » (Librairie L. Opdebeek, Anvers).

(4) Cette lettre était rédigée en latin. Nous en donnons la traduction d'après Massart : « Comment les Belges résistent à la domination allemande ».

LES ÉMIGRÉS FRANÇAIS ET FLAMANDS À BRUXELLES.

En janvier 1915, Bruxelles fut témoin d'un spectacle qui lui rappela qu'il y avait des épreuves encore plus dures que les siennes.

Chez M. Van Goubergen, doyen de Saint-Servais, à Schaerbeek, arrivèrent le curé d'un village voisin d'Arras (France), son père, sa sœur et une centaine de paroissiens. Ce village avait été détruit. Les Allemands le rasèrent, puis, après avoir fait endurer au pauvre prêtre et à ses ouailles mille vexations, ils les enfourmèrent dans des wagons. Le train voyagea en tous sens pendant quarante-huit heures. Les malheureux ne reçurent ni à manger ni à boire. Finalement, ils échouèrent dans une grande gare, où on les oublia. Au bout de quelques heures, le prêtre se risqua à questionner un officier allemand qui circulait entre les rails :

« Où sommes-nous ? Pourquoi nous laisse-t-on ici si longtemps ? »

— Je ne sais ce que vous venez faire ici. Vous êtes à Schaerbeek. Descendez et allez où vous voulez !

Ces infortunés Français convoyés ainsi en zig-zag ne savaient pas très bien où les Allemands les débarquaient. On leur trouva un abri dans une ferme près de la rue de Jérusalem, à Schaerbeek.

Plus tard, le nombre de ces malheureux s'accrut. Des femmes et des hommes ayant dépassé l'âge de milice furent autorisés à partir par la Hollande, vers la partie de la France non occupée.

Mais Bruxelles reçut aussi des compatriotes, de malheureux habitants de la région de l'Yser, notamment d'Eessen, de Woumen et d'autres villages.

Le 5 février, on vit arriver la population mâle de Middelkerke. Les femmes et les enfants avaient dû rester au village. Les Allemands avaient promis que les hommes suivraient, mais les pauvres exilés les attendirent en vain.

En outre, il y avait encore dans la capitale des milliers de réfugiés d'Aerschot, de Termonde, de Louvain et des villages détruits des provinces de Liège, de Namur et de Luxembourg.

LA TYRANNIE ALLEMANDE

On sentait chaque jour peser davantage la lourde main de l'occupant, qui ne laissait passer aucune occasion d'affirmer son despotisme.

Un service funèbre fut célébré le 16 février en l'église paroissiale de Saint-Gilles, pour le repos de l'âme d'un soldat belge mort au front. Le drapeau national recouvrait le catafalque. Des soldats allemands pénétrèrent dans l'église, revolver au poing. Ils émirent la prétention d'enlever le drapeau. Le curé s'y opposa. M. Jean Van Hoeck, le décorateur bien connu, qui était debout près du catafalque, cria : « Vive la Belgique ! ».

Alors, fureur des Allemands. Il y eut des bousculades. Pour prévenir un conflit dont les suites auraient pu être sanglantes, M. l'avocat Hirsch monta en chaire et prêcha le calme. Nul ne songea à trouver drôle cette intervention aussi efficace qu'inattendue.

M. Van Hoeck fut conduit à la kommandantur par la soldatesque.

— En Allemagne, dit-il à l'officier qui le reçoit, ne peut-on déployer le drapeau allemand sur le cercueil à un des vôtres ?

— Oui.

— Pourquoi nous refuser le même droit ?

L'officier n'insista pas.

Les agents de police furent obligés de saluer les officiers et les Allemands, avec leur manie d'organisation, allèrent jusqu'à régler le geste et l'attitude qui devaient accompagner ce salut. Des agents furent punis parce qu'ils saluaient avec négligence.

M. l'abbé Cuyllits, curé de la paroisse de l'Immaculée Conception à Cureghem, fut condamné à six mois de prison pour avoir assisté des jeunes gens qui voulaient se rendre en Hollande.

On lui proposa de le libérer en payant une amende de 1.000 mark. Le prêtre refusa, mais ses paroissiens réunirent eux-mêmes la somme.

La loi et la justice ne comptaient plus. En voici encore une preuve.

Le 26 mars, la ville de Bruxelles reçut de l'autorité allemande ordre de pourvoir à la réfection des routes Bruxelles-Louvain et Bruxelles-Malines.

L'administration communale répondit que ce travail ne

lui incombait pas, l'une de ces routes étant provinciale et l'autre route de l'État. L'autorité allemande insistant, M. Würth, ingénieur de la ville, fit une inspection de ces routes et conclut qu'elles étaient encore très suffisantes pour les piétons. Mais la réfection demandée visait surtout des parties des routes présentant des bosses et des fosses dangereuses pour la circulation des automobiles militaires. Raison de plus, répliqua la ville, puisque ce serait accomplir aux frais des contribuables un travail d'utilité militaire pour l'ennemi; la convention de La Haye est formelle sur ce point; il serait aussi abusif d'astreindre la ville de Bruxelles à pareils frais que d'exiger d'elle la remise en état de la route Cologne-Düsseldorf.

Réponse des Allemands: Nous ne voulons pas examiner en ce moment la question de droit; nous verrons plus tard; pour le moment, obéissez!

La ville de Bruxelles, ayant formellement refusé d'exécuter ce travail, fut avertie le 2 avril qu'elle était condamnée, de ce chef, à une amende de 500.000 mark, somme qu'elle a dû verser immédiatement.

Le gouvernement allemand s'étant adressé ensuite à l'administration des Ponts et Chaussées et lui ayant enjoint de procéder à cette réfection, les ingénieurs de l'État refusèrent en alléguant les mêmes raisons d'intérêt militaire. M. l'ingénieur Macquet fut cassé à la suite de ce refus.

LA TAXE SUR LES ABSENTS

L'occupant était très ennuyé de l'exode d'un grand nombre de Belges. Il désirait surtout voir rentrer les personnes aisées. Jean Massart écrit à ce propos:

«Si on pouvait seulement les forcer à rentrer. Nos ennemis acceptèrent d'enthousiasme une malencontreuse proposition — faite par certaines administrations communales et immédiatement retirée par elles-mêmes —, qui consistait à frapper les absents d'une taxe spéciale, égale au décuple de la contribution personnelle. Les conseils communaux qui avaient eu l'idée de cette imposition se rendirent immédiatement compte de son illégalité, mais M. le baron von Bissing saisit l'occasion qui lui était offerte de vexer les émigrés. Il fit publier, à la date du 16 janvier, un arrêté au sujet de l'«impôt additionnel extraordinaire à charge des absents». Remarque importante: la taxe n'atteignait que ceux qui avaient une certaine aisance.»

Cette nouvelle produisit une forte émotion parmi les émigrés. Nombre d'entre eux, craignant que les Allemands n'opérassent la saisie de leurs biens, quittèrent le pays où ils s'étaient réfugiés et revinrent en Belgique.

Les Allemands essayèrent de s'assurer le concours des fonctionnaires du ministère des finances et celui des administrations communales pour le recouvrement de la taxe.

Les administrations communales de Bruxelles et des faubourgs protestèrent en disant qu'une pareille taxe était illégale, parce que la liberté personnelle était garantie à chaque citoyen.

À quoi l'occupant répondit qu'il jugeait la taxe légitime, parce qu'à son avis les émigrés riches devaient aider à supporter les charges de la population.

La moitié du produit de la taxe reviendrait au gouvernement général et l'autre moitié aux communes où les absents avaient leur domicile. La taxe pouvait être réclamée le 1^{er} avril. Les maisons de ceux qui résidaient à l'étranger étaient à la disposition des soldats qui pouvaient s'y loger.

Les fonctionnaires du département des finances contes-

tèrent également la légalité d'une telle mesure, mais les Allemands n'y prêtèrent aucune attention. Les pourparlers traînèrent jusqu'au 30 mars.

À plusieurs reprises, l'administration communale de Bruxelles fut invitée à présenter les listes des absents, mais répondit chaque fois par un refus. L'autorité allemande menaçait alors d'agir elle-même.

L'ARRESTATION DES COMTESSES DE JONGHE D'ARDOYE ET DE M^{ME} CARTON DE WIART

Entre-temps, de nombreuses arrestations avaient lieu pour toutes sortes de raisons. Il nous faut tirer hors pair celles des comtesses Hélène et Valentine de Jonghe d'Ardoeye. (1)

La comtesse Hélène de Jonghe d'Ardoeye, âgée de seize ans, se trouvait porte de Namur, à Bruxelles, avec sa grand-mère, M^{me} la comtesse Valentine de Jonghe. À plusieurs mètres d'elles, un officier, le comte Wolf von Metternich, s'apprêtait à monter en tram. Brusquement, il fit demi-tour, prétendant avoir entendu les mots «sale prussien».

La prétention était d'autant plus singulière que, d'après ce qu'on assure, ce personnage s'était fait exempter d'aller au front pour cause de surdité.

Les deux dames continuèrent leur chemin, mais l'officier s'approcha, puis arrêta un soldat, avec lequel il se mit à marcher près d'elles.

Agacée par les allures de cet officier, M^{lle} Hélène de Jonghe dit alors à sa grand-mère, mais de manière à être entendue par le comte von Metternich: «Voilà encore un de ces sales prussiens».

Aussitôt, l'officier fit signe au soldat d'arrêter la jeune fille, qui refusa d'avancer ainsi escortée. Le comte von Metternich voulut alors l'emmener lui-même en auto à la «Kommandantur»; M^{lle} de Jonghe déclara qu'elle voulait bien le suivre à pied et libre, mais qu'elle ne monterait pas dans une automobile allemande à côté de lui. Ceci lui fut reproché comme une nouvelle offense à l'armée.

À la «Kommandantur», M^{me} Valentine de Jonghe protesta avec énergie contre ces agissements, à la suite de quoi les deux comtesses furent traduites pour injures devant un conseil de guerre. Sans considération pour les 76 ans de M^{me} la comtesse de Jonghe, les magistrats allemands l'obligèrent à rester pendant une heure debout devant eux.

Le conseil de guerre se composait de trente officiers en grande tenue! En voyant cette mise en scène, les deux dames ne purent s'empêcher de sourire... C'en était trop. M^{lle} Hélène de Jonghe fut condamnée à 3 mois de prison et sa grand-mère à 4 mois. Toutes deux furent internées dans la prison d'Aix-la-Chapelle. (2)

Une autre arrestation, qui causa une profonde émotion, fut celle de M^{me} Carton de Wiart, épouse du ministre de la justice, qui était restée à Bruxelles, de même que M^{me} Pouillet, épouse du ministre des sciences et des arts, et M^{me} de Broqueville.

M^{me} Carton de Wiart continuait à résider à l'hôtel du ministère, bien que l'occupant y eût placé une sentinelle.

Le 4 mai, une patrouille vint opérer une perquisition et fureter dans les papiers, mais sans aucun résultat.

Quelques jours plus tard, cependant, la femme du ministre fut arrêtée, sous l'inculpation d'avoir échangé des correspondances avec l'étranger et d'avoir propagé la lettre pastorale du cardinal Mercier. Elle fut condamnée à trois mois et demi de prison et transportée à Berlin. Quelque

temps après et grâce à de hautes influences, elle fut remise en liberté, à la condition de ne plus rentrer en Belgique. Elle se rendit alors au Havre.

(1) Nous parlerons au moment opportun d'autres arrestations, notamment de Miss Cavell, de Gabrielle Petit, etc.

(2) D'après Gille, Ooms et Delandsheere: «Cinquante mois d'occupation allemande».

MEURTRE À CORTEMARCK

L'occupant faisait bon marché de la vie des civils.

Ainsi, au début du mois de juin, il répandit dans le pays une affiche où s'alignaient les noms de personnes du pays de Liège qui avaient été condamnées à mort pour avoir procuré à l'ennemi des renseignements sur les opérations militaires.

C'étaient: Louise Frenay, de Liège; Jean Victor Bourseaux, de Liège; Jules Descnutter, de Liège; Pierre Pfeiffer, de Haut-Pré; Oscar Lelarge, de Statte; Justin Lenders, de Liège; François Barthélemy, de Grivegnée; Charles Simon, de Namur.

Mais nous parlerons plus loin de ces tribunaux de sang.

Le meurtre du tonnelier Van Damme, à Cortemarck, suscita en Flandre une émotion non moins violente.

Lors de l'entrée des Allemands dans la localité, le curé Blanka, un homme énergique d'une soixantaine d'années, qui parlait fort bien l'allemand, s'était avancé à la rencontre des soldats et avait plaidé en faveur du village. Il parvint à apaiser de multiples conflits et à éviter plus d'une dispute.

Mais il fut rendu responsable du maintien de l'ordre à Cortemarck en même temps que le vicaire Barra.

Le vénérable ecclésiastique accepta cette mission sans murmurer et avec courage.

Le tonnelier Van Damme, un homme universellement estimé, avait un fils au front, qui, avant la guerre, était garde-convoi. Depuis le début des hostilités, le père n'avait plus reçu de nouvelles du jeune homme.

Le pauvre père était courbé sous le poids du chagrin et il ne pouvait plus trouver de consolation que dans la prière.

Un soir, Van Damme alla s'agenouiller dans une petite chapelle située sur la route d'Handzaeme, tout près de la commune.

En Flandre, il y a beaucoup de ces chapelles. Et souvent ceux qui sont accablés viennent y décharger leur cœur.

Lorsque le canon grondait aux environs de Liège, les femmes et les jeunes filles se pressaient souvent autour de ces lieux de prière. Parfois elles s'y rendaient en cortège, pour demander la conservation des êtres chers engagés dans la lutte, cherchant à apaiser ainsi la fièvre de leur cœur.

Ce soir-là, Van Damme, animé des mêmes intentions, était entré dans la chapelle de Cortemarck, où se trouvait une antique statue de la Sainte Vierge.

Ayant apporté deux petits cierges, il en plaça un de chaque côté de la statue et les alluma en l'honneur de la Mère de Dieu.

Et l'esprit transporté auprès de son enfant, qu'il avait vu partir pour la guerre si robuste et si bien portant et dont il ignorait le destin, il récita une prière.

Soudain, des soldats allemands arrivèrent. Ils virent les cierges.

C'était de l'espionnage! Van Damme faisait des signaux aux Alliés...

Les Alliés étaient éloignés de 15 kilomètres... Et il faut

remarquer encore que la chapelle est orientée de telle façon que le mur du fond, sans fenêtres, est tourné du côté de ce front si éloigné, tandis que la partie ouverte regarde le territoire occupé.

Il s'ensuit que les cierges ne pouvaient être aperçus que du pays occupé. Ces cierges innocents étaient l'offrande d'un père affligé et inquiet... une offrande qui doit inspirer le respect, à quelque opinion religieuse ou philosophique que l'on appartienne.

Et malgré ses vives protestations, on n'écoula pas le pauvre Van Damme. Il fut emmené comme espion... et fusillé...

Du coup, la paix et l'ordre de la commune furent troublés. Ce père en prières avait trahi les Allemands! Malheur aux otages! (1)

Les deux ecclésiastiques furent déportés en Allemagne.

(1) D'après une autre version, Van Damme aurait été tué dans une écurie par des soldats allemands qui le dévalisèrent et qui imaginèrent ensuite cette histoire d'espionnage. Le curé Blanka, qui revint plus tard à Bruxelles, et qui rentra ensuite à Cortemarck lors de l'armistice, nous a déclaré que le commandant allemand s'est refusé à faire une enquête quelconque.

LE TRAVAIL FORCÉ À EECLOO, LUTTRE ET MALINES

Les Allemands inaugurèrent bientôt le système du travail forcé, bien que l'époque des scandaleuses déportations ne fût pas encore arrivée. Nous allons rapporter quelques-uns de ces cas.

À Eecloo et aux environs, l'occupant réquisitionna des ouvriers pour aller travailler au front. On était alors au mois d'avril 1915. L'ennemi avait besoin de charpentiers et de maçons.

Les hommes ayant refusé de se rendre à la convocation, les soldats les arrachèrent de leurs maisons et les réunirent dans un local à Eecloo.

Un matin, on les conduisit à la gare. En un instant, la place de la station fut noire de monde et les gens se livrèrent à des manifestations bruyantes pour protester contre cette mesure arbitraire. Des soldats refoulèrent les femmes et les mères, ainsi que les habitants qui n'avaient pas été convoqués.

Le commandant Aegedi intervint et une femme lui donna un coup de sabot sur la tête.

Mais il fallut céder à la violence.

Les ouvriers réquisitionnés furent transportés dans les environs de Dixmude.

Quant à la ville, elle fut punie de sa résistance: les habitants ne purent sortir de leurs maisons pendant quelque temps.

D'autres mesures non moins arbitraires furent prises à l'égard du personnel des chemins de fer. L'occupant voulait intensifier la circulation des trains qu'il jugeait insuffisante. Le «Frankfurter Zeitung» émit des plaintes à ce sujet dans son numéro du 16 février 1915.

À certains endroits, notamment à Luttre, il y avait des centaines de locomotives qui devaient être réparées. Mais les ouvriers de l'arsenal refusaient d'y mettre la main. Ils savaient, en effet, que ce matériel était destiné à l'armée allemande pour combattre leur propres frères, bien que les Allemands affirmassent le contraire.

Des notables encourageaient les ouvriers dans leur résistance et les soutenaient pécuniairement, pour leur per-

mettre de vivre sans travailler.

L'ennemi'en fut informé et arrêta une trentaine de ces notables à Luttre et à Nivelles, espérant briser ainsi la résistance. En même temps, il exerçait une pression sur l'administration communale.

Jean Massart, dans son ouvrage déjà cité et toujours bien documenté, nous donne à ce sujet les renseignements ci-après :

« On obligea les administrations des communes voisines de Luttre d'afficher une proclamation engageant les ouvriers à reprendre le travail.

Commune de Pont à Celles

AVIS

Par ordre de l'autorité militaire allemande, le conseil communal de Pont à Celles porte à la connaissance des ouvriers des ateliers de l'État les conditions générales de travail offertes par l'autorité allemande :

1. Les travaux effectués à l'atelier serviront uniquement à la réparation du matériel destiné au transport des voyageurs et marchandises belges.

2. L'administration communale tiendra note des noms, des ouvriers et couvrira leur responsabilité vis-à-vis de l'État belge en certifiant qu'ils ont cédé à la force, comme il est constaté dès maintenant.

3. En général, les salaires payés selon les capacités des ouvriers seront plus élevés qu'anciennement afin de permettre aux ouvriers de s'assurer à leurs frais contre les maladies. Toutefois, l'administration allemande prend à sa charge les dépenses médicales et pharmaceutiques en cas d'accidents et en cas d'incapacité de travail, elle admet le principe du paiement d'indemnité comme il est d'usage en Allemagne.

4. Si ces conditions sont acceptées par les ouvriers, les prisonniers seront immédiatement libérés, les habitants seront exempts de donner le logement, le feu et la lumière à 300 nouveaux ouvriers allemands et d'héberger 140 uhlands et leurs chevaux.

5. Le paiement des secours aux ouvriers de l'État qui ne seront pas requis sera assuré par l'autorité allemande.

Le conseil communal.

Présents : MM. Francotte, bourgmestre ; Goovaerts et Loir, échevins ; Lacroix, Delannoy, Terasse, Hanon, Rousseau, membres.

Parmi les promesses faites aux ouvriers qui consentiraient à travailler contre leur patrie, figure celle de la libération des prisonniers. Voilà donc une trentaine de notables qu'on garde en prison pour forcer des ouvriers à faire une besogne profitable à l'Allemagne.

Lorsqu'on constata que les mécaniciens persistaient à ne pas retourner à l'atelier, on condamna les prisonniers à des peines allant jusqu'à trois mois de prison ; puis on envoya en Allemagne, « par mesure administrative », l'un d'eux, le bourgmestre de Nivelles.

Quant aux ouvriers, on les enferma dans des wagons exposés au plein soleil dans la gare de Luttre et on maltraita leur famille.

Le 15 mai, nouvelle affiche :

Manage, le 15 mai 1915.

Les officiers allemands ont affirmé aux anciens ouvriers de l'arsenal de Luttre, qu'ils ne seront nullement obligés de travailler pour l'armée allemande et que leurs travaux serviront uniquement pour faciliter à la population belge

le transport des voyageurs et des marchandises. Quiconque mettra en doute la sincérité d'une proclamation officielle allemande sera poursuivi, et ceux qui s'obstinent à ne pas exécuter, sous la direction allemande, les travaux jugés nécessaires dans l'intérêt du peuple belge, risquent d'être emprisonnés jusqu'à la fin de la guerre et peut-être même au delà.

(s.) Baron von HAMMERSTEN-LOXTEN,
Capitaine, chef de bataillon.

On essayait donc de faire croire à des Belges qu'ils peuvent avoir confiance dans la parole d'un Allemand. — Peine perdue, naturellement.

Que firent alors les Allemands ? Ils expédièrent les ouvriers en Allemagne, au camp de Senne. Là, à force de privations et de mauvais traitements méthodiquement appliqués, on réussit à les rendre malades et à briser leur résistance.

Nous insistons sur ce point que ces faits se passèrent au début de l'année 1915 et qu'ils n'étaient qu'un prologue aux odieuses et scandaleuses déportations qui eurent lieu par la suite.

À l'arsenal de construction de Malines, le procédé fut autre. Là aussi, on avait besoin d'ouvriers pour réparer le matériel de chemins de fer. On en demanda 500. Comme ils ne se présentaient pas, on se procura leurs adresses, et un beau matin les soldats se présentèrent chez eux pour les conduire *manu militari* à l'atelier. Là, les ouvriers se croisèrent les bras et s'obstinèrent à ne rien faire. Force fut de les laisser partir.

MALINES ISOLÉ

Le gouverneur général imagina alors une nouvelle menace.

Il fit publier un avis disant que si le 2 juin, à 15 heures du matin, 500 ouvriers ne s'étaient pas présentés au travail, tout trafic économique serait suspendu, de sorte que la ville se trouverait coupée du monde.

Malgré ces mesures coercitives, les ouvriers malinois ne cédèrent pas. Ils ne voulaient pas travailler pour le compte de l'occupant.

Et l'interdiction du trafic fut publiée. Elle était conçue en ces termes :

a) Les autorités des chemins de fer empêcheront tout trafic de personnes et de voyageurs partant en gares situées sur les parcours suivants, ou y aboutissant : Malines-Weerde ; Malines-Boortmeerbeek ; Malines-Wavre-Sainte-Catherine ; Malines-Capelle au Bois, y compris les gares-terminus.

Il sera défendu à tout civil, sous peine d'être puni, de pénétrer dans les gares en question.

b) Toute circulation de véhicules (transport de personnes et de fardeaux), de vélos, d'autos, de vicinaux et de bateaux, même en transit (à l'exception du transit des bateaux) est interdite dans la région comprise entre le pont de la chaussée de Duffel, la Nèthe et le Rupel en aval jusqu'au confluent du canal de Bruxelles, la rive est du canal vers le sud jusqu'à Pont-Brûlé, puis les chemins d'Eppenheim, Elewytt, Wippendries, Berdsheide, Campelaar, Boortmeerbeek, Rymenam, Wurgnes, Peulis, Hoogstraat, Wavre-Notre-Dame, Buekheuvél, Berkhoef, jusqu'au pont de la chaussée de Duffel.

Les rails de vicinaux seront enlevés aux limites de la région délimitée ci-dessus.

c) Il ne sera fait d'exception à l'alinéa b que pour les transports du Comité national destinés à l'alimentation du district interdit.

d) Le bureau des passeports sera fermé.

Si la vie économique de Malines et des environs que je me suis efforcé spécialement de favoriser, souffrait gravement des mesures susmentionnées, la faute et la responsabilité en seraient au manque de prévoyance des ouvriers de l'arsenal se laissant influencer par des meneurs.»

Les Malinois, cependant, ne virent dans toute cette sensationnelle affaire que le côté comique, comme il ressort de l'ouvrage de F. Van den Bergh: «Sous la botte allemande». Nous y lisons ces détails typiques:

«Les Malinois prirent la chose d'une façon très calme; le soir, ils se réunissaient dans la maison de l'un ou l'autre voisin, et pendant la journée c'était une comédie hilarante à toutes les portes et dans toutes les rues; le spectacle en valait la peine. Lorsqu'un paysan entraînait avec sa brouette chargée ou sa charrette à chien, il devait s'arrêter devant le pont pour décharger toutes ses marchandises, puis, aidé d'un ami obligeant, il lui fallait transporter ladite brouette ou charrette dans la rue, à une distance convenable et exécuter le même manège avec son chien et avec chacun de ses sacs et de ses paniers. Une fois échappé aux regards des sentinelles, le paysan pouvait atteler et charger son véhicule.

Mais il n'y avait pas d'acheteurs au marché et le paysan en était réduit à abandonner ses tomates, ses petits pois et ses haricots sur le pavé. Jamais les légumes ne furent aussi bon marché qu'à cette époque.

Les Anversois et les Bruxellois ne venaient pas au marché, parce qu'ils ne pouvaient s'y rendre en chemin de fer ni même par charrette; mais ils se mirent d'accord pour organiser des marchés à Sempst, à Willebroeck, à Waelhem, en dehors du rayon de Malines. Pour arriver jusque-là, les paysans devaient encore traverser la ville et, en outre, des villages tels que Wavre-Sainte-Catherine, Putte, Bonheyden, etc., étaient également punis pour avoir dérobé des fils téléphoniques, à ce que je crois.

Ceux-là pouvaient circuler avec des charrettes vides, mais non avec des charrettes chargées; c'était le temps des choux-fleurs, et alors on vit le père paysan, la mère paysanne et une demi-douzaine de petite paysans et paysannes, suant et soufflant, traînant le lourd véhicule dans un effort désespéré, à deux, trois lieues de distance et au milieu de la ville, tandis que le puissant cheval trotait derrière.

Une multitude de charrettes se suivaient ainsi, formant une véritable cavalcade à travers la ville; mais au retour, quand les charrettes étaient vides, le cheval était attelé et la famille fièrement campée sur le véhicule.

Les sentinelles postées près des ponts s'amusaient follement et aidaient même parfois les paysans à charger les sacs sur leurs épaules, mais leur attitude un peu embarrassée permettait de conclure qu'à leurs yeux aussi les mesures prises ne constituaient qu'une mesquine vengeance indigne de la «grande» Allemagne.

C'est alors aussi que les brasseurs durent rouler leurs tonneaux par toute la ville pour arriver jusqu'à leur clientèle, que les bouchers durent aller chercher leur quartier de bœuf ou leur porc à l'abattoir au moyen d'une échelle; que les négociants du marché du samedi durent apporter leurs marchandises à leurs échoppes sur une planche ou un brancard, porté par deux hommes; que les chevaux du

service de la propreté publique étaient en vacances, tout comme des écoliers, ce qui ne leur était encore jamais arrivé.

Mais le commandant du district, lors de son déménagement, de chez Mouriau à la Grand-Place, se servit d'une tapissière à deux chevaux, qui fut tournée vers l'intérieur dans l'ouverture de la porte, tandis que des tapis étaient suspendus de chaque côté parce que nul ne pouvait savoir ce qu'on y chargeait.

Enfin, la vie à Malines était vraiment drôle et lorsqu'on eut fini de construire les échoppes du marché du samedi — travail qui commençait à 2 heures de la nuit pour se terminer à 5 heures —, on reçut tout à coup l'ordre de tout démolir sur-le-champ et de déménager vers le marché au Bétail, parce qu'à 11 heures — heure de la Tour — il y avait «parademarsch» à la Grand-Place».

Pendant ces jours-là, le cardinal Mercier voulut se rendre à Bruxelles en compagnie du chanoine Vrancken, secrétaire de l'archevêque. Il devait donc sortir à pied de la région interdite, mais il avait été convenu qu'on enverrait de la capitale une carriole qui devait le prendre à Sempst.

Dans la traversée de Malines, M^{sr} Mercier fut acclamé par la foule. Aussitôt, des soldats se précipitèrent et repoussèrent à coups de crosse ces dangereux «manifestants»... M. le chanoine Vrancken ne put s'empêcher de dire à la soldatesque:

«Ne brutalisez donc pas ces femmes et ces enfants! Ils ne font aucun mal. Ils saluent simplement leur pasteur.»

Des officiers s'emparèrent de lui. La «Kommandantur» voulut le contraindre à faire des excuses à l'armée allemande. Refus. M. le chanoine Vrancken fut condamné à un mois de prison.

Le blocus dura huit jours et son fiasco fut complet.

Le gouverneur général fit afficher une proclamation, où il prétendait qu'il s'était présenté un nombre suffisant d'ouvriers, mais dans l'ouvrage de Van den Bergh nous lisons ce qui suit:

«J'ignore s'il y avait assez d'ouvriers, mais il n'y avait certainement pas un seul homme de l'arsenal; par contre, une foule de paysans des environs, en majeure partie des Louvanistes et des Bruxellois.

On avait transporté à l'arsenal une foule d'objets enlevés des usines de la ville: machines, établis, courroies, marteaux, pinces, tout en un mot; de ce fait, quelques centaines de nouveaux chômeurs furent jetés sur la rue. Comme appât, on accordait tous les quinze jours aux ouvriers en dehors du fort salaire quotidien de six, sept et huit mark, une ration supplémentaire de pain, de pommes de terre, de farine et de tabac à des prix relativement modérés.»

Entre-temps, von Bissing s'était installé au château des «Trois Fontaines» entre Bruxelles et Vilvorde. Cette campagne lui plaisait et il avait exprimé au propriétaire, M. Orban Van Volxem, le désir de la louer. M. Orban refusa. Von Bissing la réquisitionna d'office et l'appela «Trois Fontaines Schloss».

L'IMPÉRATRICE DU MEXIQUE

Et cela nous amène à parler d'un autre château de la banlieue de Bruxelles: celui de Bouchout, près de Meysse, habité par une tante de notre Souverain, la malheureuse veuve de Maximilien d'Autriche, l'ex-impératrice du Mexique. En fait, elle est une victime de Napoléon III qui, à l'exemple de son prédécesseur Napoléon 1^{er}, voulait fonder des trônes et en faire don à sa famille. C'est ainsi qu'il

créa Maximilien, empereur du Mexique, mais contre la volonté des Mexicains, qui se soulevèrent contre le souverain qu'on leur avait imposé, le firent prisonnier et le fusillèrent.

L'impératrice s'était adressée au Pape et surtout à Napoléon pour implorer des secours; mais ce fut en vain, et son intelligence sombra dans ce drame.

Pendant l'occupation, on pouvait lire sur la porte du château cette inscription, signée par le gouvernement général allemand :

« Cette habitation, propriété de la Couronne de Belgique, est occupée par Sa Majesté l'Impératrice du Mexique, archiduchesse Maximilien d'Autriche, belle-sœur de l'Empereur François-Joseph, notre illustre allié. J'ordonne aux soldats allemands passant par ici de ne pas sonner et de laisser la place intacte. »

Les couleurs autrichiennes flottaient à la façade du château.

Au début de la guerre, le capitaine von Schmitz, débouchant à Bouchout avec un détachement de cavalerie allemande, vit avec surprise le drapeau autrichien flotter sur le château. Il sonna à la grille :

— Qui occupe cette propriété ?

— Sa Majesté l'Impératrice du Mexique.

— Bien. Je désire présenter mes hommages à Sa Majesté !

— Impossible. Sa Majesté est invalide depuis cinquante ans et ne reçoit personne.

Le capitaine insista longuement. Arrive un maître de cérémonies, qui lui montre, par la fenêtre d'un salon, une vieille dame vêtue de noir, étrangère, semble-t-il, à tous les drames du temps présent, se promenant dans le parc au bras d'un serviteur.

— Sa Majesté l'Impératrice du Mexique, dit-il.

L'officier se remit aussitôt en selle et, après avoir salué le drapeau autrichien, disparut dans la direction de Bruxelles. (1)

LES ALLEMANDS DANS LE NORD DE LA FRANCE

Le Nord de la France gémissait aussi sous la domination allemande.

Il faut lire, par exemple, l'ouvrage émouvant du maire Basly sur « Le Martyre de Lens », pour se faire une idée des procédés despotiques mis en œuvre par les Allemands.

« Dans une pauvre maison de Lens, un soudard, ayant aperçu la miche rapportée par un des enfants, bouscula le porteur, s'empara du pain. À ce moment, le père rentrait; il exigea que l'Allemand rendît ce qu'il venait de voler. Les mioches n'avaient rien d'autre à manger ce jour-là tandis que l'étranger, comme soldat, avait reçu du ravitaillement sa part réglementaire.

L'ouvrier cria-t-il trop fort, menaçait-il le voleur ? En tout cas, ce dernier s'éclipsa, puis revint avec deux camarades, et le père de famille, obligé de les suivre, fut conduit sous bonne garde vers l'« Hôtel des Voyageurs ».

Là, des officiers d'état-major achevaient un déjeuner copieusement arrosé; chacun d'eux avait déploré, avec une sévérité de moraliste, le grossier matérialisme des Français, lui opposant le pur idéalisme germanique, mais la fin du repas traînait un peu. Précisément, l'arrivée de cet ouvrier véhément, farouche, se débattant entre des soldats, allait les divertir. C'était une véritable aubaine, quelque chose

comme un orchestre de tziganes dans un souper fin.

Les soldats saluèrent, se plaignirent, désignant du doigt, du regard l'accusé; celui-ci, redevenu calme, maître de ses paroles, s'expliqua : s'il avait laissé faire le soldat, ses petits n'eussent pas mangé.

Alors les officiers haussèrent les épaules. Cette histoire de pain, d'enfant, était assommante. Ils espéraient quelque récit affriolant, graveleux. Pourquoi, diable, ce Français était-il venu les déranger ? Comment avait-il osé ? Tout cela pour un pain; ils en jetaient à la rue tous les jours; ils en piétinaient des morceaux, en ce moment, sous leurs semelles boueuses.

Mais, pour le principe, une sentence devait être rendue, et le chef du mess, regardant les soldats, leva les mains dans un geste vague qui signifiait :

« Faites-en ce que vous voudrez. »

Et les soldats allemands empoignèrent l'homme, le poussèrent dans le petit jardin d'une maison abandonnée et l'abattirent.

Une institutrice, M^{lle} Pruvost, avait disparu; ses compagnes, des amis, la cherchaient en vain depuis quelques jours. On ne s'entretenait plus que de ce mystère, et naturellement les opinions les plus contradictoires avaient libre cours.

— Elle a réussi à se sauver, disait l'un.

— Ils la tiennent séquestrée dans un de leurs casinos, soutenait un autre.

— Ils l'ont assassinée, répliquait un troisième.

Je ne disais rien, mais je croyais au crime.

Demeurant avec sa sœur et une autre institutrice, la jeune fille avait une conduite exemplaire. Tout soupçon à ce sujet devenait une grave offense. Si, par hasard, elle ne rentrait pas directement chez elle, après ses heures de classe, c'est qu'on l'avait chargée de surveiller une maison inhabitée; elle y passait chaque jour. C'est tout ce que nous savions. À la mairie, où M^{lle} Pruvost était connue, appréciée, il nous arrivait fréquemment de parler du drame; selon nous, les mains allemandes avaient dû laisser des traces de sang; mais où ?

Un jour que nous causions de l'affaire, dans la salle de l'état civil, Leclerc entra, tremblant, la gorge convulsée :

— Je l'ai vue, s'écria-t-il en s'effondrant sur une chaise.

Nous avions tous compris; il s'agissait d'elle, de la « morte ».

— Eh bien ? fimes-nous, plusieurs ensemble.

— Noyée, répondit-il, la tête enfoncée dans un baquet rempli d'eau.

— Où cela ? demandai-je.

— Dans la maison qu'elle gardait.

Et Leclerc ajouta :

— Il y a un poste de soldats dans un hangar voisin.

Le crime était évident; je me rendis sur-le-champ à la kommandantur. Klaus m'écouta avec impatience, et me dit sèchement qu'il se chargeait de l'enquête. Un juge de paix — un Français — procéda aux constatations d'usage, mais, seule la kommandantur eut connaissance de ses conclusions... et l'affaire fut classée. »

À Lens — comme ailleurs —, des Français, qui n'avaient pas encore pu être appelés par la mobilisation, restaient cachés. Ils ne voulaient pas se présenter au contrôle et vivaient chez eux, sous des charges de branchages ou de sable.

« Ne dites votre secret à personne », avait dit le maire. « Rendez-moi les cartes de vos parents. Je les raye de nos listes fournies à la kommandantur. Pour tous, ils sont morts. Mais je vous donnerai leurs rations. »

L'officier de police Klaus, renseigné sans doute par des soldats, multiplia les perquisitions sous prétexte de rechercher des bicyclettes, des pigeons voyageurs.

Alors, sous la conduite du policier Rosenfeld, les policiers opérèrent, des soldats en armes firent brusquement irruption dans les rues, cernèrent les maisons, décidés, féroces, un doigt sur la gâchette de leur fusil, prêts à tirer sur l'habitant qui tenterait de fuir. Sans prendre garde aux gémissements des femmes, aux cris des enfants, les soudards bouleversaient tout, souillant, brisant le mobilier, avec un entrain démoniaque. Mais quels ricanements de triomphe quand, sous un paquet de loques, de brindilles de bois mort, ils découvraient un pauvre être exsangue, presque agonisant !

Quelques-uns furent découverts. Bientôt les habitants durent vivre dans les caves, car Lens était exposé constamment au feu des Anglais.

Ces pauvres martyrs étaient enfermés ainsi comme dans un tombeau, ils ne pouvaient plus remonter à la surface ni respirer l'air pur du dehors.

Quelques-uns, à peine âgés de quarante ans, avaient maintenant des cheveux gris ; beaucoup tremblaient comme des vieillards. Leurs longues épreuves et les bombardements qu'ils venaient de subir leur avaient fait perdre toute notion de temps, de lieu ; ils gémissaient :

— Où sommes-nous ?

Puis ils retombaient dans un mutisme de déments.

« Que de drames poignants, inracontables nous furent révélés lors de nos visites à ces tombes ouvertes ! Il y avait des hommes blessés, malades depuis longtemps et qui, par crainte d'être pris, n'avaient osé réclamer le médecin. Nous découvrîmes des morts dont les lèvres serrées révélaient la résolution farouche », rapporte le maire.

« Tous les prisonniers immédiatement saisis par les policiers de la kommandantur étaient dirigés sur un hôpital, si leur état l'exigeait, ou sans retard envoyés dans les geôles allemandes.

La kommandantur exigeait un rapport quotidien sur les bombardements, avec les noms et la qualité des victimes ; renseignements utilisés par la *Gazette des Ardennes* — un journal français publié et propagé par les Allemands en territoire occupé — qui donnait dans chaque numéro la liste des « assassinats commis par les Anglais ». Nous n'étions pas dupes de cette hypocrite pitié. Une seule chose importait, c'était de relever au plus vite les blessés, les agonisants, atteints dans la rue ou dans l'ombre de leurs caves.

Or, à peine un éclatement avait-il frappé, déchiré la ville déjà pantelante, qu'un homme s'échappait de la mairie, courant dans la direction de l'averse infernale, passant sous elle, sans la voir, emporté par la passion de se dévouer, les bras tendus comme un saint Vincent de Paul vers la douleur humaine.

Et ce saint, cet homme héroïque, le père Dilly, était un pauvre poseur de carreaux, peintre et colleur d'affiches, père de cinq enfants.

Quand on le voyait saisir sa civière, appeler un aide, d'une voix brusque, pressée, nous lui disions :

— Attendez un instant.

Mais il ne pouvait rester en place ; il s'élançait dans la

rue tout seul. S'il tremblait, c'était d'arriver trop tard. Calme, tranquille, sous les pires bombardements, il couchait un blessé sur son brancard comme s'il étalait du mastic sur les bords d'une vitre neuve, sans plus se dépêcher.

S'il jugeait la victime intransportable, le père Dilly, suivant d'un pas égal son petit bonhomme de chemin, se rendait chez le docteur Emery, aussi brave, aussi téméraire que lui. Alors, sous les sifflements des obus, le vitrier éclairait le patient avec une mauvaise lanterne et le praticien procédait à l'opération urgente, sortait ses paquets d'ouate, déroulait ses bandes. Les deux héros retournaient ensuite chacun à son poste : le chirurgien à l'hospice, le père Dilly à la mairie.

La nuit, quand les Lensois étaient jetés à bas de leur lit par quelque explosion, ils attendaient un instant le cœur battant d'émotion, puis s'endormaient, confiants, en murmurant :

— Le père Dilly veille sur nous.

Cependant, malgré le dévouement de ces hommes, les morts se multipliaient.

Il ne se passait guère de jour qu'au seuil de notre cave chevrotât la petite voix cassée du crieur public. Elle disait : « Vous êtes prié d'assister aux obsèques qui auront lieu demain, de monsieur..., de madame.... ou de mademoiselle... ». Une parente, un ami ou bien un enfant qu'on avait vu jouer autrefois sur la grande place s'en allait sans avoir vu luire l'aube du grand jour !

Mais, pour accompagner une dernière fois un être cher, il fallait donner son nom à la mairie, la veille de la cérémonie, avant cinq heures. La liste était portée par mes soins à la kommandantur et l'autorisation — nous devons le reconnaître — était généralement accordée.

Les enterrements avaient lieu à sept heures du matin. Le triste spectacle que celui de ces funérailles de guerre ! À travers la ville en ruines, toute fumante des incendies allumés par les obus, la voiture avançait en cahotant, car les Allemands avaient enlevé les pavés des chaussées par places.

On marchait par groupes serrés, silencieux, en songeant : « À qui le tour demain ? ». Subitement, sur le pont du canal, avant de pénétrer dans le cimetière, des gendarmes faisaient un geste impérieux de la main. Le cortège s'arrêtait. On inspectait nos papiers. Les personnes qui n'étaient pas pourvues d'autorisation ne pouvaient passer. Les autres arrivaient au cimetière ; là, le temps nous était mesuré ; les soldats veillaient, en armes, entre les demeures de nos morts.

Mais nos geôliers avaient beau crier des menaces, il se trouvait toujours des femmes pour s'échapper, aller s'agenouiller sur les tombes de nos soldats, jeter sur elles de pauvres fleurs, arrachées dans leurs jardins, vrais jardins de l'enfer, taraudés, déchiquetés par les projectiles.

En revenant, nous lancions des regards vers le cimetière allemand, si vaste, avec sa déesse de la guerre, aux ailes déployées, gardant l'entrée, et nous remarquions :

— Comme il s'est rempli depuis la dernière fois !

Les manifestations que chaque enterrement occasionnait au cimetière surprenaient, irritaient les Allemands.

Ils s'efforcèrent d'abattre le courage des habitants et ne reculaient devant aucun moyen pour arriver à leurs fins.

Un jour, dans un coron, à Pont-à-Vendin, des soldats s'emparèrent d'un ouvrier, un jeune homme de dix-neuf ans, qu'ils ligotèrent et conduisirent sous bonne escorte à la kommandantur de Lens.

— Qu'est-ce que j'ai fait? criait le garçon en se débattant. Laissez-moi!

En route, les soldats se détournèrent, le faisaient avancer à coups de poing sur le visage; l'ouvrier saigna; les assassins se mirent à rire en regardant leurs mains rouges.

À la kommandantur, les soldats firent leur déposition: le jeune homme avait tiré sur eux. Où se trouvait l'arme? Ils ne l'avaient point cherchée. La balle ne pouvait-elle pas provenir des tranchées proches? Ce n'était point leur affaire. Le criminel était là; ils l'affirmaient sous serment.

— Mais je n'ai pas de fusil! cria le petit. L'officier de police, sans même interroger la victime, leva simplement la tête.

— Quelle est votre religion? demanda-t-il.

— Catholique.

— On va vous donner un prêtre.

Tout était préparé depuis longtemps; les comparses savaient leurs rôles; les accessoires n'étaient pas loin. Sur un signe du lieutenant, un aumônier allemand parut; il appela le jeune homme qui, docilement, le suivit dans un local proche; tous deux demeurèrent enfermés quelques instants.

Lorsque le condamné sortit, il s'arrêta tout d'un coup, tremblant, le visage convulsé. Sous ses yeux hagards, s'allongeait une grande boîte vide: son cercueil.

— Je n'ai rien fait; je n'ai rien fait, gémissait-il.

Alors, l'étrange prêtre qui l'avait confessé, cria: «C'est un menteur! Un menteur!».

On poussa l'ouvrier à coups de crosse et le cortège se mit en marche; deux soldats portaient le cercueil vide, à côté du jeune homme. On le fusilla dans la cour de la gare.

Le lendemain, un vieux mineur d'Angres, accusé d'outrages envers un soldat, qui lui volait ses groseilles, marchait à la mort avec le même funèbre cérémonial.

Ainsi les Allemands faisaient régner la terreur afin de miner le moral de la population, mais sans d'ailleurs y réussir.

Plus tard, ordre fut donné à toutes les femmes de 15 à 55 ans de se soumettre à un examen médical institué par les Allemands. Cette mesure devait s'appliquer à toutes les femmes sans exception, non seulement aux femmes de mauvaise vie, mais aux personnes honnêtes, jeunes filles, filles, mères et épouses.

Une femme s'adressa au maire Basly en ces termes:

— Monsieur le maire, le policier Rosenfeld est venu dire qu'il fallait nous présenter, mon enfant et moi, devant un major allemand.

— Et que comptez-vous faire?

— Je n'irai pas. J'aime mieux mourir que de me soumettre à cette visite.

«À ce moment, la fillette éclatait en sanglots, se blottissant contre sa mère, et toutes deux restaient embrassées pendant quelques secondes sans ajouter une parole.

— Il ne faut pas y aller, vous avez raison, répliquais-je, cachant mon émotion.

— Mais que feront-ils?

— Ne vous inquiétez pas.

Je me rendis à la kommandantur.

— Qu'est-ce que vous venez faire encore, s'écria l'officier en m'apercevant.

— Je viens protester, dis-je, contre la lâcheté des auto-

rités allemandes envers les jeunes filles et les femmes de Lens.

— Ah! vous faites, sans doute, allusion à cette formalité médicale?

— Oui, et c'est une honte, m'exclamai-je!

— Adressez-vous au général; je ne fais qu'exécuter ses ordres.

— Ils sont odieux et les habitants de Lens n'ont pas mérité cette injure.

— Elles n'ont qu'à obéir.

— Elles refusent.

— On les y forcera.

Le maire se garda de rapporter cette conversation aux pauvres femmes qui venaient à la mairie. À toutes, il prêchait la résistance. Du reste, seules certaines filles avaient accédé aux exigences de la kommandantur. Mais c'était là un résultat insuffisant pour le fonctionnaire servile, décidé à fournir à ses supérieurs une statistique imposante. Dans ce but, il usa d'un stratagème répugnant, méprisable.

Sous le prétexte d'obtenir des renseignements insignifiants, il fit appeler certaines personnes de la ville à la kommandantur. Des femmes et des jeunes filles s'y présentèrent sans appréhension, sans défense. Mais sitôt qu'elles eurent pénétré dans la cave, des policiers se jetèrent sur elles, les enfermèrent dans une pièce et là, des majors examinèrent les malheureuses, malgré leurs supplications, leurs gémissements. Puis, le crime accompli, on les renvoya chez elles.

À peine la nouvelle de ces attentats se fut-elle répandue par la ville, que les mères et leurs filles résolurent de mourir dans leurs cachots, plutôt que de subir pareil guet-apens.

Aussi, dans la suite, aucune femme ne voulut se rendre à la kommandantur. Cependant, le bourreau exigeait toujours des certificats de visite. Que faire? Comment se les procurer? Était-il possible de satisfaire à la volonté du Prussien en évitant l'examen des médecins? On essaya. L'habitude du malheur rend ingénieux. D'abord les temporisations, la mauvaise volonté lassèrent les autorités allemandes; puis le docteur Emery donna tous les certificats qu'on lui demanda et le tortionnaire de Lens dut s'en contenter.»

À Lens, il y avait vingt-six écoles souterraines. Les instituteurs et les institutrices restèrent à leur poste.

«Mais les élèves méritaient autant d'admiration que les maîtresses. Nos écoliers de la guerre, comme ils étaient braves! s'écrie le maire. Pour se rendre en classe, ne devaient-ils pas porter leur sac, comme des soldats, sous les sifflements des obus? Dans ces sous-sols sombres, éclairés de mauvais quinquets, il fallait les voir si sages, si désireux d'apprendre. Certains jours, je venais leur dire: «Ces années de malheur ne doivent pas être perdues; travaillez bien, malgré toutes les difficultés présentes. La France aura besoin d'hommes instruits.» Et j'ajoutais: «Souvenez-vous qu'il faut vivre dans l'espérance!».

Alors, les maîtresses s'assuraient qu'au-dessus de la cave, les Allemands ne se tenaient point aux écoutes, que les portes étaient bien fermées, et, ces constatations faites, on criait tous ensemble: «Vive la France!».

Je leur avais dit: «Mes enfants, on n'est pas riches, on ne peut pas vous donner de prix.» Ils avaient répondu: «Cela ne fait rien, on s'en passera.» Mais tous ces petits êtres vaillants montrèrent tant de courage, tant de zèle, que je pensai: «Il faut les récompenser quand même.»

Comment faire? Acheter des livres? On en trouva

quelques-uns dans les boutiques, mais le nombre n'était pas suffisant; alors, tous les vieux Lensois qui, depuis trente, quarante ans, gardaient leurs anciens livres de prix, se mirent à leur recherche, les dénichèrent, les réunirent, les apportèrent à la mairie. Et le jour de Noël, les ouvrages un peu défraîchis qui racontaient des histoires d'une autre époque, presque d'un autre monde, furent distribués aux écoliers de la guerre.

Mais nous avions eu beau choisir les caves les moins humides, les plus vastes — les caves de brasseurs avaient été réquisitionnées par les Allemands, pour leurs casinos — ces jeunes poumons manquaient d'air, ces frais visages s'émaciaient. Songe-t-on que ces corps enivrés de mouvement, de vie, avaient perdu l'habitude de jouer? Trois années sans récréations, telle fut l'existence de nos petits.

— Il faudrait organiser quelque chose pour développer ces enfants, me dit un jour l'excellent docteur Emery, d'un ton soucieux.

— Quoi, mon ami?

— Un cours d'exercices physiques.

— Sous les obus?

— Le matin, de sept à dix, les Anglais ne tirent pas; on pourrait profiter de l'accalmie.

Le projet fut exécuté; le cours d'éducation physique eut lieu dans les jardins de l'hospice; les élèves furent pesés, mesurés chaque semaine, et le docteur Emery, devant les résultats, se frottait les mains.

— Ils profitent, les matins, ils profitent! s'écriait-il gaiement.

Mais à dix heures, il fallait se dépêcher de rentrer, car les projectiles recommençaient de pleuvoir. »

M. Duquesnoy, un vieil instituteur asthmatique, instruisait dans la mesure de ses moyens, les enfants qui ne pouvaient fréquenter les écoles à cause du danger des obus.

(1) Gille, Ooms et Delandsheere : « Cinquante mois d'occupation allemande ».

CONDAMNATIONS À MORT

Triste chapitre!... Nous devons cependant nous étendre un peu sur les exécutions qui pendant ce temps avaient eu lieu en Belgique occupée.

Ainsi en avril 1915, on pouvait lire une affiche libellée comme suit :

« Par jugement du conseil de guerre en date du 13 avril 1915, ratifié par le commandant des étapes, le chef de division au Ministère des chemins de fer à Bruxelles, Lenoir, fut condamné à mort. L'exécution du jugement a eu lieu ce jour, 14 avril 1915. Le condamné a été fusillé. »

Qu'avait donc fait le sieur Lenoir pour s'attirer les fureurs de la loi allemande?

L'occupant exigeait que le personnel du service des chemins de fer travaillât pour lui.

« Que se passe-t-il? et que savons-nous? La nature est en fête, les pommiers sont en fleurs, un soleil d'apothéose brille sur nos têtes. Mais dans nos cerveaux, c'est la nuit. Voici que sonnent au cadran de l'histoire les heures où se jouent les destinées de la civilisation latine — et nulle lumière du dehors ne filtre jusqu'à nous.

Les journaux censurés ne nous apprennent rien. Quant aux feuilles hollandaises, lorsqu'elles renferment une appréciation susceptible de nous reconforter ou simplement de nous permettre de voir clair, elles sont arrêtées avant de

nous parvenir.

Du reste, la voie hollandaise, la seule par laquelle nous arrivait encore quelque écho de France et d'Angleterre, est fermée.

Plus de passeport, plus d'autorisation de franchir la frontière, ni dans un sens, ni dans l'autre. Cette fois, la clôture est bien hermétique. Il paraît que ces mesures ont pour but de prévenir toute indiscrétion quant aux mouvements de troupes ordonnées en Belgique.

Au bout de huit jours, le gouvernement allemand a bien voulu faire fléchir quelque peu la rigueur de ses ordonnances. Les commerçants bruxellois qui ont des affaires à traiter en Hollande peuvent obtenir un passeport, mais à quelles conditions! Il faut d'abord prouver que l'on a un sérieux intérêt d'affaires à se rendre en Hollande. Cette preuve faite, au moyen de lettres, factures ou autres documents, on peut l'obtenir, moyennant dépôt d'un cautionnement de 10.000 marks et à condition que l'on ne soit pas en âge de service militaire, un passeport valable pour cinq jours. Toute possibilité d'aller de Hollande, en Angleterre ou en France et d'en revenir dans les délais accordés est ainsi supprimée. Si le passeport n'est pas restitué endéans les cinq jours au bureau qui l'a délivré, la garantie est supprimée.

L'ennemi, implacablement, fait sentir sa main de fer. Il veut que les agents belges du chemin de fer travaillent pour lui, ce qui lui permettrait de transformer en soldats un nombre équivalent d'agents allemands aujourd'hui occupés aux services de la voie.

— Surtout, disent dans des cabarets voisins de la gare de Schaerbeek, des agents allemands du chemin de fer à des agents belges, surtout ne reprenez pas la besogne, tenez bon, car, si vous cédez, nous devenons de la chair à canon.

De ces dispositions d'âme, le gouvernement allemand n'a cure, mais comme il n'ose jusqu'ici contraindre directement les agents belges, parce que la convention de La Haye le lui interdit, il vise au même but par des moyens détournés. Il traque, à l'aide de ses innombrables espions, les fonctionnaires belges qui, en cachette, paient les agents belges du chemin de fer, au moyen d'argent venu du Havre. Vingt-deux fonctionnaires ont été arrêtés. L'un d'eux, M. l'ingénieur Lenoir, a été fusillé. »

Avant de l'abattre, ses bourreaux le firent défiler devant le cercueil qui devait le recevoir et le corbillard qui devait le transporter.

Le 9 octobre 1915 furent condamnés à mort :

1. Philippe Baucq, architecte à Bruxelles;
2. Louise Thuliez, à Lille;
3. Edith Cavell, infirmière-directrice, à Bruxelles;
4. Louis Séverin, pharmacien, à Bruxelles;
5. La comtesse Jeanne de Belleville, à Montignies.

Le jugement de Baucq et de Miss Cavell avait été exécuté annonça une affiche le 12 octobre.

Quels étaient les crimes de ces condamnés?

En suite de diverses circonstances et par l'avance rapide de l'ennemi, beaucoup de soldats français étaient restés en pays envahi et voulaient rejoindre leur corps; quantités de jeunes gens désiraient entrer à l'armée.

Pour leur faciliter le passage en Hollande, leur procurer les moyens et des guides pour effectuer le voyage dangereux, plusieurs organisations se formèrent. À l'une d'elles appartenaient Miss Cavell, Philippe Baucq et les autres personnes nommées plus haut.

Il n'était pas facile, en effet, de se libérer des griffes de l'occupant. De la France à la frontière hollandaise, il y avait un long trajet et le chemin était souvent inconnu. Il fallait connaître les endroits où l'on pouvait loger, où il y avait moyen de trouver de la nourriture; il fallait avoir des papiers en règle, posséder quelque argent. Et puis, il y existait tant d'autres embûches en cours de route.

Ajoutez-y le service d'espionnage boche, fait par d'habiles détectives et des traîtres, qui n'hésitèrent pas à accepter les marks de l'ennemi pour livrer leurs propres frères.

Principalement près du but, à la frontière, les dangers étaient les plus nombreux. Là l'occupant avait une masse de serviteurs, gens rusés, espionnant, essayant de gagner par des papiers favorables, de belles paroles, la confiance de ceux qui voulaient fuir. Ils avaient des certificats, donnaient même de l'argent pour le voyage, prétendant l'avoir reçu du gouvernement belge à cet effet et finalement s'offraient en guide.

Parvenaient-ils à prendre les jeunes gens qui ne se doutaient de rien, dans leurs filets, tout était réglé jusqu'aux moindres détails,... mais les Allemands aussi étaient prévenus et se tenaient sur leurs gardes.

Le faux-guide parlait avec ses victimes, souvent à travers les bois de la Campine; arrivés à la frontière, les Allemands surgissaient tout à coup et les malheureux étaient livrés à l'ennemi.

Alors on les transportait en Allemagne, évidemment après de longs et perfides interrogatoires, dans l'espoir de découvrir d'autres traces, qui auraient pu amener de nouvelles arrestations.

Ces traîtres essayaient aussi de découvrir les véritables guides et, à cette fin, n'hésitaient pas à aller en Hollande où ils questionnaient les évadés. Ils avaient aussi des membres de leur famille désireux de partir, un fils, un frère, souhaitant rejoindre l'armée à l'Yser et y servir la patrie, mais ils ignoraient la route à suivre.

Quel désastre, si l'évadé donnait dans le panneau et dévoilait des adresses de guides ou d'intermédiaires. Plus d'un qui, en pays occupé, par dévouement à sa patrie, rendait ces services tout en agissant avec la plus grande circonspection, avec quelle surprise ne vit-il pas subitement sa maison entourée par les Allemands et lui-même surpris au moment où il accomplissait son travail et essayait de faire évader des jeunes gens.

Les procès en cours au moment de la retraite des Allemands donnent une triste idée de toutes ces pratiques.

Et combien de traîtres sont restés, inconnus?

La guerre fut un temps où les caractères se marquèrent nettement: les bons aussi bien que les mauvais. Et de ces derniers l'occupant sut tirer habilement partie.

De tout cela, on comprendra la nécessité d'organiser méthodiquement ces évasions, mais aussi la haine des Allemands pour ces organisations.

Celle dont Miss Cavell faisait partie s'était formée en France. Les soldats cachés là devaient se présenter au prince de Croy, en son château de Belligny; le prince les faisait conduire en Belgique. C'est Mademoiselle Louise Thuliez, de Lille, qui se chargeait de les mener jusque chez l'ingénieur Capiou à Mons ou chez la comtesse Jeanne de Belleville. Parfois, elle les accompagnait même à Bruxelles.

Là on répartissait les fugitifs entre trois personnes: Miss Cavell, Philippe Baucq et le pharmacien Séverin. Ce service comportait encore d'autres ramifications et fonction-

nait admirablement de novembre 1914 à juillet 1915.

Edith Cavell, habilement traquée et arrêtée au moment où elle pensait un Allemand, fut conduite immédiatement en prison; beaucoup d'autres arrestations suivirent la sienne.

L'occupant, décidé à punir sévèrement, considérait le fait de secourir des soldats derrière ses propres armées comme haute trahison et voulait donner un exemple effrayant de répression.

Pas assez chevaleresque pour y voir un sentiment élevé de patriotisme, il jugeait ces faits criminels.

Devant ses juges, Miss Cavell se montra sans crainte. Elle avoua tout et ajouta qu'elle était fière d'avoir posé ces actes pour la bonne cause.

Pleine d'une sainte conviction, elle avait accepté son devoir. Quand la guerre éclata, elle se trouvait en congé en Angleterre.

Immédiatement, elle revint à Bruxelles parce que son travail allait y être d'une importance capitale.

Elle soigna les blessés de toutes les nationalités — aussi bien les Allemands que les alliés — avec le même dévouement. Sa tâche était sacrée et au-dessus des haines de la guerre.

Mais quand l'occasion se présentait de servir la cause de son pays et de la Belgique, elle n'hésitait jamais. Elle aidait des soldats français et belges travestis et favorisait leur fuite, ce que d'ailleurs elle avoua ouvertement devant les tribunaux allemands.

Sa franche honnêteté et ses sentiments patriotiques ne firent cependant aucune impression sur les juges militaires prussiens.

Au contraire, la victime était facile à prendre: il ne fallait même pas chercher de preuves puisque l'accusée se livrait elle-même.

Edith Cavell n'escomptait pas sa grâce: elle avait conscience du danger qu'elle encourait.

Il y avait à leur procès vingt-cinq prévenus. Un nommé Stoeber, récemment revenu du front, occupait le siège d'auditeur militaire. La défense était présentée par quatre avocats: maîtres Kirschen, Alexandre Braun, Dorff et Braftorf. Maître De Saedeleer put assister aux débats en qualité de secrétaire de Maître Braun.

Il n'était permis à aucun autre Belge d'être présent dans la salle. La première séance eut lieu au Sénat, et la seconde dans la salle de la Chambre des représentants. Les officiers-juges portaient le grand uniforme. Les prévenus étaient dépaysés dans ce décor luxueux de la salle décorée; les soldats raides comme des statues montaient la garde; Stoeber avait l'air d'un bourreau guettant ses victimes.

On aurait dit quelque'un escomptant faire sa carrière là où il se trouvait. Il avait été auditeur-militaire en France occupée. Quoique Bavaois, il se dévoila Boche entêté, brutal non seulement vis-à-vis des accusés, mais aussi à l'égard des soldats et de l'interprète, imposant sa volonté aux juges.

Pour les avocats belges, il ne montrait que du mépris. Quand ceux-ci lui posaient des questions, il y répondait de façon hautaine en laissant sous-entendre qu'on ne pouvait pas douter de la justice allemande..., qu'il ne cachait rien..., que sur tous points il faisait la lumière...

Miss Cavell fut la première à l'interrogatoire. Elle répondit en français avec un accent d'Outre-Manche. Elle était vêtue simplement; pâle mais parfaitement calme et

sans crainte, elle attendait.

Elle déclara avoir 49 ans, être protestante et de nationalité anglaise.

La première question fut si, entre novembre 1914 et juillet 1915, elle avait hébergé des soldats français et anglais, si elle avait aidé des jeunes gens français et belges en âge de porter les armes à passer la frontière :

«Oui», fut la réponse.

Et à la demande : «pourquoi», elle répliqua :

«Parce qu'ils étaient en danger de mort ici.»

Ce qui fut contredit par l'auditeur : ces soldats auraient été envoyés en Allemagne, assura-t-il.

Mais Miss Cavell s'en tint à la conviction qu'ils auraient été fusillés.

Elle avoua avoir aidé ainsi deux cents personnes.

Mademoiselle Thuliez reconnut avoir fait passer 45 Anglais, 68 Français et 13 Belges en Belgique et avoir contribué à l'œuvre du «Mot du Soldat», la correspondance avec le front.

À la question pourquoi elle avait agi ainsi, elle répondit fièrement :

«Parce que je suis Française!»

Le troisième prévenu était Philippe Baucq, 35 ans, architecte à Schaerbeek, père de deux enfants.

À la question usuelle s'il était catholique et Belge, il répondit :

«Oui, et bon patriote!»

Stoeber ne comprenant pas toute la noblesse de cette réponse, le traita tout le long des débats ironiquement de «bon patriote».

Nous extrayons d'un ouvrage traitant du «Mot du soldat» au sujet de Baucq, ce qui suit :

Mes rapports avec Philippe Baucq remontent à la fin mars 1915, au moment où le «Lieutenant Marcel», obligé de quitter le pays envahi, me l'avait recommandé comme habile et dévoué. Depuis ce temps, nous nous vîmes presque tous les jours et chaque fois j'appréciais davantage cette nature généreuse et ardente, qui ne comprenait pas qu'on marchandât ses services quand la Patrie était en danger.

Un jour, je lui dis : Baucq, mon vieux, il faudrait te ménager ; n'oublie pas que tu as femme et enfants ; puis tu as l'avenir devant toi ; tu es Prix de Rome, tiens-toi au courant des choses de l'architecture, prépare des plans en vue de la Reconstruction Nationale, tu feras aussi œuvre utile, et tu sauvegarderas tes intérêts...

Je me souviendrai longtemps de l'abattage fièrement campé que je reçus ce jour-là. Baucq ne voulait pour sa part à lui dans l'œuvre patriotique que le poste de combat.

On a écrit ailleurs le rôle prépondérant qu'il joua comme distributeur de la «Libre Belgique» et dans ce volume même il est parlé de son activité dans le recrutement.

Quant au «Mot du Soldat», Baucq en réalisa dès l'abord la haute portée morale et patriotique, et son îlot sous les initiales D. M. B. fut bientôt un des plus considérables. Il en prenait un soin jaloux, de façon à ce que sa comptabilité secrète fût toujours en règle. C'est à ce dévouement obscur que ses nombreux correspondants furent redevables après son arrestation de recevoir sans encombre les réponses aux «Mots» confiés à Baucq. La clef du système échappa aux perquisiteurs : nous pûmes la retrouver et confier le service

à un collaborateur, qui s'était offert en place de celui qui était tombé.

C'est le 31 juillet 1915, au moment où le «Mot du Soldat» traversait la crise de suspicion, dont il a été question, que Philippe Baucq tomba dans le guet-apens qui lui avait été tendu à son domicile de l'avenue de Rodenbeek.

Je devais venir le rejoindre entre 11 h. et minuit, mais retenu à Malines et Louvain par un message qu'une haute personnalité m'avait confié d'urgence, je ne pus rentrer à Bruxelles que le lendemain dans la matinée. À quelques centaines de mètres de la maison de Baucq, sur le point de me jeter dans la gueule du loup, je fus heureusement rejoint par un de nos lieutenants qui me mit au courant, et c'est à cette circonstance que je dois de pouvoir encore écrire ces lignes.

Madame Baucq et ses filles furent admirables et réussirent à ne laisser prendre aucun document qui aurait pu compromettre des tiers.

Baucq avoua à l'instruction avoir répandu le journal clandestin «La Libre Belgique» et avoir contribué au «Mot du Soldat».

Il avait comme pseudonyme «Le fromage».

Madame Ada Bodart, 34 ans, protestante, Irlandaise de naissance et Belge par mariage, mère de deux enfants, était une autre accusée.

Elle avait donné l'hospitalité à 36 personnes qui voulaient rejoindre le front.

Son propre fils, âgé de 14 ans, devait témoigner contre sa mère. Quelle scène poignante quand on permit à l'enfant d'embrasser l'auteur de ses jours!

Comparurent ensuite devant les juges : Albert Libiez, avocat à Mons, l'ingénieur Herman Capiou, le pharmacien Louis Séverin, la comtesse de Belleville, le prince de Croy et d'autres. Tous reconnurent avoir aidé des réfugiés.

La seconde séance débuta par le réquisitoire de l'auditeur, qui parla avec enthousiasme et aggrava les délits des accusés de façon honteuse. Insistant surtout, à l'adresse des juges, sur la sécurité de l'armée allemande, il réclama la peine de mort pour neuf des accusés et des peines très sévères pour les autres : il y avait eu haute trahison.

La plupart des coupables n'ayant rien compris du discours allemand, un interprète traduisit ce réquisitoire.

Les avocats prirent alors la parole.

M. Dorff défendit Baucq en faisant ressortir le mobile patriotique.

Mais Baucq était poursuivi aussi pour avoir propagé la feuille clandestine «La Libre Belgique».

On pouvait craindre que les Allemands aient tenu rigoureusement compte de ce fait, car la «Libre Belgique» ne leur épargna pas ses haines et ses colères.

Le défenseur raconta à ce propos une anecdote propice :

Un jour, on vint annoncer à Frédéric-le-Grand, roi de Prusse, qu'on avait affiché sur les murs de Berlin des pamphlets diffamatoires à son sujet.

Le Roi alla voir lui-même ; son entourage redoutait sa colère.

Mais le souverain se contenta de dire :

«Il est bien regrettable qu'on ait placé ces affiches si haut, beaucoup de personnes ne pourront les voir que difficilement.»

Et M. Dorff demanda aux juges d'imiter l'exemple de leur grand roi.

Ceux-ci se contentèrent de sourire.

M. Kirschen plaida pour Miss Cavell. Il était d'avis qu'il serait utile de faire examiner Miss Cavell par des médecins spécialistes, qui auraient constaté sans doute qu'elle était possédée... d'un esprit de sacrifice — le but de sa vie — auquel elle n'avait pas pu résister; elle sentit en elle cette poussée sublime: sauver des soldats qu'elle croyait en danger de mort.

Elle les fit conduire à la frontière, et c'était tout. Là finissait son rôle.

Rien ne prouve qu'elle engageait des hommes à rejoindre le front, et il ne pouvait donc y avoir question de trahison.

«En péroration, je déniai au tribunal le droit de condamner à mort une infirmière; je l'adjurai de songer que la vie de cette femme appartenait aux malades et aux blessés, que plus d'un soldat allemand recueilli au début de la guerre dans son ambulance, lui devait peut être la vie», ainsi conclut l'avocat.

Les jugements ne furent rendus que le 11 octobre.

Un des accusés, l'hôtelier Pansaerts, s'était pendu la veille dans sa cellule.

Afin de surveiller plus aisément les condamnés à mort, on laissa de la lumière dans leurs cellules toute la nuit suivante.

Le 11 octobre, dans l'après-midi, tous les accusés furent conduits ensemble dans le hall de la prison, où des soldats montaient la garde. Et là, l'arrêt leur fut communiqué.

Quels devaient être les sentiments qui assiégeaient ces malheureux?

Ils se formèrent en demi-cercle et chacun s'efforça de rester calme, ou tout au moins de le paraître.

L'auditeur parut, élégant, bien mis, presque gai.

Un interprète, le directeur de la prison et l'aumônier l'accompagnèrent.

Tout le monde fit aussitôt silence et les cœurs devaient battre à se rompre pendant que l'auditeur donna lecture de la longue liste.

Cinq fois le mot terrible «Todestraf» (peine de mort) revint à la lecture des noms de Baucq, Thuliez, Cavell, Séverin et Jeanne de Belleville.

Miss Cavell, digne et immobile, s'était appuyée contre un mur:

Quand quelqu'un lui dit:

«Faites une demande de recours en grâce», elle répondit froidement:

«C'est inutile, je suis Anglaise, et ils veulent ma mort».

Baucq étendit en suppliant les bras à l'auditeur et cria qu'il était innocent.

Séverin paraissait indécis. Il demanda à l'auditeur s'il pouvait introduire une demande de grâce, ce qui lui fut concédé. Les prisonniers furent ensuite reconduits à leurs cellules respectives.

Dans le courant de la nuit, on entendit des bruits de portes et de pas: c'étaient Baucq et Miss Cavell qui furent amenés au tir national pour y être fusillés.

Le Rév. Jahan, pasteur anglais à Bruxelles, vint consoler cette nuit-là sa compatriote.

Il la trouva calme et résignée.

«Maintenant que je suis en face de Dieu et de l'éternité,

voici ce que je tiens à dire: Je me rends compte que le patriotisme ne suffit pas. Je ne dois avoir de haine ni d'amertume envers personne.»

Un aumônier allemand qui l'assista jusqu'à la dernière minute déclare qu'elle s'est comportée courageusement.

La légation américaine avait essayé en vain d'obtenir sa grâce.

Le ministre Brand Whitlock, allité, envoya son secrétaire Gibson près de von der Lancken. Le ministre d'Espagne l'y accompagna.

Au département politique, ils apprirent que von der Lancken passait la soirée avec ses officiers dans un de ces petits théâtres louches, qui font la joie des militaires.

Péniblement, on parvint à savoir où il se nichait, mais von der Lancken ne voulait pas se déranger avant la fin de l'acte.

Vers dix heures et demie, il s'amena, flanqué de deux de ses officiers: von Falkenhausen et le comte Harrach.

Gibson lui remit le recours en grâce.

Il répondit: «Je ne suis pas au courant de l'affaire, mais j'ai la conviction que le jugement ne sera pas exécuté aussi promptement que vous le croyez.

Gibson n'était pas de cet avis.

von der Lancken apprit que les bureaux étaient fermés et qu'il ne pouvait rien faire avant le lendemain. Ces messieurs n'avaient qu'à aller se reposer paisiblement et on verrait bien demain.

M. de Leval qui accompagnait Gibson s'emporta à ces paroles cyniques.

Gibson insista pour avoir une enquête immédiate: demain il pourrait être trop tard.

Enfin von der Lancken consentit et emmena ces messieurs dans son bureau. Là il téléphona à la Cour militaire où l'on confirma la condamnation à mort de Miss Cavell et son exécution pour la nuit même.

Les médiateurs plaidèrent chaleureusement la cause de la malheureuse et firent remarquer combien son exécution serait néfaste pour la réputation de l'Allemagne. Elle avait soigné beaucoup de soldats allemands et puis c'était une femme. Depuis quand fusillait-on des femmes?

Le comte Harrach répondit qu'il aimait mieux la voir fusiller, que de savoir arriver quelque chose de fâcheux à un soldat allemand.

Il regrettait beaucoup ne pas avoir quelques vieux Anglais à faire fusiller.

Gibson et de Villalobar en appelèrent à l'empereur, à quoi von der Lancken répondit, que le gouverneur militaire avait pouvoir absolu en Belgique. «Je ne suis pas, comme vous, un ami personnel de mon souverain.»

Plus tard, quand on connut à Bruxelles que le kaiser avait manifesté, à la nouvelle de l'exécution, un vif mécontentement de ce qu'on ne lui avait pas demandé son avis, von der Lancken dit au marquis: «Combien je regrette de n'avoir pas suivi votre bon conseil» et le marquis de lui répondre avec finesse: «Je comprends ça; vous avez laissé passer une belle occasion de devenir l'ami de votre souverain.»

Von der Lancken fit finalement réveiller le gouverneur général militaire von Sauberzweig, pour savoir si celui-ci avait déjà sanctionné l'arrêt.

Il partit donc et quand il revint, il annonça, que le gouverneur, après mûre réflexion, avait décidé que Miss Cavell

devait mourir.

De nouveau, ces Messieurs en appelèrent à l'empereur. Mais von der Lancken trouva que la séance avait duré assez longtemps et que l'empereur ne pouvait pas intervenir.

Le ministre d'Espagne eut encore une conversation particulière avec von der Lancken, pendant que Gibson fit remarquer à Harrach et à von Falkenhausen les services que la légation américaine avait rendus à des milliers de fugitifs allemands. Ils demandèrent au moins l'ajournement de l'exécution.

Miss Cavell était en prison et ne pouvait plus nuire. Sa mise à mort en pleine nuit était un attentat contre la civilisation.

de Leval fit appel aux sentiments, mais tout resta inutile. À minuit, ils partirent, ayant perdu tout espoir.

Gibson trouva à la légation quelques dames anglaises qui depuis quatre heures déjà y attendaient le résultat. Elles virent de suite à leurs traits la terrifiante nouvelle.

Gibson, comme frappé d'hallucination, courut pendant toute la nuit à travers Bruxelles.

Le matin, Miss Cavell était tombée sous les balles meurtrières.

★ ★ ★

La mort de l'héroïne fit une impression formidable à Bruxelles, en Angleterre et dans tous les pays.

En Angleterre, l'indignation fut à son comble et donna comme résultat l'engagement d'un grand nombre de volontaires.

Dans les meetings, les recruteurs parlèrent de ce qui s'était passé, montrèrent le portrait de la courageuse femme, incitant les jeunes gens à venger la martyre. Des tracts, des brochures avec le compte rendu de ce fait surprenant furent répandus en profusion.

Philippe Baucq mourut aussi cette nuit-là. Pourquoi fut-il exécuté contrairement aux autres? Pour faire paraître le sort de Miss Cavell moins arbitraire?

Le soir, après la lecture de l'arrêt, Baucq écrivit à sa femme, lui demandant de venir le voir à 10 heures à la prison de Saint-Gilles, ajoutant que le lendemain il devait partir pour l'Allemagne.

Madame Baucq se rendit à la prison en compagnie de sa belle-mère et de sa belle-sœur. Son mari leur cacha la vérité faisant croire toujours à sa déportation.

Plus tard, l'émotion l'étreignit. Il prit congé de sa femme et des autres personnes, leur recommandant ses enfants, qu'il ne verrait probablement plus avant «le grand voyage».

Après leur départ, il écrivit une lettre de vingt pages à sa femme et à ses enfants. Il y exprima sa résignation à la volonté de Dieu.

Baucq demanda l'assistance d'un prêtre belge: on lui envoya un aumônier allemand.

Il mourut peu après Miss Cavell et refusa dans son courage sublime de se laisser bander les yeux.

Le 19 octobre, un service religieux fut célébré à son intention à l'église Saint-Albert, rue Victor-Hugo. Non seulement l'église était bondée, mais des milliers de personnes restèrent à la rue, jusqu'à la fin de l'office, dans le plus profond recueillement.

★ ★ ★

Vers cette même époque, furent fusillés à Bruges, Achtergale et six autres compatriotes.

Achtergale était capitaine au long cours et fut condamné

à mort sous l'éternel prétexte d'espionnage.

«Je le vis entrer avec six autres compatriotes, dans la cour» me raconta un témoin oculaire. «Il marchait le premier, intrépide et calme, et son regard alla sans trahir la moindre émotion, du corbillard avec les cercueils aux officiers allemands.

Un marin voulu le conduire au pilori, mais Achtergale le repoussa et avança seul et sans broncher vers l'endroit où la mort l'attendait. Et les bras croisés il s'y posta.

Un autre matelot vint lui bander les yeux. Mais il fixa sévèrement son bourreau et refusa.

Et le voilà au milieu de cette rangée de malheureux civils, victimes de la terreur allemande.

Il mourut en fixant le canon des fusils.»

La plupart du temps, ces drames restèrent entourés, pour les habitants de la localité où ils eurent lieu et certainement pour l'étranger, du plus effrayant mystère.

D'ailleurs, dans l'intérêt même de la cause pour laquelle ces héros obscurs tombèrent, dans l'intérêt des collaborateurs encore libres, ceux qui en savaient plus long, devaient se taire.

... Et ce triste chapitre n'est pas terminé.

Nous pensons à Franck et Baeckelmans, tous deux enfants d'Anvers.

Baeckelmans «travaillait» à Bruxelles avec la Wallonie, et Franck, à Gand. Trois condamnations à mort furent exécutées dans ce procès: Joseph Baeckelmans, Alexandre Franck et Alexis Thiry, commissaire de police à Saint-Ghislain. Les deux premières exécutions eurent lieu le 23 septembre 1915.

Les ministres d'Espagne et des États-Unis avaient essayé ici encore d'obtenir la grâce, mais peine inutile, le recours fut rejeté.

L'aumônier allemand de la prison vint le leur annoncer.

Les deux condamnés restèrent héroïques jusqu'à la fin.

Peu de temps avant, Baeckelmans avait encore vu sa fiancée: il lui écrivit maintenant qu'il devait mourir.

«Tranquillisez-vous, mes bons amis, disait-il à ses amis, vous ne pourriez croire combien je pars content!

» Je me dis que Dieu, dans sa grande bonté, a voulu me rappeler à lui dans un moment de ma vie où j'étais le mieux préparé. N'ai-je pas tout lieu de me réjouir de la faveur qu'il me fait.»

Et plus loin: «Je voudrais que tu consoles ma fiancée; nous nous aimions tant. Dis-lui bien que je lui demande pardon de tout le chagrin que ma mort va lui causer. Elle doit se résigner puisque je meurs en brave et que j'espère que Dieu me recevra bientôt dans ses bras.

» Annonce avec Gustave la chose à ma chère maman, mais de grâce des ménagements, et qu'on lui dise bien les sentiments dans lesquels je meurs. Embrassez-la bien pour moi.»

Franck et Baeckelmans moururent en héros.

★ ★ ★

Et maintenant, citons Gabrielle Petit. Elle était née à Tournai, le 20 février 1893.

Bien jeune, elle perdit sa brave mère. Après avoir parachevé, en compagnie de sa sœur Hélène, son éducation dans une pension, elle vint habiter Bruxelles, où en 1915 elle fit connaissance de sa marraine, Madame Hélène Ségard, la sœur de sa mère...

Gabrielle était une fille alerte, belle au physique mais plus belle encore au moral par les nobles qualités de son âme.

Elle remplissait la fonction de demoiselle de magasin afin de pourvoir à ses besoins corporels.

Elle était fiancée à un soldat belge.

À 24 ans, elle fut conduite, le 1^{er} avril 1916, au tir national de la Capitale, condamnée par les barbares allemands à être fusillée.

Elle soigna d'abord son fiancé, blessé près de Liège et après sa guérison le mena à travers les lignes allemandes jusqu'en Hollande et l'accompagna en Angleterre. Elle résolut ensuite de revenir en Belgique occupée.

Et tout de suite, sa vie active commence : passer des soldats belges restés en Belgique et recueillir des renseignements sur les opérations militaires des Allemands.

Elle exerce ses investigations dans une zone importante des lignes ennemies : depuis Ypres par Lille à Maubeuge, à Bruxelles, à Anvers.

De toutes les façons, elle parvient à duper les contre-espions allemands.

Aujourd'hui bonne d'enfants, pour pouvoir entrer plus facilement en relations avec les Boches ; demain installée à un point stratégique important, le long d'un canal ou d'une rivière, pêchant passionnément pendant que son cerveau observe et enregistre fidèlement ce qui se passe autour d'elle. Un autre jour, elle a pris l'aspect d'un voyageur de commerce ; après, elle vend des journaux ; plus tard, elle se transforme en une pauvre réfugiée recueillie par des gens compatissants.

Après quelques semaines, les chefs principaux de son service qui devaient recevoir les renseignements recueillis, sont arrêtés, condamnés, exécutés !

Cela ne peut être pour elle un motif de retraite.

Au contraire, son zèle infatigable en paraît stimulé.

À une confidente, elle avoua : « Je ne crains pas le danger. Je remplis le plus beau rôle qu'une femme en temps de guerre puisse rêver. Je ferai mon devoir malgré tout ! »

« Je le sais bien, si je suis prise, je serai placée au poteau.

» Et alors ?

« Eh bien alors, je serai au ciel. Et n'aie aucune crainte à mon égard, je ne dénoncerai personne « aux Boches », pas même s'ils me torturaient ! »

« Si je dois mourir, ce sera au service de ma patrie, en soldat, vouée corps et âme au drapeau ! »

Son nom de guerre était « Mademoiselle Legrand ». Les Allemands la surveillèrent et interceptèrent son courrier.

Elle fut trahie par un contre-espion, un Hollandais qui connaissait le mot d'ordre. Elle hésita un instant, mais lui confia quand même les lettres pour la Hollande — des renseignements militaires — que le traître s'empressa de transmettre à l'autorité allemande.

Le lendemain, après-dîner, Gabrielle se régalait d'une tasse de toréoline quand trois hommes firent irruption à son domicile : c'étaient deux Boches et un Anversois.

Quand ils déclinèrent leur titres, Gabrielle leur dit :

« À vous, Boches, je ne puis rien reprocher, vous exercez votre métier ! Mais vous, Belge, vous me dégoûtez. Vous devriez être honteux ! »

Après deux heures de perquisition, le chef lui déclare :

« Vous êtes prisonnière. Accompagnez-nous à la Kom-.

mandantur ! »

On l'obligea à s'asseoir à côté du chauffeur d'une auto grise, bien en vue afin de faire croire aux Bruxellois qu'elle était en bons termes avec les Boches.

Mais Gabrielle ne le comprit pas ainsi.

« Je ne suis pas un guide des Boches, mais une prisonnière belge ! » cria-t-elle aux passants.

Quand le chauffeur lui ordonna de se taire, elle répliqua vertement :

« Me taire ! pour rien au monde. J'ai droit à ma réputation, et je ne veux pas scandaliser mes compatriotes ! »

« Si vous ne vous taisez pas, menaça le chauffeur, je vous gifle. »

« Faites, fit Gabrielle, mais si vous exécutez votre menace, je vous transperce la main avec mon épingle de chapeau, de façon à ce que vous ne puissiez pas tenir la direction de votre machine. »

Le 21 janvier 1916, un Monsieur, bien mis, se présenta à sa demeure, Chaussée d'Anvers, 61, à Bruxelles, et demanda à voir Mademoiselle Legrand.

On lui répondit qu'il n'y avait aucune locataire de ce nom, mais à force de questionner les voisins et les autres locataires, il apprit qu'en réalité une jeune fille habitait là.

« Son nom ? »

« Mademoiselle Petit, mais elle n'y est pas en ce moment. »

Il insista et apprit que Gabrielle Petit avait aussi une chambre à la rue du Théâtre, 19, où elle travaillait.

Cela lui suffit. L'arrestation eut lieu, comme nous venons de le raconter plus haut. L'affaire fut menée par un chef de la police secrète, un nommé Goldschmidt.

Gabrielle Petit fut incarcérée à la prison de Saint-Gilles.

Après le long martyre, des interrogatoires répétés et pénibles où les Allemands cherchaient toujours, mais en vain, à lui arracher les noms de ses complices ou le fil de son organisation, elle fut conduite devant un soi-disant tribunal.

On l'autorisa à se faire défendre par un avocat allemand ; elle refusa, prétextant qu'elle défendrait bien elle-même sa cause.

Elle refusa de nouveau de faire connaître ses complices.

Un jour, on vint lui annoncer que quatre agents de son service avaient été arrêtés. Les Allemands voulaient savoir par Gabrielle Petit leurs noms.

« Que vous êtes idiots ! » s'écria-t-elle. « Quand vous m'avez arrêtée, êtes-vous aller demander mon nom à un autre prisonnier ? Faites de même maintenant, car moi je n'en connais aucun. »

Le 3 mars, l'arrêt fut prononcé : c'était la condamnation à mort.

Le 1^{er} avril eût lieu l'exécution.

Gabrielle avait refusé de signer un recours en grâce, et à sa sœur, qui put venir la voir quelques fois, et qui lui supplia de faire la requête, elle répondit les larmes aux yeux :

« Hélène, je ne le puis. Ils m'imposent des conditions que je ne saurais accepter. J'ai contracté un engagement d'honneur et je tiendrai ma parole jusqu'à la mort.

Elle eut, malgré tout, l'espoir que la peine serait commuée, car elle raconta à sa sœur que dernièrement une jeune fille de vingt-sept ans, condamnée à mort, avait été graciée.

«Je n'en ai que vingt-trois ans et ai donc tout lieu d'espérer.»

Elle chargea sa sœur de diverses affaires, entre autres de payer pour elle le loyer de sa chambre.

Le 30, le bruit courut qu'elle avait été transférée en Allemagne. Sa sœur apprit cette nouvelle, mais sa joie fut de courte durée, car elle connut bientôt que Gabrielle était toujours à la prison de Saint-Gilles.

Le 31, Hélène parvint à grande peine à la revoir encore. Dans le vestibule de la prison, elle rencontra un gardien qu'elle connaissait et qui lui paraissait très pâle.

«Avez-vous fait des démarches pour votre sœur?» demanda-t-il.

«Oui, une demande en grâce.»

(Hélène avait signé à la place de sa sœur en même temps que sa marraine.)

«Me promettez-vous le secret? lui demanda le geôlier. C'est pour demain matin. Gabrielle sera fusillée.»

À trois heures, Hélène vit sa sœur. Gaby était gaie, mais s'émut du trouble de sa sœur.

Hélène eut le courage de lui dire la vérité:

«Gaby, c'est pour demain matin!»

Elle avait compris, rougit, peu à peu pâlit et retrouva son calme habituel.

Puis elle dit avec douceur:

«Je m'y attendais, Hélène... Louise de Bettignies et les autres condamnés en même temps que moi sont partis pour l'Allemagne... et moi, je suis ici!

Et ce fut Gabrielle qui consola sa sœur.

Après cette entrevue, elles durent se séparer à tout jamais. Quelle scène poignante!

Au moment où Hélène quitta la prison, une auto y pénétra: c'étaient les juges qui venaient lire la condamnation.

La dernière nuit, Gabrielle fut surveillée par un soldat allemand.

Elle broda jusqu'à une heure, tout en lui racontant sa jeunesse.

Ce soldat était un athée; la condamnée essaya de lui prouver qu'il y avait un Dieu. Après, elle écrivit jusqu'à deux heures et demie. Voulant ensuite se reposer un peu, elle demanda au Boche de la réveiller à quatre heures et demie, mais elle dormit si calmement que le soldat n'osa donner suite au désir de la jeune fille qu'à cinq heures.

À la demande de Gabrielle, il alla cueillir une feuille de lierre.

Le moment suprême approcha.

Ne possédant pas de ciseaux, elle voulut que le soldat lui coupât avec son canif une mèche de ses cheveux: il s'exécuta avec beaucoup de respect.

Elle enveloppa alors cheveux, feuille de lierre, une boîte à allumettes, une broche et des lettres.

«Pour ma sœur» dit-elle, en remettant le colis au soldat.

Elle refusa de se confesser à l'aumônier allemand.

À cinq heures et demie, elle écrivit ses péchés sur une feuille de papier qu'elle remit à l'aumônier.

«Monsieur, si vous êtes un honnête homme, vous remettrez cette lettre à un prêtre belge, pour qu'il m'absolve. En attendant, je me confesse à Dieu; j'ai, je crois la contrition parfaite, car j'aime Dieu de toute mon âme, pour lui-même. Dans ces conditions, pouvez-vous me donner la Sainte Hostie?»

Elle reçut dévotement la Sainte Communion. Puis parla à l'aumônier de sa sœur.

À cinq heures trois quarts, on vint la chercher.

Pendant le trajet de la prison de Saint-Gilles au tir national, elle récita avec recueillement son chapelet, accentuant de façon à être entendue, les dernières paroles de l'Ave Maria: «Maintenant et à l'heure de notre mort...»

À sa descente de voiture, un Allemand trop empressé, lui offrit de la soutenir.

D'un «Merci, Monsieur», elle l'éconduisit poliment.

«Je n'ai pas besoin de votre aide; vous allez voir comment une jeune fille belge sait mourir!»

Elle s'avança d'un pas alerte vers l'endroit de l'exécution, saluant l'aumônier, l'officier, les soldats...

Et sans la moindre hésitation, la physionomie et le regard rayonnant de confiance et de charité, elle alla se placer face au peloton.

Un soldat voulut lui bander les yeux, mais Gabrielle refusa, elle repoussa même avec violence ses instances en s'écriant:

«Respectez au moins le dernier vœu d'une femme qui va mourir!»

Et pendant que l'officiel, pressé d'en finir, commande: «feu», on entend encore:

«Vive la Belgique! Vive le...»

Gabrielle Petit n'était plus...

Elle fut enterrée au tir national et trois ans plus tard, le mardi 27 mai 1919, le corps fut exhumé.

Dépouillé du vieux manteau bleu avec lequel il avait été enveloppé, il fut placé dans un linceul bordé de dentelles.

Le jeudi 29 mai, jour de l'Ascension, Gabrielle Petit, en même temps que deux autres fusillés, Mathieu Bodson et Aimé Smeskens, fut transférée au cimetière d'Évère, au milieu d'une foule respectueuse.

La Reine elle-même vint saluer sa dépouille mortelle, attacher de ses propres mains la Croix de Chevalier de l'Ordre de Léopold sur le drap mortuaire qui recouvrait le cercueil.

Le Premier Ministre Delacroix déclara Gabrielle Petit «l'héroïne Nationale». (1)

Un procès fameux fut celui de Parenté et consorts.

L'attaque nocturne sur le hangar de Zeppelins d'Évère fut cause d'une recrudescence de la chasse aux espions par la police allemande; elle aboutit à «l'affaire Parenté» ou «l'affaire des télégraphistes».

Le procès eut lieu au Sénat du 2 au 6 mai 1916. Il y avait 36 prévenus et Stoeber était auditeur.

On avait découvert une importante organisation qui exerça l'espionnage sur les voies ferrées, les ponts, les champs d'aviation, à la côte, à Anvers, en un mot une organisation ramifiée par tout le pays. Cette organisation due à la brigade des télégraphistes, avait à sa tête Parenté, Leffèvre et Devalériola.

Charles Parenté, né à Bouillon en 1878, était employé au télégraphe. Intelligent, il parlait facilement et la peur lui était inconnue.

Au début de la guerre, il était messager entre le quartier général à Anvers, et certains bureaux des ministères restés à Bruxelles.

Après la chute d'Anvers, il resta en Belgique occupée,

jusqu'au 31 décembre 1914, puis gagna avec Devalériola le Havre, par la Hollande.

Vers la mi-janvier, Parenté était à Dunkerque où il vit écraser une femme et son enfant par une bombe d'avion. Cette scène l'impressionna vivement, et plus tard au tribunal allemand, Parenté déclarera qu'elle fut un des mobiles du travail pour son pays.

Il revint en Belgique accompagné d'un certain Tilmont.

Seulement en mai 1915, il s'adonna à l'espionnage. Au début, il avait hésité par crainte d'être fusillé, mais une fois à l'œuvre, il devint l'âme du service et lui donna une grande extension.

Arthur Devalériola avait toujours défendu, aux congrès du personnel de l'État, la cause des petits fonctionnaires.

Il était anversoïse, âgé de 36 ans, marié et père de deux enfants. Il se défendit courageusement à l'interrogatoire.

Louis Lefèvre avait pris pour système de tout nier pour ne dénoncer personne, quoiqu'il était persuadé qu'il devrait mourir.

L'auditeur lui demanda s'il allait enfin avouer.

— Je n'ai pas à faire d'aveu. Je ne sais pas ce que l'on me reproche. Je ne me suis jamais occupé que de mon commerce de charbon, de levure et de denrées alimentaires.

On le confronta avec un témoin auquel il avait maintes fois transmis des rapports.

— Je ne connais pas ce Monsieur, dit Lefèvre.

— Vous vous défendez de la façon la plus absurde, lui dit l'auditeur.

— Ce monsieur me connaît peut-être, mais moi je ne le connais pas.

Parenté devait avouer qu'il recevait des documents de Lefèvre.

— Je nie, dit Lefèvre.

— Un prisonnier, qui se suicida, laissa une pièce, dans laquelle il était question d'un Lefèvre, chef d'espionnage.

— Cet homme peut s'être trompé, remarqua Lefèvre. Cette pièce disait entre autres : « Je devais remettre mes rapports à Jean. ».

— Jean, c'était vous ?

— Je n'ai jamais été Jean : je suis Lefèvre.

Un courrier parut. Il reconnut que Lefèvre avait « Jean » comme nom de guerre et qu'il devait recevoir des lettres de lui.

Et imperturbablement, Lefèvre de répondre :

« Je n'ai jamais vu cet homme. »

— Était-ce pour écrire les rapports sur votre commerce de charbon et de denrées alimentaires, que vous employiez l'encre sympathique que l'on a trouvé sur votre porte-plume ?

— Mon porte-plume ne contenait pas d'encre sympathique. Il était vide.

Et de cette façon, Lefèvre tint bon jusqu'au bout.

Un autre prévenu, Gérard Hubert, avait tout nié à l'instruction pour ne jeter les soupçons sur personne. Mais, quand il apprit que d'autres avaient parlé, il crut pouvoir faire de même.

Il était courrier pour le Nord de la France. Parenté lui remit une lettre du Ministre Segers lui demandant de surveiller les champs d'aviation de cette contrée.

Le principal témoin était le lieutenant Schwermer, commerçant en temps de paix.

Il avait étudié cette gigantesque affaire avec une patience extraordinaire et beaucoup de perspicacité. Aussi en fut-il récompensé.

Avec une promotion, il fut envoyé en Hollande pour le contre-espionnage.

L'auditeur militaire félicita ce témoin. Ensuite, il attira l'attention sur les dangers de l'espionnage pour l'armée allemande. L'occupant aurait pu envoyer tous les hommes valides de Belgique dans des camps de concentration comme, du reste, auraient fait les Anglais. Il estimait donc, avec sa façon de voir « à la Prussienne », que nos compatriotes qui profitaient de cette tolérance pour faire de l'espionnage, agissaient en lâches !

Il ne dit pas un mot, évidemment, de l'invasion allemande d'un pays pacifique.

À tout propos, il parla des Anglais, qui n'auraient pas eu tant de patience pour étudier si minutieusement cette affaire, mais auraient tout bonnement fusillé ou pendu les suspects ; il rappela aussi l'histoire des camps de concentration au Transvaal.

Ensuite, il blâma ministres et hauts fonctionnaires qui, à l'abri de l'autre côté de la frontière, envoyaient à la mort les petits et les subalternes.

Il reconnut cependant le patriotisme des accusés, mais il était patriote lui aussi, et pour cela il devait exiger des punitions sévères.

Parenté était, selon lui, un soldat fidèle au service de sa patrie. Mais cela ne l'empêcha pas de requérir la peine capitale contre lui ; Devalériola, Lefèvre, Strale, qui faisaient l'espionnage dans les provinces de Namur et de Luxembourg, Delveau, Hubert, Fisch, Krické, qui opéraient en Flandres, Bastiaensen, l'espion du camp d'aviation de Berchem, Deblander, qui remplissait sa tâche dans le Nord de la France, Dallemagne, qui avait Liège et Namur comme champ d'action, Mathieu Dejardin, courrier et observateur.

Les défenseurs accomplirent leur tâche avec ardeur et essayèrent de prouver que tous avaient obéi par contrainte morale.

M. Braffort demanda, après son plaidoyer, d'adresser quelques mots aux accusés, afin de leur exprimer son admiration pour leur dévouement, devant lequel toute la Belgique s'inclinerait. Les Boches refusèrent cet honneur.

Les accusés purent, à leur tour, dire un dernier mot.

Parenté reprit les paroles de l'auditeur qui l'avait qualifié de « soldat fidèle ».

« Alors il n'a pas le droit de me faire fusiller ; dans toute nation civilisée on agirait ainsi. »

Il rappela aussi qu'à une séance précédente, il s'était endormi :

« Qu'est-ce que cela prouve, si ce n'est que j'ai la conscience tranquille. Ne s'endort pas qui veut quand il sait qu'on peut requérir contre lui la peine de mort. »

Il protesta encore contre la façon dont lui et ses compatriotes avaient été arrêtés ; on avait envoyé des agents provocateurs. Il nia qu'il était chef : tous possédaient les mêmes droits et devoirs.

« J'ai reconnu sincèrement ce que j'avais fait et j'ai ainsi loyalement agi comme j'ai agi d'ailleurs dans toutes les circonstances de ma vie. Je n'ai pas gagné d'argent, au

contraire, ce sont ceux qui m'ont employé qui me sont redevables. Nous ne sommes pas des mercenaires, nous sommes des agents de l'État, rétribués pour notre travail.»

Et il termina :

«J'ai parlé comme quelqu'un qui a déjà un pied dans la tombe. Un mourant ne ment pas. Je n'ai jamais été qu'au service de M. Segers. Je ne méconnaissais pas avoir rendu des services, mais j'avais l'obligation morale d'exécuter les instructions de mes chefs.»

La parole fut donnée à Lefèvre. Il ne parla pas de l'affaire elle-même. Il remercia l'avocat quoique ne l'ayant pas compris. C'est un crime dit-il de fusiller des gens, alors qu'il en tombaient déjà tant sur les champs de bataille.»

Delveau à son tour fit ressortir qu'agent assermenté, il n'avait fait que son devoir.

Hubert exprima les mêmes sentiments.

Flippen : «Je vous regarde en face, et je vous dis que je ne me suis jamais occupé d'espionnage. Vous ferez de moi ce que vous voudrez.»

Dallemagne : «Je n'ai eu qu'un objectif : rendre service à ma patrie. Si l'on m'avait offert de l'argent, je l'aurais refusé. Vous pouvez tenir compte de mes 62 ans, de ma loyauté et de ma bravoure.»

★ ★ ★

En suite des plaidoeries, Strale, Delveau, Bastiaensen et Dejardin échappèrent à la condamnation à mort.

Parenté, Lefèvre et Krické furent exécutés.

La peine des autres fut commuée en travaux forcés à perpétuité.

Voici la liste des condamnations :

1. Ch. Parenté, Bruxelles, à mort. — 2. A. Revalériola, Berchem-St-Agathe, à mort. — 3. Louis Lefèvre, La Louvière, à mort. — 4. J. B. Strate, Ixelles, travaux forcés à perpétuité. — 5. Louis Delveau, Saint-Gilles, travaux forcés à perpétuité. — 6. Gérard Hubert, Bruxelles, à mort. — 7. Ernest Materne, Liège, 15 ans. — 8. Théodore Fisch, Malines, à mort. — 9. Prosper Krické, Gand, à mort. — 10. Martin Bastiaensen, Molenbeek, 15 ans. — 11. Guillaume Verest, Laeken, travaux forcés à perpétuité. — 12. Jean-Jos. Jacobs, Woluwé-St-Etienne, travaux forcés à perpétuité. — 13. Adelin Eerwy, Schaerbeek, travaux forcés à perpétuité. — 14. Jules Deblander, Nimy, à mort. — 15. Ernest Laurent, Maubeuge, 10 ans. — 16. Gust. Dallemagne, Liège, à mort. — 17. Pierre Menalda, Schaerbeek, acquitté. — 18. Jules Van de Kerckhove, Bruxelles, 3 mois. — 19. Jacques Vermetten, Saint-Gilles, 15 ans. — 20. Modeste De Schreyver, Schaerbeek, 10 ans. — 21. J. B. Jacobs, Vosselaar, 15 ans. — 22. Etienne Delgorge, Maubeuge, 10 ans. — 23. Mathieu Dejardin, Schaerbeek, travaux forcés à perpétuité. — 24. Corneille Goossens, Schaerbeek, 3 ans. — 25. Jules De Ridder, Turnhout, 12 ans. — 26. Ant. Van Liempt, Turnhout, acquitté. — 27. Constant Kets, Turnhout, 2 ans. — 28. Jos. Lauwers, Turnhout, 1 an. — 29. Jos. Peger, Turnhout, 1 an. — 30. Louis Jacobs, Vosselaar, 10 ans. — 31. Antoine Lechat, Nimy, à mort. — 32. Ernest Evrart, Mons, travaux forcés à perpétuité. — 33. Arthur Bastin, Hasselt, 10 ans. — 34. Odon Houbaille, Bruxelles, 10 ans. — 35. Fred. Leemans, Weelde, 10 ans. — 36. Ch. Flippen, St-Gilles, 6 mois. — 37. Ch. Moulart, Molenbeek, acquitté. (2)

★ ★ ★

Ce procès produisit une grande émotion dans toute la Belgique et on mit tout en œuvre pour sauver les condam-

nés.

Ce n'est certainement pas grâce à l'auditeur Stoeber que plusieurs condamnations à mort furent commuées.

Le 14 mai, le gouverneur ratifia les condamnations à mort de Parenté, Lefèvre et Krické.

Le 16 à neuf heures du matin eut lieu l'exécution. Lefèvre obtint que sa femme passât les dernières heures près de lui. Parenté eut aussi une entrevue poignante avec les siens et Krické embrassa pour la dernière fois sa fille de 18 ans qui le lendemain serait orpheline.

À minuit, Lefèvre écrivit encore la belle lettre que voici à sa femme :

Le 16 mai 1916. Minuit.

Ma bien chère, ma bien pauvre petite épouse,

... Ah ! quelle barbarie, quel crime que de séparer deux êtres comme nous ! Mais console-toi, ange divin, dis-toi que je meurs en brave. C'est la fatalité, c'est le destin. C'est que mon heure est là. Si je n'étais pas tué ici par eux, peut-être le serais-je demain par accident.

Et puis, chère petite épouse, à qui je demande tant pardon de cette atroce douleur, dis-toi que j'aurais pu être soldat et que je pourrais déjà être mort depuis longtemps sans que tu eusses le droit de protester. Mais là, j'aurais eu un fusil pour me défendre, tandis qu'ici je dois me laisser tuer sans rien dire.

J'ai laissé parler tous les autres contre moi, il y a des bandits qui ont menti pour se sauver ; leur conscience leur reprochera ma mort toute leur vilaine vie.

... Quoi qu'il en soit, tu n'auras pas à rougir de ton homme. Il s'est sacrifié pour les autres. C'est épouvantable, mais c'est ainsi. Mais j'ai encore du courage, car je te sais énergique. Le temps adoucira, très peu je le sais, ton deuil immense, mais ta belle énergie et le désir surtout de voir la punition des misérables te donneront la force de lutter jusqu'au bout.

Puissent, mon ange, les sympathies dont tu es l'objet, atténuer ta douleur. Tu te considéreras comme femme de soldat, et tu seras ferme. Je pars courageux, mais l'âme déchirée, le cœur en lambeaux, le corps meurtri.

J'avais tant espéré pourtant, et j'espère encore ! Quelques heures et... la fin horrible !

... Je te bénis, et, s'il y a un Ciel, nous nous y retrouverons, car tu es un ange.

Je t'embrasse mille et mille fois, et encore, et toujours. Adieu, toi chérie, adieu.

Ton Omer éploré.

À cinq heures, ces trois héros-martyrs moururent.

★ ★ ★

Après le procès des télégraphistes, ce fut celui des employés au chemins de fer (19 et 20 juillet 1916), l'affaire Colson et consorts ; les séances se tinrent dans la salle de la Chambre des représentants. Au banc des accusés siégeaient vingt Belges. Colson était sous-chef de gare à Ottignies. Son collaborateur opiniâtre fut le chef de gare de Schaerbeek, Arthur Roland, âgé de 59 ans. Ce service surveilla principalement le trafic sur les lignes ferrées.

Victor Debocq, sous-chef de gare à Ath, observait les lignes de Bruxelles-Tournai et Bruxelles-Mons.

Le machiniste Louis Hansenne transportait les rapports ; l'employé des postes Désiré Dufrasne d'Ottignies, parfois aidé de sa femme, contrôlait la ligne de Namur.

Arthur Roland, secondé par sa fille Nelly, se tenait au courant du trafic par Schaerbeek. Chaque semaine, il expédiait un rapport de soixante colonnes et recevait pour

ce travail de 20 à 150 francs... si l'on n'oubliait pas de le payer.

Il est triste de constater comment des Belges vinrent témoigner contre ces gens courageux... et les trahir.

Stoeber siégeait encore comme auditeur. Pour combien d'honnêtes bourgeois n'exigea-t-il pas la mort, ce bourreau avide de sang?

Colson, Roland et Dufrasne, les trois principaux personnages prirent courageusement la responsabilité de leurs actes.

Colson déclara qu'il n'avait jamais touché un centime. Fièrement il exposa à ses juges que l'amour seul pour son pays le faisait agir.

Les condamnations furent :

1. Adelin Colson, à mort (exécuté). — 2. Émile Lefort, 15 ans. — 3. Arthur Roland, à mort (exécuté). — 4. Sa fille, Nelly, 10 ans. — 5. Victor Deblocq, à mort (gracié). — 6. Désiré Dufrasne, à mort (exécuté). — 7. Sa femme, 10 ans. — 8. Auguste Thomas, concierge, à Bruxelles, 15 ans. — 9. Pierre d'Herdt, officier de police, Bruxelles, 15 ans. — 10. J. L. Hansenne, machiniste, à mort (gracié). — 11. Ant. Wolf, cocher, Bruxelles, 15 ans. — En plus des peines de 10 ans et moins.

★ ★ ★

La tâche des employés du chemin de fer fut continuée par les postiers ce qui donna lieu les 29 et 30 août au procès Mus et consorts (salle du Sénat).

Il y avait treize prévenus. Les juges, les mêmes qu'au procès précédent, étaient de jeunes officiers, véritables cerbères prussiens pour qui la vie d'un homme n'était rien.

La session se tient à huit clos, l'autorité supérieure ayant jugé superflu de donner aux soldats et fonctionnaires allemands le spectacle de civils parlant si fièrement à la face des officiers; d'ailleurs, cela pourrait impressionner les soldats; plusieurs déjà avaient ressenti de la sympathie pour les accusés, les patriotes belges.

Jamais nos concitoyens n'avaient été admis aux audiences.

Louis Neyts, le personnage principal de ce procès, occupait la place de trieur à la poste centrale; il était âgé de 36 ans, père de famille et considéré comme un employé consciencieux, jouissant de l'entière confiance de ses supérieurs. Il était l'âme de la résistance des postiers sous le régime allemand.

Ce service avait comme but, de même que le précédent, de surveiller la marche des trains.

Les accusés se comportèrent dignement, déclarant avec fierté qu'ils avaient agi dans l'intérêt de leur pays.

On y entendit François Mus, Léon Jacquet, Louis Neyts, Jules Chaway, J. B. Corbisier, Jacques Demey, Evariste Boeyens, Léon Deloge, Ed. Dambroise, François Vergauwen, l'abbé Truyens, Amandine Proost et Armand Gilles (chef de gare de Louvain).

Stoeber requit la peine de mort contre neuf d'entre eux.

Les avocats Kirschen, Braffort et Th. Braun défendirent vigoureusement les accusés.

Neyts prononça, à la fin, ces paroles touchantes :

« Je ne regrette rien de ce que j'ai fait. Si c'était à refaire, je recommencerais. J'ai suivi les instructions de mon ministre. Messieurs, je ne vous demande rien pour moi, mais je demande le pardon pour tous ceux que j'ai entraînés; j'ai été victime d'un agent provocateur. Je suis contre la

guerre, quel que soit celui qui la provoque; ce n'est pas la haine de l'Allemand qui m'a fait agir. Quant un pays souffre, tous ses enfants souffrent.

» Beaucoup des nôtres meurent au front: je ne demande qu'à mourir moi aussi, on peut également derrière le front servir sa patrie. Je ne demande pas grâce, mais je prie mon défenseur de s'intéresser à ma femme et à l'instruction de ma fille. »

Et de la prison de Saint-Gilles, il écrivit à son avocat, Maître Kirschen :

« Puis-je me permettre de vous dire que le plus grand chagrin que j'ai éprouvé au cours de ma détention fut d'apprendre que ma femme et mon enfant se trouvaient à la veille d'être expulsées du logement qu'elles occupaient.

» Je souhaite qu'elles ne soient pas abandonnées à leurs propres moyens.

» Confiant dans votre bienveillance..., heureux du devoir accompli, je tombe avec satisfaction d'être resté en accord avec des principes : *Dieu, le Roi, la Loi, la Liberté!* » (3).

Les juges furent très durs. On constatait que l'occupant voulait frapper sévèrement. Et cependant sa justice n'était basée que sur l'injustice!

1. François Mus, Bruxelles, à mort. — 2. Léon Jacquet, Bruxelles, à mort. — 3. Louis Neyts, Bruxelles, à mort. — 4. Jules Chaway, Forest, travaux-forcés à perpétuité. — 5. J. B. Corbisier, Ixelles, à mort. — 6. Jacques Demey, Bruxelles, travaux forcés à perpétuité. — 7. Evariste Boeyens, Charleroi, travaux forcés à perpétuité. — 8. Léon Deloge, Jumez, 15 ans. — 9. Edm. Dambroise, Ottignies, travaux forcés à perpétuité. — 10. François Vergauwen, Anvers, hors cause. — 11. L'abbé Eug. Truyens, Bruxelles, acquitté. — 12. Amanda Proost, Bruxelles, 10 ans. — 13. Arm. Gilles, travaux forcés à perpétuité.

Neyts, Corbisier et Mus furent exécutés le matin du 4 septembre. Jacques mourut 24 heures plus tard après avoir épousé in extremis, Mademoiselle Proost.

★ ★ ★

Le député Buyl avait, lui aussi, organisé un service d'espionnage.

Lenoir, dont nous avons déjà annoncé l'arrestation et la mort, en fit partie.

Arthur Dubois, chef-garde, réorganisa le service avec le concours de Coppejans, de Schaerbeek; Blanpain, cafetier au coin des rues de Trèves et Montoyer; Duquesne, chef-garde à Monceau-sur-Sambre, et d'autres.

Un des courriers, M. Dustin, est appelé par ses complices « Kruiske » (petite cruche), parce que cet héroïque chemineau de la bonne cause transporte les documents secrets dans une cruche à café à double paroi. Quant les plans, schémas d'installations militaires allemandes au littoral, et autres renseignements recueillis par M. Buyl, ont été recopiés sur papier pelure, on les porte chez un plombier de la rue des Six-Jetons, qui les soude entre les deux parois de la cruche, laquelle est ensuite remplie de café. Après quoi, M. Dustin se met en route vers la frontière, vêtu en pauvre ouvrier. Il finit par être arrêté. Mais les Allemands ne trouvent rien; ils se bornent à l'envoyer en l'Allemagne comme indésirable.

Monsieur Van Mierlo, ingénieur en chef des wagons-lits à Ostende, fit parvenir ses rapports au moyen d'une clef truquée et dévissante par le milieu. M. Kusters, f.f. de bourgmestre à Reckheim (Limbourg), parvint aussi à faire passer maint rapport en Hollande.

Les Allemands, malheureusement, furent bientôt sur la piste; Kusters et Dubois sont arrêtés. D'autres complices subissent peu après le même sort; ce sont Coppejans, Blanpain, Chantraine, chauffeur à la gare du Midi, une sœur de Kusters et son mari, Merckx, une autre sœur de Kusters, Philippart, Werckens et Goossens.

On découvrit en même temps un autre service qui fonctionna parallèlement au premier et 62 personnes furent arrêtées et emprisonnées à Hasselt où eut lieu le procès.

En septembre 1916, 17 condamnations à mort furent prononcées; quatre furent ratifiées: Dubois, Kusters, Wau-ters et Massart.

Monsieur Buyl, le «patron», ne fut pas soupçonné. Les Allemands, qui connaissaient ce pseudonyme, offrirent la vie à Dubois à condition de dévoiler le nom du «patron», mais celui-ci refusa énergiquement.

La veille de son exécution, Dubois dit à son co-détenu Lheureux:

«Quand la guerre sera finie et que vous serez libéré, vous irez dire à Monsieur Buyl que j'ai refusé de citer son nom et qu'en récompense de mon mutisme, je ne lui demande qu'une chose: qu'il s'occupe de l'avenir de ma petite fille.»

Dubois fut fusillé le 1^{er} octobre.

Kusters était tombé un mois plus tôt. On avait en vain torturé le malheureux pour le faire parler.

La veille du jour de son exécution, il écrivit à sa famille une lettre dans laquelle il témoigne de ses sentiments chrétiens et de sa complète résignation à son sort.

Jésus, Marie, Joseph † Hasselt, le 3 novembre 1916.

Pour Dieu, le Roi et la Patrie!

Très chers parents, frères et sœurs,

J'ai demandé à Dieu et j'ai été exaucé: que sa sainte volonté soit faite! Toujours ce fut mon plus ardent désir de verser mon sang pour notre chère Patrie, de mourir martyr, afin de sauver, ainsi, mon âme et de pouvoir jouir éternellement du bonheur du Ciel. Pour cela, ne pleurez donc pas, soyez consolés et fiers de votre fils et frère qui n'appartient plus que pour quelques heures à cette terre. Pardonnez-moi, et ne m'oubliez pas! Faites ce qu'il a fait pour sa pauvre âme! Soyez tous fidèles à Dieu, au Sacré-Cœur, à notre bonne mère Marie! Que mes frères et sœurs honorent et vénèrent leurs parents pendant toute leur vie! Ainsi nous serons bientôt tous réunis dans le ciel où Dieu m'a déjà préparé une belle place. Et vous, très chers frères Lambert et Jean, qui depuis tant de mois, déjà, souffrez pour notre cher pays; vous, très chères sœurs Marie et Jeanne qui souffrez pour le même but, vous chers beaux frères Charles et Hubert, et toute la famille, suivez tous mon conseil et ne m'oubliez pas. Mon cher ami Arthur, lui non plus ne m'oubliera pas: il priera beaucoup pour moi j'en suis sûr. Très chers parents, frères et sœurs, encore une fois soyez consolés et fiers; ma joie est grande de pouvoir mourir en martyr. Je vous dis à tous un dernier adieu jusque dans l'éternité. Embrassez une dernière fois pour moi les enfants Albertine, Pierre et Corneille: que Dieu les bénisse.

Adieu jusque dans l'éternité. Hourra! Hourra!

HENRI.

Le vieux père du condamné, qui avait encore un fils au front, un autre prisonnier en Allemagne, qui vit condamner à la prison deux de ses filles, mourut de chagrin.

★ ★ ★

Et la liste sanglante s'allongeait toujours.

Les 12, 13 et 14 juillet, ce fut le procès Kugé.

Kugé, horloger, d'origine allemande, mais Belge par option, rendit de grands services à sa patrie adoptive.

Soldat au 18^e de ligne, il resta dans le pays après la chute d'Anvers. Mus étant arrêté, il dirigea un service d'espionnage. Il était chargé de Bruxelles et du Brabant; Genevois, lui, avait la zone Charleroi-Thuin, Jules Descamps celle de Phillippeville-Chimay-Givet, Boiteux de Louvain-Aerschot-Malines.

Kugé centralisait les rapports dans la maison de Lucien Descamps, chaussée de Louvain, 44, à Bruxelles, d'où il les expédiait en Hollande.

Albert Deblois, employé à la gare de Schaerbeek, avait celle-ci pour champ d'action. Parmi les autres accusés, on notait François Vergauwen, menuisier à Anvers et Charles Léon Dehaut, garde champêtre à Mons, qui tous deux avaient déjà été impliqués dans le procès Mus; J.B. Corbeel, colporteur à Anvers.

L'auditeur avait Vergauwen particulièrement en grippe.

L'Anversois déclare au tribunal:

— Je suis fraudeur, j'ai aidé des tas de gens à franchir la frontière, j'ai transporté des tas de lettres et pas mal d'argent, mais je ne suis pas un espion. Il se peut que parmi les lettres que j'ai passées, il s'en soit trouvées qui avaient rapport à l'espionnage; je l'ignore, et ce n'est pas mon affaire.

«Corbeel», répondit-il à une question, «n'est pas espion non plus, il était mon éclaireur».

Une femme, vint accuser Corbeel; l'auditeur s'était servi de celle-ci comme mouton, la faisant écrouer avec d'autres prisonniers pour les faire parler. Son rôle était d'autant plus vil que son propre mari avait été fusillé.

L'auditeur, ne pouvant souffrir la franchise de Vergauwen, lui reproche ironiquement:

«Votre attitude n'est pas courageuse; seriez-vous un lâche?»

Vergauwen bondit sous l'outrage:

«Celui qui, comme moi, a franchi vingt fois la frontière, n'a peur de rien, pas même de la mort. Je l'ai frôlée souvent, la mort. Je ne sais pas si parmi vous il en est qui l'aient vue d'aussi près que je l'ai vue...

» Mais cette femme ment!

» Quand je voulais passer, il me suffisait de soudoyer le soldat de faction entre les baraques deux et quatre. Je payais cent francs par personne adulte et cinquante francs par enfant. Quant le passage était libre, le soldat me faisait signe avec sa lampe électrique qu'il levait et abaissait trois fois.»

L'auditeur ne voulant pas dévier de son idée que Vergauwen fit de l'espionnage, celui-ci haussa les épaules et se rassit.

Le procès dura jusqu'au 14 juin 1917.

Les jugements furent de nouveau très sévères. Il était évident qu'aux organisations, l'occupant voulait opposer la justice. La justice rendue par des officiers allemands dont la présence seule était une injustice.

Voici les principales condamnations:

1. Georges Kugé, Bruxelles, à mort. — 2. Jules Descamps, Bruxelles, à mort. — 3. Lucien Descamps, Saint-Josse-ten-Noode, à mort. — 4. M^{me} Lucien Descamps, Saint-Josse-ten-Noode, 15 ans. — 5. Patrice Grammet, Molenbeek, 15 ans. — 6. Albert Deblois, Molonbeek, à mort. — 7. François Vergauwen, Anvers, à mort. — 8.

Georges Génard, Bouge près de Namur, 10 ans. — 9. (ndlr : non communiqué) — 10. J. B. Corbeel, Anvers, 10 ans. — 11. Léon Boiteux, Boussu-lez-Walcourt, à mort. — 12. V^{ve} Émile Masson, Saint-Gilles, 10 ans. — 13. Emile Depris, Bruxelles 10 ans. — 14. Ferd. Dupont, Saint-Gilles, 10 ans. — 15. Ch. Léon Dehaut, Mons, à mort.

Les exécutions de Kugé, Jules Descamps, Lucien Descamps, Vergauwen et Boiteux eurent lieu.

Lorsque dans un entretien intime M. Kirschen recommanda à l'auditeur le sort de Vergauwen, Stoeber répondit brutalement : « Non ! », ajoutant que certainement celui-là serait fusillé.

Les martyrs tombèrent au tir national le 24 juin 1917.

★ ★ ★

Le 7 avril 1916, on trouva dans la rue d'Artan, à Schaerbeek, le cadavre d'un homme tué à coups de revolver. C'était un certain Neels, dont voici l'histoire :

Maurice, fils d'un major pensionné, appelé aussi Neels de Rode, d'après sa femme Oppenheimer Rode, était un jeune homme de mauvaise réputation.

Entré au service des Allemands, il noua des relations avec Louis Bril, garçon intelligent et cultivé de 27 ans, désireux de servir sa patrie. Avant la guerre, il était maître d'hôtel à Paris et pour l'instant il était chez son beau-frère, propriétaire d'un hôtel situé au Marché du Charbon, à Bruxelles.

Il voulait rejoindre le front où deux frères l'avaient précédé, mais sa sœur le retint sous prétexte qu'elle avait besoin de lui en l'absence du principal employé rappelé sous les drapeaux.

Il se décida néanmoins à partir et on lui renseigna Neels comme guide pour franchir la frontière.

Mais lui ayant rendu visite à son domicile, avenue Claes, il eut de suite des soupçons.

Il voulut se renseigner d'abord sur son conducteur et interrogea un voisin de Neels, le colonel pensionné Alfred Betrancourt. Celui-ci lui raconta que le soi-disant guide recevait constamment la visite de soldats allemands, ce dont Bril put se convaincre *de visu* par une fenêtre.

Il frissonna en songeant au mal que le traître pouvait occasionner, en parla à deux amis, et avec eux il forma le projet de le rendre inoffensif. Entre-temps, ils avaient appris comment Neels avait trahi le fils de l'inspecteur de police, Gaston Guillaume, promettant de le conduire à la frontière.

Quand Bril apprit que Neels l'accusait auprès de certains Belges d'être au service des Allemands, la mesure fut pleine.

Pourchassant Neels pendant toute une journée, il le vit entrer au bureau de la police allemande, rue Berlaimont, puis se promener avec une jeune femme. Le soir, il visita les cafés avec elle.

Leclercq, un ami de Bril, se joignit à lui, et à deux, ils observèrent le couple toute la soirée. Quand ils s'embarquèrent par le dernier tram pour Schaerbeek, Bril et Leclercq en firent autant et descendirent au même endroit. Neels reconduisit la femme chez elle et s'en retourna. À la rue Artan, Bril se posa tout à coup en face de lui ; une courte dispute suivit pendant laquelle Neels menaça Bril de son revolver ; mais celui-ci avait pris les devants.

Deux coups éclatèrent et Neels s'affaissa. Un habitant, ayant ouvert la fenêtre vit fuir deux individus.

Le cadavre resta là jusqu'au moment du passage d'un inconnu, qui alla avertir la police. On transporta le mort

au bureau de la rue du Radium.

Le lendemain matin, Bril alla raconter tout à son amie. La réaction se produisit et pendant quatre jours et quatre nuits, il resta sous le coup d'une surexcitation nerveuse.

Il résolut alors de passer la frontière, mais voulut d'abord aller raconter ce qui s'était passé au colonel Betrancourt.

L'instruction ouverte par la police belge avait été reprise, entre-temps, par la police allemande, furieuse de ce que les Belges avaient appris par les papiers trouvés sur Neels, le rôle qu'il avait joué.

Les Allemands parvinrent à savoir que le colonel Betrancourt était un ennemi de Neels, arrêtaient celui-ci et sa femme et firent surveiller sa maison.

Et voilà comment Bril vint se jeter dans la gueule du loup. Il en était stupéfait ! On le conduisit à Saint-Gilles où on lui adjoignit un « mouton », après l'avoir interrogé et maltraité en le criblant de coups de poing au visage.

Le malheureux tout malade et dans le délire de la fièvre, dévoila ce qui s'était passé. Son compagnon alla tout rapporter à ses chefs.

En même temps que Bril, la police poursuivit son ami Leclercq, témoin du drame et son père, le colonel Betrancourt et sa femme, un autre camarade, nommé Portmans, et l'officier de police Dexters qui avait examiné le cadavre.

L'affaire fut appelée le 8 février 1916.

M. Kirschen avait demandé de pouvoir défendre Bril, mais cela lui fut refusé.

L'auditeur alléguait comme motif de ce refus un article de l'« Écho Belge » paraissant en Hollande, et dans lequel on disait qu'en Belgique s'était organisée une « bande noire » afin de tuer tous les traîtres, et que le parquet avait photographié et envoyé en Hollande tous les documents de Neels. On y parlait aussi des Allemands barbares.

Et le gouvernement avait ajouté :

« Puisque nous sommes des barbares, nous agissons en Allemands, sans contrôle et sans avocats, cela va marcher rondement ! »

M. Kirschen fit remarquer à l'auditeur Stoeber, que la conduite de journalistes à l'extérieur du pays n'était pas un motif pour priver un prévenu de son défenseur devant le tribunal, mais rien ne fit : aucun avocat belge ne put entrer dans la salle du Sénat.

L'exclamation de Leclercq, quelque sincère qu'elle fût, était très compromettante pour Bril :

« Ce que nous avons fait est très bien, nous ne regrettons rien ! »

C'était l'aveu de la préméditation du crime.

Le 9, le tribunal délibéra et le 10, il prononça les jugements :

Bril, à mort ; Leclercq, fils, dix ans de travaux forcés ; Leclercq, père, cinq ans de travaux forcés pour ne pas avoir assez surveillé son fils ; Portmans, six mois de prison, pour ne pas s'être présenté au « meldeamt » ; Dexters, un an ; le colonel deux mois et sa femme un mois.

Avant l'arrêt déjà, M^{re} Kirschen avait redouté le pire pour Bril et avait conseillé à la famille de s'entourer de toutes les influences possibles pour sauver le jeune homme.

Le Nonce apostolique promit d'envoyer une note à von Bissing, et demanda que l'on rédige en hâte une demande en grâce.

M^{re} Kirschen s'en acquitta et fit porter la pièce au

Nonce par la sœur de Bril. Le Nonce répondit qu'il ne pouvait pas se charger de la transmettre à von Bissing et que le mieux serait de la porter elle-même au général. Il se contenta d'inscrire sur l'enveloppe: «très urgent», sans signer.

Ceci se passa le 10. Madame del Bono, la sœur du condamné, revint avec cette nouvelle chez Mtre Kirschen. Il lui conseilla de retourner chez le Nonce et de ne pas s'en aller avant qu'il n'ait promis de faire quelque chose pour son frère.

Le Nonce lut la requête et y ajouta que la famille Bril était digne d'intérêt, ayant déjà perdu un fils au front. C'était tout ce qu'il pouvait faire. Il rendit la pièce à la pauvre femme, qui toute éplorée courut chez le marquis de Villalobar, le ministre d'Espagne.

De Villalobar déclara que l'influence du Nonce était bien plus grande que la sienne et que son intervention n'aurait jamais la valeur de ce que celui-ci avait fait déjà.

Revenu chez Mtre Kirschen, cet avocat fit appel à Monsieur Errera, professeur de droit à l'Université de Bruxelles.

Dix heures venaient de sonner et l'on avait appris que l'aumônier s'était déjà présenté à la cellule de Bril, ce qui fit craindre que le malheureux serait exécuté dans le courant de la nuit.

Monsieur Errera s'empressa chez le ministre Américain Brand Whitlock qui lui donna un mot d'introduction pour le baron von der Lancken; celui-ci téléphona au gouverneur-général, qui répondit que le gouverneur militaire von Sauberzweig était maître absolu dans l'affaire. Un sous-officier accompagna Errera à la demeure de von Sauberzweig. Le professeur fit remettre la requête appuyée du Nonce au général, qui le reçut dans son salon.

Mais de prime abord, le gouverneur enleva tout espoir au médiateur: Bril devait mourir cette nuit.

Monsieur Errera rappela au gouverneur qu'on avait refusé la défense à Bril.

«Le jugement a statué sur ce point», répondit le général, résolvant ainsi la question par la question.

M. Errera montra qu'il s'agissait d'un acte patriotique; etc.

Le gouverneur fit une violente sortie contre l'ingratitude des Belges, prétendant qu'il y avait encore des armes cachées, etc.

La conclusion fut: «Bril sera exécuté».

Monsieur Errera s'en retourna profondément déçu.

La vie de Bril était entre les mains d'un seul homme, mais cet homme était un militaire allemand!

Alors la famille rendit visite au condamné. Sa mère infirme ne put venir. Quelles scènes atroces dans cette tragique prison!

Bril était calme et courageux.

À trois heures déjà, son père et deux de ses beaux-frères se trouvaient au tir.

À six heures, deux autos et une voiture arrivèrent.

À sept heures, ils entendirent une salve.

Est-ce à ce moment-là que Louis Bril tomba? Jamais ils ne furent fixés sur ce point, mais le 11 mars une affiche annonça.

AVIS.

Par jugement du 8-9 février 1916, le tribunal de campagne a, indépendamment d'autres personnes condamnées à des peines diverses, condamné: Louis Bril, garçon de café

à Bruxelles,

À la peine de mort pour assassinat commis à l'aide d'une arme à feu.

Le jugement a été confirmé et exécuté.

Bruxelles, le 11 février 1916.

Le gouverneur de Bruxelles.

Les communes du Grand-Bruxelles encoururent encore une amende collective de 500.000 marks, parce que Bril avait fait usage d'un revolver! Schaerbeek eut 50.000 marks en plus à payer parce que le crime s'était produit sur son territoire.

Plus tard, le gouverneur von Bissing avisa le conseil communal de Bruxelles qu'il retirait l'amende.

L'affiche rouge de la condamnation de Bril resta collée longtemps sur les murs de la ville et maint passant se découvrit devant le nom du héros. (4)

Stoeber fit condamner un jour un prévenu deux fois à la peine de mort: c'était François Feyens.

Le gouverneur toutefois le gracia, quoique pendant la session Feyens n'avait pas caché son mépris pour l'auditeur.

Nous ne pouvons nous étendre sur tous les procès et devons-nous en tenir aux principaux.

Les frères Van de Woestyne, d'Eecloo, furent fusillés à Gand; le facteur Vermeersch, de Thielt; le cordonnier Mathijs et l'employé de tramways Keirsblick subirent le même sort. Ces trois derniers avaient été faits prisonniers le 3 janvier 1916.

Le procès eut lieu à Gand. Les enfants de l'un des condamnés furent conduits devant le duc de Wurtemberg pour demander grâce, mais cela n'eut aucune suite. La famille visita les condamnés dans leurs cellules, la veille au soir.

Si nous tournons les regards vers les Ardennes, nous voyons que là aussi il y avait des gens qui sacrifièrent tout à la patrie.

À Stavelot, habitait un industriel actif et intelligent, Constant Grandprez, qui avec son frère François, sa sœur Élise et le facteur André Grégoire était l'âme d'une organisation d'espionnage dont les renseignements furent particulièrement précieux à la bataille de Verdun.

Il s'était lié à cet effet avec un homme connu sous le nom de Dieudonné Lambrecht de Liège. Pas un train ne vint d'Allemagne soit par Verviers et Spa, soit par Malmédy, qui ne fût signalé.

Constant Grandprez aida aussi beaucoup de jeunes gens à franchir la frontière.

Beaucoup de prisonniers russes travaillaient au chemin de fer de Vielsalm. Le curé de Rogery avait aménagé un abri pour les Russes fugitifs et les aidait à passer en Hollande. Dans les bois vivaient aussi quantité de Russes échappés qui, sans secours, y seraient morts de privations.

Mademoiselle Simon, sœur du curé de Rogery, leur porta des vivres et des vêtements, ce qui en hiver quand la neige couvrait le sol était une tâche toute de sacrifice.

François Grandprez aussi, pour rechercher ces vagabonds, pataugeait à travers marais et bourniers, par des chemins impraticables.

Mais le plus important de tout était le service de renseignements au profit de la bataille de Verdun.

En janvier 1917, un piège fut tendu. Constant Grand-

prez reçut un jour la visite d'un nommé Émile Delacourt de Lille, venu en Belgique, disait-il, pour recueillir des renseignements.

Grandprez se montra d'abord défiant, prétextant qu'il ne pouvait pas donner de renseignements parce qu'il ne s'occupait que de sa tannerie.

Delacourt avait beau exhiber toutes sortes de papiers et de recommandations, Grandprez ne céda pas. L'étranger disparut, mais revint au bout de quatre jours, munis de telles preuves et de tels renseignements que Grandprez lui accorda enfin son entière confiance.

Le lendemain, ils eurent une nouvelle entrevue à laquelle assista Élise, la sœur de Constant.

Ils élaborèrent un nouveau plan d'organisation du service et la cordialité la plus parfaite régna entre eux.

Dieudonné Lambrecht avait été arrêté et fusillé à Liège, ce qui avait refroidi un peu le zèle du facteur André Grégoire. Il se décida cependant à collaborer plus activement au nouveau service.

Le 28 janvier, Delacourt revint à Stavelot disant que les alliés insistaient pour avoir des renseignements pour la préparation de leur grande offensive.

«Demain, le facteur Grégoire me donnera un rapport, dit Grandprez, et aussitôt que j'en serai en possession, je vous le porterai moi-même à Liège.»

Le lendemain, en effet, Constant Grandprez se rendit à Liège à l'endroit fixé, le n° 160 de la rue de Fétinne.

Il y arriva à deux heures et demie, reçu par Delacourt qui lui présenta sa femme et sa belle-sœur, deux invitées auxquelles il vanta l'exactitude et l'activité au visiteur. Il lui demanda le rapport de Grégoire. Grandprez le lui ayant remis, alla se chauffer au foyer car il faisait excessivement froid ce jour-là.

Delacourt lui offrit une chaise et ils causèrent du grand intérêt de l'œuvre jusque vers trois heures.

Grandprez voulut se retirer prétextant que son beau-frère l'attendait au Continental. Delacourt, qui devait aussi aller en ville proposa de prendre une voiture. Il sortit et revint bientôt disant qu'ils partiraient aussitôt. Peu de temps après, à l'arrivée de la voiture, Grandprez prit congé des dames et suivit son hôte.

À la porte, une auto attendait et deux hommes invitèrent l'industriel à y monter. Il comprit tout. Trahison! Mais il était comme hébété par tant de bassesse.

Il demanda ce que tout cela signifie, l'un des hommes lui montra alors sa carte d'agent de police et lui dit que son prisonnier aurait plus d'explications au palais de justice.

Delacourt, insolent et cynique, l'accompagnait toujours, mais sa victime ne lui adressa pas la parole.

Une demi-heure plus tard, le malheureux patriote était enfermé dans la cellule n° 121 de la prison de St-Léonard.

Son frère François attendait toujours à l'hôtel Continental, sans s'inquiéter du retard de Constant; il croyait que l'une ou l'autre circonstance avait empêché le voyage. Il fit quelques courses et le soir venu il voulait s'embarquer à la gare des Guillemins, quand il fut arrêté. Malgré un interrogatoire sévère, il n'avoua rien.

Delacourt était présent à l'audience. Le lâche personnage, le vaurien, ne montra pas la moindre honte.

François fut également emprisonné.

À Stavelot, on arrêta les sœurs Élise et Marie Grandprez;

après une longue perquisition à leur domicile, elles furent conduites à la gare par des soldats. Elles durent passer la nuit dans la salle d'attente non chauffée où la température était descendue de dix degrés en-dessous de zéro.

Le lendemain matin, on les conduisit à Liège.

Puis ce fut l'arrestation du facteur Grégoire et de sa femme.

Le 27 mars 1917, le procès débuta. Le «panier à salade» conduisit les six prisonniers à la place Saint-Lambert.

L'affaire Beaupain fut appelée d'abord. Delacourt prétendit que William Beaupain, avocat à Vielsalm, collaborait avec Grandprez.

Constant Grandprez affirma qu'il avait bien demandé à Beaupain sa collaboration, mais que celui-ci avait refusé énergiquement. Le prévenu fut acquitté.

Après deux heures d'attente, les six accusés comparurent. Cinq officiers étaient assis à une table, un interprète de d'autre côté.

Constant avoua que, guidé par son devoir de Belge, il procurait depuis deux ans au moins des renseignements aux alliés.

Il refusa de faire connaître les noms de ses collaborateurs.

Aucun avocat belge ne put le défendre. Un avocat allemand, dont la plaidoirie devait être très brève, fut autorisé à l'assister.

L'auditeur requit la mort pour les trois hommes, et dix ans de travaux forcés pour chacune des femmes.

Le tribunal ne se prononça que deux jours plus tard. L'arrêt fut stupéfiant: Constant Grandprez, le facteur Grégoire et Élise Grandprez, la peine de mort et les trois autres quinze ans de travaux forcés.

L'arrêt fut annoncé à chaque accusé en particulier et ce ne fut que deux jours plus tard, quand la famille Grandprez put se réunir, qu'ils se communiquèrent leur sort.

Ils parlèrent du procès, de leurs affaires, firent leur testament, et puis ce fut la pénible séparation.

Constant était autorisé à faire apporter ses repas à la prison, et il en profita pour expédier des lettres. Il prévint ainsi la sœur du curé de Rogery d'être sur ses gardes. Pendant le procès, il avait entendu des allusions qui pouvaient être dangereuses pour elle.

Le lundi 7 mai à cinq heures du matin, Élise, Constant et Grégoire furent conduits à la Chartreuse. Là, on leur dit que le lendemain matin à pareille heure ils seraient fusillés.

Les hommes ne soufflèrent pas un mot.

Élise leva la main, en s'écriant:

«Courage! Vive la Belgique!»

Un aumônier allemand vint offrir ses services, mais les condamnés demandèrent un prêtre belge.

Constant et sa sœur furent enfermés dans la même cellule, Grégoire dans une autre.

À trois heures, l'abbé Brepoels, de l'hôpital Bavaois, requis par l'aumônier allemand, s'amena.

Les portes des deux cellules furent ouvertes. Dans le corridor, un petit autel avait été dressé. Constant, puis Élise et enfin Grégoire se confessèrent.

Longtemps, ils causèrent avec le prêtre et lui remirent les lettres écrites pendant la nuit.

Grégoire souffrait horriblement de se séparer de ses en-

fants, mais se résigna.

Tous trois étaient courageux. Trois fils au front, sa femme en prison... lui, Grégoire, donnait sa vie.

À trois heures et demie, ils prièrent ensemble. Puis l'aumônier allemand offrit la Sainte Messe.

Ils continuèrent ensuite à prier jusqu'au moment où on vint les prendre. Élise déclara qu'elle pardonnait à tous ses ennemis.

On entendit retentir le pas lourd du peloton d'exécution.

« Courage et en avant ! » cria Élise.

Au moyen de bouts de rubans, elle avait confectionné dans la prison trois drapelets. Elle en donna un à son frère et un autre à Grégoire, s'agenouilla, pria un instant, puis s'en alla la première. Constant suivit, puis Grégoire. Tous trois priaient.

Devant les piloris se trouvaient trente soldats. L'abbé Brepoels ne put accompagner les condamnés.

Tous trois eurent les yeux bandés.

« Vive la Belgique ! » clama Élise en agitant son drapeau.

Les autres suivirent son exemple.

L'aumônier allemand ne put cacher son admiration.

« Feu ! »

La salve retentit, et ainsi moururent Constant, Élise Grandprez et le facteur Grégoire.

Trois cercueils en bois blanc reçurent les corps.

On creusa une fosse et, sans la présence d'un membre de la famille ou d'un ami, on enterra les héros.

La fille d'un député de Liège entendit ce jour-là dans un tramway des soldats allemands qui avaient fait partie du peloton d'exécution déclarer « qu'ils ne comprenaient pas comment on pouvait faire fusiller des gens pareils ». (5)

Voilà une image de ce qui se passa dans les Ardennes. D'autres Belges sont tombés à la Chartreuse sous les balles meurtrières, mais nous avons choisi un des faits les plus émouvants.

(1) D'après : « Enfance, jeunesse et martyre de Gabrielle Petit » et « Gabrielle Petit » par G. Gabriël.

(2) Ce chapitre a été élaboré principalement d'après le remarquable ouvrage de l'un des défenseurs, Sadi Kirschen « Devant les conseils de guerre allemands ».

(3) D'après l'ouvrage déjà cité de M^{re} Sadi Kirschen.

(4) D'après l'ouvrage déjà cité de M^{re} Sadi Kirschen.

(5) D'après « L'Ardenne Héroïque » d'Adolphe Hardy.

★ ★ ★

LA BELGIQUE OCCUPÉE EN 1917 RÉQUISITIONS

Nous ne pouvons pas omettre de voir comment se termina l'année 1917 dans notre pays. La misère s'accroissait toujours. Après l'été de 1917, il y eut pénurie de linge et de coton. Les Allemands avaient vidé les grands magasins et on n'importait naturellement pas.

Et il fallait quand même s'habiller. On confectionna des chemises avec du linge de table, tant blanc qu'en couleurs. On transforma les couvertures en manteaux. Des housses de meubles devinrent des habits pour enfants. Et il n'était que temps, car en décembre l'occupant réquisitionna le linge dans les hôtels, les écoles et aussi chez les particuliers. Il y eut pénurie de pommes de terre. On pouvait les acheter en cachette à raison de 2 fr. 50 à 3 fr. le kilo. Alors, on alla « frauder ».

Au sujet de cette « fraude », nous pourrions écrire des ouvrages entiers. Grands et petits s'en allèrent dans les campagnes, sans distinction de rang ni de position, les pauvres et les riches, des parents avec leurs enfants : chacun partit pour aller gagner son pain à la sueur de son front.

Les trams et les trains étaient bondés de « fraudeurs » qui s'astreignaient à des heures entières d'efforts et de fatigues pour se procurer quelques provisions pour se les voir confisquer par les Allemands à leur arrivée en gare.

D'autres allèrent par bois et sentiers, marchèrent jour et nuit sous une charge beaucoup trop lourde pour leurs épaules non habituées et leur corps exténué. Mais dans les bois et les sentiers, il y avait des « voleurs de pommes de terre et de beurre » et il arriva plus d'une fois que, en vue de la ville, le précieux et lourd fardeau, qu'on avait traîné jusque là du fond de la Campine, fût confisqué.

Plus d'un fermier fit preuve qu'il possédait un cœur humain ; dans les journaux, on publia souvent le nom des paysans qui, malgré les temps durs, vendaient leurs denrées à des prix d'avant-guerre.

Mais ces fermiers avaient vite épuisé leurs provisions et alors on tombait dans les griffes d'éhontés qui exploitaient la misère générale à leur profit.

C'était un temps de misère, d'égoïsme et d'insensibilité. François Van den Bergh, dans son ouvrage : « Onder den Duitschen Hiel » (« Sous la botte allemande ») nous décrit quelques scènes qui se passèrent à Malines et dans les environs.

« Dans nos contrées, où les pommes de terre valent d'ordinaire cinq francs le sac (de cent kilos), et dix francs pendant les mauvaises années, les prix montèrent jusque deux francs le kilo, et nous ne pouvions en avoir que cent cinquante grammes par jour pendant le rude hiver de 1917.

» Ce sont les citadins qui font tellement monter les prix, s'excusaient les paysans ; mais lorsque je leur répondis que je leur enverrais une mère de six enfants dont le père était au front chercher vingt-cinq kilos de pommes de terre à vingt-cinq centimes le kilo, et qui ne ferait pas, elle, monter le prix parce qu'elle n'aurait pas plus à donner, alors, ô alors, le paysan n'avait plus une pomme de terre à céder.

À la récolte des pommes de terre, le rebut que l'on jetait d'ordinaire aux pourceaux fut envoyé au Comité : c'était toujours bon assez pour les cochons de la ville ! Quand nos malheureuses femmes, toujours avec la crainte d'être surprises par la patrouille, errèrent d'une ferme à l'autre avec des marks en main, les enfants leur criaient avec mépris « les ventres vides de la ville » et les parents riaient sur le seuil de leur porte.

L'hiver de 1916 et l'année 1917 furent un temps des plus dures privations ; les gens couraient à Bonheyden et à Duffel, faire la file pour acheter un pain de seigle de trois livres pour dix francs, et alors il était souvent encore falsifié et pas mangeable, quand il n'avait pas été pris pendant le chemin et lorsque des mères revinrent à la maison, rompues de fatigue d'avoir marché quatre heures, elles se laissèrent tomber sur une chaise, en proie au désespoir et pleurant, n'ayant pas le courage de réveiller leurs petiots qui s'étaient endormis sur le bord de la table, pour les mettre au lit. Que n'imagina-t-on pas pour apaiser les estomacs affamés ? Combien n'a-t-on pas mangé de rutabagas, des pelures de pommes de terre, des déchets de légumes et même de l'herbe finement hachée et mélangée au reste ! Ce fut alors que beaucoup de pères de famille, excédés par la souffrance et le dépérissement des leurs, prirent contre

leur conscience la dure résolution d'aller travailler pour les Allemands.

Les gens riches ne le comprirent pas très bien : pour de l'argent, on pouvait encore se procurer toutes choses et on trouvait encore bien quelque connaissance complaisante : ils ne devinrent donc pas des squelettes.

Mais les pauvres ouvriers, l'employé, le petit propriétaire, le petit commerçant dont on avait pillé le magasin en 1914 et dont le revenu était tombé à zéro ou diminué de moitié à cause des prix décuplés et augmentés cinquante fois — pour un sac de froment, on demandait mille francs — ont senti corporellement quel monstre terrible était cette guerre de quatre années. Il y avait des boulangers qui vendirent du pain de son qui collait au couteau.

Un seul grain de froment dans la maison quand on opérait une perquisition, signifiait confiscation du moulin et une amende de cinquante marks. Une poignée d'orge ou d'avoine pour faire un succédané de café : puni d'amende. On pouvait se procurer du lait pour les malades d'après ordonnance du médecin mais il coûtait un franc le litre, parfois même 1 fr. 25.

Le premier conseil du médecin était inévitablement : du lait et des œufs, sinon pas de guérison.

Des œufs ? À un franc cinquante pièce, qui savait payer ce prix ? Un conseil pareil désespérait les gens de ne pas savoir à quoi s'en tenir.

Qui se rappelait donc encore du goût du beurre ? Il était à 36 francs le kilo, acheté en fraude évidemment, alors qu'on avait presque la certitude de se le voir confisquer et d'être puni d'amende. On recevait bien, à raison de 10 frs le kilo, soixante grammes de beurre par quinzaine à la « Centrale » mais cette quinzaine ne se prolongeait que trop souvent à l'infini. Où donc passait notre savoureux beurre de la Campine qui donnait de la force et de la souplesse aux muscles ? En Allemagne sans doute ou chez les « Barons Zeep » à Bruxelles qui se firent des fortunes énormes.

La graisse fut confisquée : le prix en monta jusque cinquante francs ; il y avait du lard mais dans les cuves des charcutiers seulement, et il fut vendu à raison de quarante-cinq francs le kilo. Mais lorsque, à la retraite des Huns, le danger de baisse des prix devint imminent, les vitrines des charcutiers se remplirent, comme par enchantement, de lard et de graisse qui furent vendus à moitié prix.

La viande ne manqua jamais, quoiqu'il n'y en eut jamais des masses ; mais sur cent têtes de bétail — me raconte quelqu'un qui était parfaitement au courant de l'affaire — que l'on abattait à Malines, nonante-cinq furent expédiées à Bruxelles, et de là, vers où ? Nous ne le savons pas, mais nous pouvons aisément le supposer. La misère était bien grande : les souliers se vendaient à 175 francs et on trafiquait aussi dans cet article. L'occupant réquisitionna les matelas ; il lui fallait la laine, et il fit savoir qu'on dormirait tout aussi bien sur du papier coupé.

On imagina cent tours pour cacher la laine. Puis ce fut la réquisition des cuivres, de l'étain et du bronze : des objets de ménage, des espagnolettes, des boutons de châssis, des garnitures de cheminées, des garnitures de piano, des boîtes à lettre, des pendules, des candélabres, des statuettes en bronze, des collections d'art, des souvenirs de famille, des services de table en étain, légués par les aïeux, des plats donnés jadis comme prix par les gildes, tout devait être remis, absolument tout, sans exception.

L'ennemi éventa les pavements de nos caves, les planchers des greniers, ils grimpèrent sur nos toits : ce qui était

découvert fut confisqué et le propriétaire reçut une amende. On vit des soldats jeter des lustres coûteux tout tordus par les fenêtres dans des chariots. Dans les brasseries, les cuves furent enlevées et les machines dans les fabriques.

À la Banque Nationale à Bruxelles, ils enlevèrent 10.000 kilos de cuivre : des rampes d'escalier, des plaquettes, etc. Des protestations contre les attentats à la propriété privée ne servirent à rien.

Nos bois furent honteusement pillés. Dans les jardins particuliers, on vint couper les noyers. À beaucoup d'endroits, les Allemands réquisitionnèrent les chiens dont ils avaient besoin pour les attelages de leurs mitrailleuses ou pour en employer les peaux. Depuis bien longtemps, ils avaient réquisitionné les juments et les étalons pour faire un monopole allemand du fameux élevage du cheval de trait belge. Les éleveurs de poulets durent livrer un nombre déterminé d'œufs par mois.

Les Allemands s'emparèrent des médicaments et des instruments chirurgicaux.

Au début de 1918, ce fut la menace de la réquisition des cloches. Dans les Flandres, on en avait déjà enlevé plusieurs.

Sauf dans plusieurs villages dans les Flandres, il ne fut pas réquisitionné de cloches. L'occupant céda finalement devant la protestation du Pape. Celles d'Ostende furent, plus tard, retrouvées à Ostende. Le carillon de Roulers avec d'autres cloches fut transporté en Allemagne ; dans beaucoup d'autres villages, les tours étaient vides.

Et toujours des réquisitions : des harnais, des bridons, des toiles de billard. En octobre 1917, tout le matériel d'une papeterie belge fut vendu à Düsseldorf. On enleva des presses, du papier et du plomb dans les imprimeries.

Dans les centres industriels, on détruisit, les haut-fourneaux afin de ruiner nos industries. On enleva les fils de clôtures dans nos prairies et nos champs. Et ces réquisitions étaient toujours accompagnées d'une pluie d'amendes.

La « Obstzentrale » (la centrale des fruits) mit la main sur les légumes et les fruits et la « Kartoffelzentrale » (la centrale des pommes de terre) sur les pommes de terre. Il y avait des services semblables pour les charbons, les huiles, l'orge ; et l'occupant exigea sa part de tout. Les tapis, les linoléums, tout devait être livré. Il y eut menace que la ration de pain aurait diminué ; heureusement, la Hollande fournit une grande quantité de froment.

En juin 1917, l'occupant avait porté la taxe de guerre à 60 millions par mois. Les conseils provinciaux devaient délibérer au sujet de cette affaire, mais ils ne se réunirent même pas. Tout comme les autres années, l'occupant annulerait quand même leurs décisions. Et en effet, le général von Falkenhausen le fit encore maintenant, quoiqu'il n'y eut pas eu de délibération et les gouverneurs des provinces n'avaient qu'à prendre soin que la taxe de guerre fût payée. La direction du consortium des Banques fut un jour mandée chez un certain Lümn, commissaire impérial des banques.

Elle reçut l'ordre d'aider au rassemblement de l'argent et si une banque refusait elle serait immédiatement mise sous séquestre.

Monsieur Lépreux, directeur de la Banque nationale, protesta en invoquant la Conférence de La Haye, qui défend la main-mise sur les biens des particuliers et le pillage.

Le comte Poei, commissaire allemand, qui assistait à la

séance, répondit que l'Allemagne ne pouvait pas s'occuper de cette convention puisque l'Entente s'efforçait de ruiner l'Allemagne. On aurait dû adresser ses réclamations à l'Angleterre et à la France. Et les banques durent céder, naturellement.

★ ★ ★

AMENDES

En voilà assez au sujet des réquisitions. On pourrait écrire un volume entier sur ce sujet.

La terreur se manifesta encore dans d'autres domaines comme par exemple par des amendes infligées aux communes. Pour en donner une idée, nous allons faire un inventaire des amendes infligées en Flandre par la 4^e armée. Il est bon qu'une liste en soit conservée.

En décembre 1914. — Swevegem: Dégâts aux communications téléphoniques, 4.000 marks; Gand: Dégâts aux communications téléphoniques, 100.000 marks; Destelbergen: Dégâts aux téléphones, 30.000 marks; Winkel Ste-Croix: Dégâts aux téléphones, 3.000 marks; Wachtebeke: id. 3.000 m.

En février 1915. — Grimbergen: Dégâts aux fils téléphoniques, 4.000 m.; Strijpen: Attentat, contre la voie ferrée. Coup de fusil. Soldat blessé, 10.000 m.; Cortemarck: Espionnage commis par l'habitant Alidor Van Damme, 5.000 m.

En mai 1915. — Destruction de fils téléphoniques et télégraphiques: Erembodegem, 500 m.; Moorsel, 4.000 m.; Baerdegem, 5.000 m.; Vracene, 4.000 m.; Zwynaerde, 10.000 m.

En juin 1915: Bachte-Maria-Laerne, Obstacles à la circulation des autos, 2.000 m.; Deynze, Manifestations francophiles, 4.000 m.; Petegem-lez-Deynze, id. 4.000 m.; Moen, Dégâts aux fils téléphoniques, 1.000 m.; Courtrai, Attentats contre chemins de fer, 20.000 m.; Melle, Dégâts aux fils téléphoniques. 20.000 m.; Schoonaerde, Attentats contre les voies ferrées, 500 m.; St-Gilles, Destruction d'une lanterne de signal, 5.000 m.; Erpe, Profanation de la tombe d'un soldat, 3.000 m.; Baesrode, Attentat contre voie ferrée, 5.000 m.

En juillet 1915: Non observation de l'ordre relatif à la mise à mort des pigeons: Wetteren, 500 m.; Kerkxken, 400 m.; Velsique-Bussegem, 400 m.; Zonnegem, 500 m.; Gyselbrechtegem, Affichage d'insultes à l'armée allemande, 2.000 m.

En août 1915: Harlebeke, pigeons trouvés vivants, 500 m.; Oost-Roosebeke, n'a pas mentionné l'arrivée d'un pigeon étranger, 500 m.; Ninove, Attentats contre chemins de fer, 2.000 m.; Denderleeuw, mêmes motifs, 1.000 m.

En septembre 1915: Audenhove-St-Géry, non observation de l'arrêté sur les pigeons, 250 m.; Lede (Alost), attentat contre un train, 10.000 m.; Rotselaere, non observation de l'arrêté sur les pigeons, 500 m.

En octobre 1915: Non observation de l'arrêté sur les pigeons: Etichove, 5.000 m.; Lokeren, 5.000 m.; Lokeren, 1.000 m.; Meire, destruction de fils téléphoniques, 5.000 m.

En novembre et décembre 1915: Meire, attentat contre circulation des trains, 5.000 m.; Non observation de l'arrêté relatif aux pigeons; Alost, 3.000 m.; Pitthem, 1.000 m.; Zeveneecken, 1.000 m.; Sottegem, 2.000 m.; Wetteren, 2.000 m.

En janvier et février 1916: Waesmunster, attentat contre aiguillage de voie ferrée, 3.000 m.; Kieldrecht, non pré-

sentation d'un cheval au contrôle, 1.000 m.; Non observation de l'arrêté sur les pigeons: Nederhasselt, 1.000 m.; Alost, 2.000 m.; Elene, 500 m.; Attentats, vol de fils téléphoniques: Laerne, 5.000 m.; Wetteren, 10.000 m.; Lovendegem, 2 fois 5.000 m.

En mars 1916: Attentats, vol de fils téléphoniques: Waesmunster, 3.000 m.; Gysegem, 1.500 m.; Vinderhout, 10.000 m..

En mai, juin et août 1916: Ingoygem, non observation de l'arrêté sur les pigeons, 3.000 m.; Alost, vol de fils télégraphiques, 10.000 m.; Cruyshautem, tapage arrogant, lors du contrôle des jeunes gens aptes au service militaire, 10.000 m.; St-Denis-Westrem, non exécution de l'arrêté du 15-10-15 sur la dénonciation de militaires ennemis cachés dans la commune, 10.000 m.; Baelegem, attentat contre la voie ferrée, 10.000 m.

Pendant les 3 derniers mois de 1916: Gysegem, des fils de bronze de la ligne téléphonique ont été coupés, 2.000 m.; Oudegem-lez-Alost, même motif, 2.000 m.; Lokeren, manifestation anti-allemande contre des Belges qui avaient accepté de travailler en Allemagne, 10.000 m.; Laerne, vol de fils téléphoniques, 10.000 m.; Munchzwalm, des fraudeurs ont assommé un caporal en patrouille et l'ont maltraité, 10.000 m.; Aalter, un soldat allemand a été blessé par des armes à feu, 50.000 m.; Wynghene, des habitants ont été trouvés porteurs d'armes. Il a été donné aide à un malfauteur poursuivi, 50.000 m. Kieldrecht, un grand nombre d'habitants, en âge de service militaire de ces communes se sont réfugiés en Hollande, 7.000 m.; De Klinge, mêmes motifs, 3.000 m.; Doel, mêmes motifs, 5.000 m.; Erembodegem, le 16 avril 1916, le soldat Fuch fut tué sur le territoire de cette commune. Les habitants ont caché la vérité, 50.000 m.

En janvier 1917: Wachtebeke, découverte de 28 pigeons-voyageurs, 10.000 m.

Février 1917: Gand, de faux bruits ont circulé sur le jet de bombes dans la nuit du 2-3 janvier 1917. On a accusé à tort un Zeppelin et sali les affiches relatives à ces faits, 100.000 m. et encore 100.000 m. pour le bourgmestre qui n'avait pas pris les précautions nécessaires pour interdire la propagation de ces faux bruits; Iddergem, les habitants se sont soustraits au contrôle. La commune a pris une attitude de résistance passive à l'occasion de la désignation de travailleurs civils, 20.000 m.; Destelbergen, l'arrêté relatif à la déclaration de militaires ennemis du 15-10-15 n'a pas été respecté, 10.000 m.

Mars 1917: Oost-Roosebeke, les travailleurs civils de la commune n'ont pas répondu à l'appel. Les soldats allemands ont été conspués, 1.000 m.; Aalbeke, infractions aux ordonnances défendant la détention de pigeons, 1.000 m.

Avril et mai 1917: Letterhautem, destruction d'un poteau télégraphique et vol de fils de cuivre, 5.000 m.; Herseaux, la circulation, y a été entravée par un fil téléphonique tendu à travers la route, 15.000 m.; Alost, découverte d'armes et de munitions. 15.000 m.; Herseeuw, tension d'un fil téléphonique à travers de la route, 15.000 m.

Juin, juillet, août 1917: Dottignies, des habitants ont été trouvés en possession de pigeons, 2.000 m.; Lebbeke, les habitants de la commune ont fait preuve d'un grand relâchement dans l'observation des ordonnances, notamment en ce qui concerne les réquisitions des travailleurs et le contrôle des «Meldeamdt», 10.000 m.; Destelbergen, la commune n'a pas déclaré la présence de militaires cachés,

10.000 marks.

En septembre 1917: Leeuwerger, un soldat allemand, en patrouille, a été attaqué et frappé sur le territoire de ces communes, la nuit du 29 au 30 mai 1917. Les coupables n'ont pu être découverts, 25.000 m.; Grootenberg, mêmes motifs, 15.000 m. et Elene, mêmes motifs, 10.000 m.

Novembre et décembre 1917: Meldert, l'eau de la machine à battre les grains a été lâchée, intentionnellement, 5.000 m.; Selzaete, l'arrêté allemand sur la dénonciation des soldats ennemis cachés n'a pas été observée, 5.000 m.

En février, mars et avril 1918: Zeveneecken, des harnais de chevaux ont été volés, des pneus de vélos ont été crevés, 3.000 m.; Segelsem, des déraillements du chemin de fer vicinal ont été occasionnés volontairement; des pierres, etc. ont été déposées sur les voies, 3.000 m.; Renaix, des pigeons ont été trouvés dans la maison de Wispelaere Franz, 3.000 marks.

En avril 1918: Overboelaere, les signaux des voies ferrées ont été rendus inutilisables. Les auteurs sont des jeunes gens, instigués, sans aucun doute, par des plus âgés, 12.000 m.; Nederboelaere, mêmes motifs, 6.000 m.

En juin et juillet 1918: Saffelaere, un employé de la police secrète y a été blessé par un coup de feu, 10.000 m.; Meire, dégâts aux lignes téléphoniques, 5.000 m.; Lokeren, (rue de la Croix), des coups de feu ont été tirés sur un agent de la police militaire, 10.000 m.; Moerzeke, la population a manifesté des sentiments hostiles à l'occasion de l'arrestation d'un civil arbeiter, 15.000 m.; Gand, dégâts occasionnés aux voies ferrées sur le territoire de la ville de Gand et de la commune de Ledeborg, 10.000 m.

En septembre et octobre 1918: Calcken, assistance a été prêtée à des prisonniers français fugitifs, 20.000 m.; Strypen, la circulation par voie ferrée a été mis en danger, 5.000 m. Exaerde, aide a été portée à des prisonniers français fugitifs, 3.000 m. Cette liste est incomplète, car de nombreuses amendes ne furent pas achevées dans les communes limitrophes du front.

De plus, beaucoup d'amendes furent infligées aux communes pour ne pas avoir dénoncé des civils déportés qui s'étaient enfuis. D'après les ordres, on devait payer mille francs par personne qui s'enfuyait de son travail. Si on le remettait entre les mains de l'autorité, la somme était remboursée. La ville de Gand eut à payer 53.000 francs de ce chef.

Et puis on infligea bon nombre d'amendes aux particuliers! Les occasions de punir étaient légion. En voici un exemple: Au début de juin 1917, Monsieur 't Kint, député de Bruxelles et bourgmestre de Wolverthem, fut mandé chez le commandant du district qui lui dit:

— «Les réfugiés arriveront ces jours-ci dans votre commune. Je désire que vos paysans les reçoivent bien. Qu'on leur fasse bon accueil. Ce sont des Français du Nord de la France.

— Je vous promets qu'on les recevra bien.

— Prenez d'urgence toutes les dispositions nécessaires. Avertissez la population afin que rien ne laisse à désirer.

— Elle sera avertie, dit M. 't Kint, et d'une manière qui ne laissera rien à désirer. À cet égard, vous pouvez compter sur moi.

Monsieur 't Kint fit placarder une affiche qu'il avait lui-même rédigée. Il annonçait l'arrivée des émigrés et ajoutait qu'il considérerait comme son devoir de rappeler à ses concitoyens que leur patrie donnait l'hospitalité à notre

Roi et à notre gouvernement et que l'armée française se battait aux côtés de la nôtre.

Le bourgmestre fut appelé à la kommandantur.

— Que signifie cette affiche? lui demande-t-on là.

— Je l'ai fait placarder sur ordre du Kreischef de Brüssel-Land.

— Elle n'a pas été soumise à la censure.

— On n'a pas eu le temps de la lui communiquer, le Kreischef ayant exprimé le désir que j'avertisse immédiatement la population de l'arrivée de réfugiés. Or, vous savez qu'une affiche envoyée à la censure n'en revient qu'après quinze jours. C'eût été trop tard.

— Pourquoi parlez-vous dans cette affiche de la France, des Alliés, du Roi?

— Afin que les réfugiés annoncés soient bien accueillis dans ma commune. Le Kreischef m'a dit: «Gare à vous s'ils ont à se plaindre, vous en serez responsable.». Pour qu'ils n'aient pas à se plaindre, je me sers de tous les termes capables d'émouvoir la population.

— Mais ces réfugiés ne sont pas des Français!

— S'il y a erreur sur ce point, le Kreischef en est seul responsable: il m'a sommé de veiller à ce qu'ils soient bien reçus: je ne pouvais employer de meilleurs moyens pour préparer le bon accueil qu'il exigeait.»

À ce moment, la kommandantur entre en communication téléphonique avec le Kreischef et transmet à ce dignitaire de l'Empire un vocabulaire d'invectives aux sonorités telles que les murs en sont ébranlés.

't Kint dut payer deux mille marks d'amende. (1) Combien d'exemples de ce genre ne pourrions nous pas citer ici, et le total des amendes monterait à une somme rondelette. La prison ou l'amende, c'était la mesure continuelle pour un tas de choses.

Les Allemands ont cru asservir le peuple belge par la prison, la déportation ou des amendes.

Les prisons étaient bondées. Les civils allaient «au cachot», avec résignation et acceptaient laconiquement la peine. Celle qui reçoit clandestinement une lettre de son mari (au front) est punie de deux jours de prison.

«Mais qui donc ne veut pas être privée pendant deux jours de la liberté pour avoir le plaisir de recevoir une lettre du père? On a ainsi bien le temps de bien songer à la lettre et de rendre compte combien les absents nous sont chers et quelle journée heureuse sera celle de la délivrance et du retour» entendions-nous dire par une femme de la région des étapes.

Celui qui perd son passeport est puni d'amende ou d'emprisonnement! Celui qui regarde trop bien un soldat et qui «en dit quelque chose de malsonnant... reçoit une amende ou va en prison. Celui qui court trop tard à la rue; celui qui regarde les soldats à l'exercice, celui que «fraude» quelque denrée, celui qui héberge un membre de sa famille sans en avertir la kommandantur, etc., etc... puni d'amende ou d'emprisonnement.

Voici un petit spectacle qui se passa dans un des bureaux allemands à la place d'armes à Gand. Des femmes et des hommes comparaissent devant le commandant.

«Vous avez perdu votre passeport?»

«Oui.»

«Vingt-cinq marks d'amende.» «Vous les payez?»

«Non.»

«Une semaine d'emprisonnement alors.»

« Bon. »

« Vous avez un permis de pêche. Mais vous devez rester à 100 mètres des ponts. Vous vous trouviez à 60 mètres d'un pont. Dix marks d'amende. Vous les payez ? »

« Non. »

« Trois jours de prison alors. »

« Bon. »

Ainsi les affaires étaient rapidement bâclées.

Escortés de gendarmes militaires, les délinquants sont conduits au palais de justice.

Pendant le trajet, ils saluent gaiement une connaissance ou un voisin. Au palais de justice, on les embarque dans le « panier à salade ». Un landsturm se met près du conducteur et un autre derrière sur le marche-pied. Dix-huit hommes et quatre femmes sont enfermés. Puis, en avant...

Mais, tout à coup, à l'intérieur on se met à chanter en jargon germano-flamand.

« En als de Krieg gedaan is

Gehen wir nach Mutter zu. » (2)

Et puis encore « En rijden is plezant » (3). La charrette en tremble. « Halt ». Le landsturm furieux ouvre la porte et jure « Silence ». On se tait... La charrette continue... puis on recommence à chanter. Et l'on chante jusqu'à ce qu'on arrive à la prison. « La nouvelle promenade » ou le « Château » comme on disait alors. L'officier prussien qui dit toujours « Ordnung muz sein » aurait à secouer plus d'une fois la tête s'il avait à dresser des Belges récalcitrants. Pensez-donc, se rendre en prison en chantant et puis oser affirmer qu'un bon Belge doit avoir au moins une fois été jeté en prison par les Allemands, et que cela constitue « un honneur national ».

(1) D'après « Cinquante mois d'occupation Allemande ».

(2) Et quand la guerre sera finie - Nous retournerons chez maman.

(3) Qu'il fait amusant de rouler.

★ ★ ★

RÉPERCUSSIONS DU CONGO EN BELGIQUE

Les opérations au Congo auraient aussi leur répercussion en Belgique occupée. En juin 1917, l'agence Wolf donna l'avis suivant :

« Lors de la prise de Tabora, dans l'Est africain, les troupes belges y ont trouvé un certain nombre de femmes et d'enfants allemands, ainsi que des Allemands dispensés du service militaire.

Au lieu de les faire rapatrier par la côte orientale, les autorités belges leur firent prendre la route du fleuve, leur imposant ainsi un voyage de plus de dix semaines effectué dans des conditions pénibles. Leur transport rapide dans la patrie ou tout au moins dans un pays neutre, était un devoir d'humanité qui s'imposait.

Malgré les demandes répétées du gouvernement allemand, le gouvernement belge n'a pas voulu se plier à son devoir ; au contraire, il a fait transporter les prisonniers, dont une partie avaient été débarqués en Angleterre, dans un camp d'internement en France.

Le gouvernement belge, menacé de l'arrestation d'une vingtaine de personnalités du monde colonial belge, n'ayant pas répondu dans le délai fixé aux réclamations de Berlin, le gouvernement allemand s'est vu dans la nécessité d'exécuter les représailles annoncées. »

Et en effet, le 29 juin quelques personnes en vue appartenant à des associations coloniales et au ministère des co-

lonies furent arrêtées à Bruxelles, entre autres Monsieur Lépreux, directeur de la Banque Nationale et président du conseil de direction de la Banque du Congo-belge ; le comte Hippolyte d'Ursel, le comte John d'Oultremont, ex-grand-maréchal de la Cour, le baron de Cuvelier, ex-secrétaire général de l'État indépendant du Congo, tous les deux administrateurs des chemins de fer des Grands-Lacs, puis des membres de l'« Union Coloniale », Monsieur Goffin, administrateur-directeur du chemin de fer belge du Congo, des hauts fonctionnaires du Ministère des Colonies.

Ils furent tous envoyés au camp d'Holzminden.

PROCÈS D'ESPIONS

En 1917, plusieurs procès d'espions eurent lieu. Ainsi, il y en eut un à Anvers, qui dura du 30 mai au 8 juin, dans la salle des séances du palais provincial. C'était l'affaire Pierard, remontant jusqu'au début de la guerre. M. Pierard, négociant en vins, avait l'autorisation de circuler en auto et il s'en servait pour recueillir des renseignements au profit des Alliés et transporter des lettres. À un certain moment, il se sentit menacé et avec son aide, Joseph Beels, il franchit la frontière. Beels revint plus tard en Belgique pour y organiser un service d'espionnage. Les services furent centralisée chez un cabaretier, Deridder.

M^{me} Pierard et sa servante, Thérèse Michaux, y apportaient les lettres avec les renseignements, qui devaient franchir la frontière. Une certaine dame Hasaerts, concierge dans deux maisons occupées par les Allemands et qui avait ainsi l'occasion d'y photographier ou de copier des télégrammes concernant des mouvements de troupes, collabora aussi à l'œuvre.

M. Tamenne, aidé par Louis Govers, le docteur Lemoine et M^{lle} Madeleine Mercier, espionna les transports par voie ferrée. De Bruxelles, on expédia les pièces à Saint-Nicolas et de là, par une infinité de moyens, dans des flèches creuses, des paniers, jusque dans les semelles des sabots des écoliers de la Clinge. Ces documents passaient en Hollande.

En octobre 1916, les Allemands arrêtaient un boulanger de Tamise, Théophile Maes, parce qu'on trouva des papiers dans son panier. Le prisonnier fut maltraité de toutes sortes de façon, il fut battu, flagellé, suspendu à une corde, mais refusa de parler. Un mois après, suivit l'arrestation du cabaretier Deridder, de Bruxelles. Thérèse Michaux entra justement dans le café et fut également appréhendée. Elle ne portait rien sur elle, put s'échapper et s'en fut avertir M^{me} Pierard. Pendant que la servante détruisait les pièces compromettantes, M^{me} Pierard courut avertir la famille Tamenne. M. Tamenne était en route pour aller chez Deridder, mais voyant que le café était fermé, il soupçonna une embuscade, courut à la maison et quitta celle-ci avec sa femme et sa fille.

D'autres arrestations suivirent : André Smeekens, agent d'assurances ; Arthur Van Poucke, électricien à Vilvorde, ses sœurs et son beau-père, puis M^{me} Pierard et Thérèse Michaux.

À Saint-Nicolas, on arrêta M. et M^{me} Raes : ceux-ci connaissaient la résidence de la famille Tamenne mais refusèrent de la faire connaître. Ils furent aussi maltraités et si cruellement que M^{me} Raes succomba dans sa cellule. Son mari, qui se trouvait dans la même prison n'en sut rien, et tout à coup on le conduisit devant le cercueil contenant le cadavre de son épouse.

Enfin, l'affaire comparut à la Cour.

L'auditeur militaire exigea 22 condamnations à mort. Il en obtint seize dont six furent exécutées le 14 juillet: on fusilla Théophile Maes, Camille De Buynder, Aimé Smee-kens, Jean Deriddcr, Joseph De Loose et Longe.

Une auto de la Croix-Rouge vint les prendre à la prison d'Anvers. Ils étaient ligottés; ils crièrent: «Vive le Roi! Vive la Belgique!». Ils tombèrent sous les balles au fort d'Edeghem. Les autres condamnés à mort Van Poucke, Mattens, Vincent, Camille et Florent Verschoren, Burgos, René Herremans, Ergot, Blauwaert, M^{me} Pierard et Smeekens virent leur peine commuée en celle de travaux forcés à perpétuité: ils furent amenés en Allemagne.

Thérèse Michaux ne fut condamnée qu'à neuf mois de prison. Lorsque M^{me} Pierard fut arrêtée, on trouva ses enfants abandonnés dans la maison. Des voisins en eurent pitié et les petits furent conduits dans un institut. M. Pierard travaillait dans un institut en France; il fut blessé par une explosion.

Joseph Cardon, un des condamnés, fut transféré de la prison de Reinbach dans l'enfer de Sedan, que nous connaissons d'après l'œuvre de l'avocat brugeois Schramme. Il y succomba déjà le mois d'après. De son convoi — 110 prisonniers —, on en enterra 56 pendant ce même mois.

★ ★ ★

Environ à la même époque, eut aussi lieu un procès d'espionnage à Charleroi.

M. Wasseiges, conseiller provincial, de Namur et M. Matholet, sous-chef de gare de la même ville et le lieutenant Ferrant, de l'armée belge, furent condamnés à mort. Les deux premiers obtinrent grâce. Le lieutenant Ferrant serait exécuté. Mais la veille de son exécution, celle-ci fut différée. Le nonce du pape avait télégraphié à Rome pour demander l'intercession du pape. Mais on n'accorda pas de grâce: le condamné fut exécuté plus tard.

Le 6 août, le conseil de guerre condamna à mort Owens, un Anglais, Choquet, un négociant et le cafetier Debaune.

Le 8 septembre, tombèrent sous les balles, au fort d'Edeghem Arthur Boel, maréchal des logis retraité de la gendarmerie d'Anvers et Edmond Mariën, agent de police en la même ville.

★ ★ ★

Depuis bien longtemps aussi fonctionnait encore une autre organisation, dont un prêtre, l'abbé Moons et M^{lle} Ballegeer, fille du commissaire de Contich, étaient l'âme. M^{lle} Ballegeer commença ses opérations déjà en 1915. Dans une conférence à Louvain, le D^r Van den Dries raconte à son sujet:

«En ce temps, elle aida des centaines de Belges, et de Français aussi, à passer la frontière, pour aller servir la Patrie. Déjà alors, elle se procura d'excellents renseignements concernant les mouvements de troupes allemandes dans notre pays et parvint, à l'aide de nombreux porteurs et fraudeurs, à faire parvenir bon nombre de rapports qui furent d'une très grande utilité pour nos Alliés. Ces rapports arrivaient en Hollande. Que de fois ne lui est-il pas arrivé que, pleine d'angoisse à l'idée qu'elle était suivie, de venir frapper à notre porte et de nous passer en toute hâte les papiers compromettants qui auraient certainement causé sa mort si jamais ils tombaient dans les mains des Allemands. Cette jeune fille n'a certes pas vécu une heure tranquille pendant toute la durée de l'occupation.

Dans le courant des deux premières années de la guerre, elle avait retrouvé un ancien ami, le révérend abbé Moons, aussi une âme héroïque vouée à Dieu et à la Justice, travaillant aussi au service de la Patrie. Nous pouvons citer par centaines les noms de jeunes gens qu'il fit passer en Hollande. Et combien de ces jeunes compatriotes sont allés succomber pour nous, là-bas à l'Yser et se rangent maintenant comme une garde d'honneur du Ciel, autour du pasteur qui leur ouvrit la route de la Gloire et du Bonheur. Nous lui consacrons un respectueux et reconnaissant souvenir.

Moons fut soupçonné; même des hommes infâmes eurent le courage de se laisser acheter et ils dénoncèrent le héros. On l'accusa d'avoir incité des jeunes gens à remplir leur devoir sacré: on prétendit, chez les Allemands, qu'il détenait des pièces très intéressantes qui devaient être remises aux Anglais. Et c'était bien vrai. Un heureux hasard voulut qu'il était en route pour le persbytere lorsque les Allemands encerclèrent la maison. Un ami put l'avertir du danger, pendant qu'il s'approchait à bicyclette. Il devait partir, il devait fuir le danger de mort, car il était déjà décidé de son sort. Il ne pouvait revenir sur ses pas sinon les sentinelles allemandes qui l'avaient aperçu l'auraient reconnu. Il s'approcha donc des Boches en souriant, et poliment il leur demanda le chemin pour Malines, quoiqu'il connût très bien celui-ci. Inconscients, les Boches lui donnèrent le renseignement. Il était provisoirement sauvé et vint chercher un abri chez M. Ballegeer, commissaire de Contich. L'abbé Moons fut pendant plus d'une année le compagnon et l'hôte vénéré de la famille Ballegeer. Rendons ici hommage à l'hôte courageux. Il courait de grands dangers, les faits allaient le prouver bientôt.

Le révérend père Schmidt, l'ami vénéré du peuple à Louvain, avait procuré à l'abbé Moons une carte d'Arendonck, un petit village touchant les fils électrisés et d'où il pourrait à un moment donné passer la frontière. Le commissaire Ballegeer lui avait procuré de faux passeports. Ces faits furent, sinon découverts, du moins dénoncés. Une enquête fut faite à Contich et au matin du 27 septembre 1916, à 7 heures, les Allemands apparurent comme des spectres indésirables dans la maison de Ballegeer. L'abbé Moons était levé, il avait reconnu la voix des Boches, descendit vivement les escaliers et s'enfuit dans un endroit préparé dans le parloir de la maison. Là, lui, l'ex-mécanicien du séminaire, qui était habile comme un mécanicien expérimenté avait préparé une trappe dans le coin de l'appartement. Par là, il s'échapperait en cas d'urgent besoin aux mains des persécuteurs, par là il sauverait ainsi sa vie en descendant dans une cave qu'il avait creusée lui-même. Les pas s'approchèrent, il saisit la trappe, mais le ressort ne fonctionna pas et la trappe ne voulut pas s'ouvrir. Il s'arracha les ongles, mais en vain, sur la machine maudite! Il se cacha derrière un fauteuil, et le cœur battant, la sueur au front, il assista au long interrogatoire du commissaire. Les Boches ne l'avaient pas vu et tinrent pendant 45 minutes le commissaire effrayé sur la sellette. Entre-temps, d'autres Allemands étaient montés à l'étage et allèrent chercher dans sa chambre M^{lle} Ballegeer qui dormait encore. Par un heureux hasard, la veille cette chambre avait servi de chambre à coucher, et pendant que M^{lle} Ballegeer s'habillait et que les Boches s'étaient retirés par convenance et la laissèrent seule pendant, quelques instants, la vaillante fille parvint à cacher les pièces compromettantes de l'abbé Moons. Ils étaient sauvés, mais M^{lle} Ballegeer fut gardée en prison pendant deux mois et quatre jours et M. Ballegeer

fut condamné à une année d'emprisonnement.

Lorsque M^{lle} Ballegeer fut de nouveau libre, elle collabora encore avec l'abbé Moons, et M. Van Bergen, consul à Sanghaï, fils d'un banquier bruxellois. Ils organiseront le service M. 82, attaché au «Military Intelligence Service». Une centaine d'agents étaient dispersés par toute la Belgique aux fins de recueillir le plus de renseignements possible concernant les transports de troupes et de munitions. Le secteur Van Bergen touchait à la Hollande et s'étendait par Anvers, Bruxelles, Braine-le-Comte jusqu'au front. Toutes les bifurcations du réseau ferré étaient occupées par des postes fixes dont la tâche consistait à faire parvenir un rapport au sujet des trains, des mouvements de troupes, des transports de munitions et d'armes au bureau central à Bruxelles.

Après 14 jours, nos agents étaient tellement bien au courant du métier qu'ils parvinrent à donner des renseignements très précis concernant le nombre de trains, le contenu des wagons, le numéro et la force des régiments ennemis. Tous les rapports furent concentrés par Van Bergen, qui rédigea des rapports collectifs que nos courriers allèrent déposer dans une boîte aux lettres à Anvers.

Cette boîte aux lettres se trouvait chez M. Jespers, plaine Saint-Paul, à Anvers. D'autres postes se déplaçaient pour recueillir les renseignements nécessaires demandés par les alliés. Deux ou trois fois par semaine, des courriers venaient chercher, de la frontière, les rapports secrets dans la boîte aux lettres et les passaient en fraude, le plus souvent roulés dans des cigarettes, avec d'autres marchandises.

Ainsi les choses se passèrent très bien tout un temps et l'instruction était si exemplaire que plus d'une offensive locale allemande avorta dès le début et se brisa contre des positions fortifiées à l'avance. Cette «trahison», d'après l'opinion des Allemands, n'était pas restée secrète pour l'ennemi, et eut l'heur de rendre les Boches furieux et de leur faire afficher des menaces de mort.

La direction était établie chez M. Goossens, chaussée de Louvain. En juillet, ainsi continua M. Van den Dries, Van Bergen se réfugia chez moi. Les Allemands étaient sur les traces des chefs, il y eut bientôt des arrestations. M. Van den Dries apprit que Jespers et d'autres avaient été faits prisonniers. Il se rendit à Bruxelles pour aller avertir les autres. Trop tard. Qu'était-il arrivé?

Van Bergen, Marg. Ballegeer et Moons, Wattiez, Frère Denis, le greffier Rycks et Joseph Wouters, ex-agent du service de sûreté, se réunirent à Bruxelles pour s'entretenir de la situation.

Et Monsieur Van den Dries, raconte encore :

«Wouters, qu'on regardait comme un agent dévoué et zélé, fut désigné comme contrôleur pour Anvers. On lui fit connaître tous les fils de la conspiration et on lui communiqua l'adresse des principaux agents. Il prit congé de son supérieur, lui souhaita bonne chance pendant son voyage périlleux et deux pas plus loin, il entra à la kommandantur où il révéla tous les secrets. Il était l'espion, il était le lâche et le traître qui vendit le sang de ses frères pour 50.000 marks. Cet homme porte sur sa conscience 23 condamnations à mort et 6 exécutions capitales ; 11 malheureux orphelins appellent la vengeance sur lui pour la mort de leur père.

Cet homme, ce monstre que je dénonçai moi-même au procureur du roi, eut le cynisme infernal d'accuser ouvertement ses victimes pendant le procès.

Il quitta la Belgique avec les Allemands, séjourna

quelque temps en Hollande et semble de nouveau avoir trouvé un abri en Allemagne non occupée, où il doit cependant être considéré comme un monstre par le plus vil des Allemands.

Ce qui se passe à l'audience ne se dira jamais dans un récit. Ce fut une vraie torture de martyrs ! Torture physique et morale de tous les jours durant des mois entiers, dans des prisons secrètes, offenses effrontées de faibles femmes, des coups nombreux donnés à des hommes désarmés, ligotés et dépéris, manque d'air, de lumière, de chaleur, de nourriture, des tortures jusqu'à l'évanouissement, menaces à des pères et des mères concernant le sort de leurs enfants, générosité feinte pour tirer des aveux, appels hypocrites et raffinés aux sentiments d'honneur et au courage, excitation au vil égoïsme et à la lâcheté, essais de semer la discorde entre les frères d'armes incarcérés.

L'abbé Moons, lui, l'homme solide, était réduit, à cause des souffrances atroces, pendant une captivité de plusieurs mois, à une véritable maigre ruine humaine.

Van Bergen n'était plus qu'un squelette vivant ; Marg. Ballegeer eut à subir 52 interrogatoires, jusqu'à ce que l'interrogateur fatigué doive céder sa place à un collègue nouveau-venu. Elle ne courba pas le front devant ses juges de la fameuse *kultur* et défendit vaillamment ses frères dans la détresse. Moi-même je lui dois beaucoup.

Une plainte, ou plutôt un aveu d'un compagnon malheureux succombant, qui m'indiqua comme étant l'homme à la barbe noire, eut pour conséquence une confrontation de Van Bergen, Marguerite et deux prisonniers, qui avouèrent que le mot d'ordre pouvait seulement être communiqué par les deux chefs. Comme une vraie fille d'Ève, l'intelligente jeune fille parvint à cacher la vérité à l'esprit clairvoyant allemand et à dépister le juge à mon sujet. Van Bergen, qui avait refusé jusqu'à la fin de parler, ne sut plus résister aux cris de détresse de ses compagnons accusés et pour leur éviter de plus lourdes accusations, il reconnut enfin le grand rôle qu'il avait joué et essaya de faire tomber sur ses épaules tous les mécomptes.

À Mademoiselle Rosalie Balthazar qui me transmet de Bruxelles les commissions expresses de Van Bergen et qui garda fidèlement ce secret, je dis ma chaleureuse reconnaissance.

Dans la lettre de l'abbé Moons, mademoiselle Balthazar est désignée comme étant la condamnée dont le sort, même après l'exécution du 16 mars 1918, resta indécis pendant de longues semaines.

D'après le témoignage de Moons, elle supporta la torture de cette attente avec un courage surprenant. Moons avait juré de ne pas parler et resta muet jusqu'à la triste fin, malgré toutes les tortures.

Vingt-trois valeureux Belges furent condamnés à mort parmi lesquels, le frère Denis de l'École St-Luc, Marguerite Ballegeer, Jespers, Wattiez, Le Roy et Naulaerts d'Anvers, Moons et Van Bergen.

Les dix derniers furent exécutés au fort d'Edeghem le 16 mars 1918. Jusqu'à la fin, Marguerite ignore son sort. Elle prit part au dernier repas commun des mourants, se confessa et communia avec les braves et resta avec eux dans la cellule pendant leurs derniers moments. Un des martyrs, dans l'espoir de sauver sa femme et ses enfants, se fiant à la promesse que la vie de ses compagnons serait sauve, avait fait de sérieux aveux. Avant de comparaître devant Dieu, il implora son pardon de ses frères. En pleurant, ils lui ouvrirent les bras et l'embrassèrent comme un frère bien-

aimé.

Le père Van Bergen, un vieillard de 83 ans, put dire un dernier adieu à son fils et quitta la cellule réconforté et consolé.

« Père », lui dit Henri, « je meurs pour ma Patrie », sois fier de ton fils et dis lui au revoir. Toi, qui m'aimes si tendrement, tu me retrouveras ici haut pour toute l'éternité.

Dans la prison, l'abbé Moons écrivit une lettre touchante. Nous y lisons entre autres :

« Je voudrais vous écrire vingt lettres à la fois pour annoncer à mes amis, à tous les grands patriotes d'ici et d'au-delà, que j'ai l'honneur d'être définitivement condamné à mort avec cinq de mes chers amis.

« Oh ! certes, le premier moment a été pénible, mais après la nuit réconfortante que nous venons de passer, tous les six nous sommes bien heureux de tomber martyrs pour notre dévouement à la Patrie bien-aimée, qui, elle, ne meurt pas.

« Notre agonie a donc duré plus de 3 semaines, et quelle agonie pour certains condamnés. Il en est qui sont fondus, ils sont devenus méconnaissables depuis la dernière fois que je les ai vus, au jugement du 21 février.

« C'est hier vers 4 heures que l'on nous a donné connaissance, aux uns de la commutation, aux autres de la confirmation de la peine capitale ; soulagement immense pour les premiers, serrement du cœur inexprimable pour les derniers, mais de quelques instants seulement, car l'idée patriotique nous a toujours soutenus pendant le long calvaire de ces derniers mois.

« Sont condamnés sans appel cette fois : M. Henri Van Bergen, enfant unique qui n'a plus que son vieux père de 83 ans ; M. Arthur Wattiez, de Braine le Comte ; Jespers ; Leroy et Naelaerts d'Anvers, tous les quatre pères de famille et à la fleur de l'âge entre 30 et 45 ans, et enfin moi-même. On a donc pris les quatre membres de la direction de service et deux chefs de poste. Il y a encore une dame qui est en suspens et qui attend le jugement avec un courage admirable. Les familles des prévenus ont été averties et nous attendent au parloir. Quelle scène déchirante ! D'une part des mères avec leurs enfants, d'autre part des époux, des pères condamnés à mort. Oh, de quelles émotions profondes on se sent étreint quand on fait revivre en son esprit ces spectacles inoubliables.

« Nous avons demandé que l'un des graciés qui nous intéressait plus spécialement pût venir nous voir, ce qui nous a été accordé. C'est une vraie consolation pour nous, mais quelles souffrances pour lui. Comme on sentait qu'à ce moment, il eût préféré être des nôtres. Pendant des heures, il a été le témoin attristé et compatissant des sanglots et des gémissements des mères et des enfants auxquels répondaient des encouragements, des caresses et des sourires des pères admirables. Il a mêlé ses larmes à celles des mères et des enfants et ses encouragements à ceux des pères.

« Sur notre demande, le hauptmann de la prison nous a autorisés à recevoir pour la circonstance un souper de l'extérieur. Le propriétaire du « Grand Hôtel » nous a envoyé gratuitement un copieux repas ; ce fut pour nous un témoignage de sympathie auquel nous avons été bien sensibles. Nous sentions à travers les froides et implacables murailles de la prison, la Patrie frissonner d'émotion dans ses fils anversois à la nouvelle du sort qui nous était réservé et cela nous emplît de courage et de fierté pour consommer le sacrifice suprême. »

Et il décrit aussi la fin :

« Nous sommes à l'action de grâces, on nous y laisse assez longtemps. Que de sanglots arrivent à mes oreilles. Nos parents et amis ne savent plus contenir leurs larmes. Dans quelques instants, il nous faudra subir les derniers assauts des affections et des attaches terrestres. Oh Dieu, soutenez-nous, soutenez ceux qui restent après nous. Mes cinq compagnons paraissent pleins de courage. Quelle pitié... Oh ! Comme l'on communie bien lorsqu'on sait que c'est pour la dernière fois.

« C'est fini... On vient nous inviter à sortir.

« On nous offre un peu de nourriture. Bien peu en prennent.

« Deux autos attendent... Les pleurs et les gémissements redoublent.

« On prie les dames de se retirer... Il faut les arracher de force... Quelles étreintes... quels cris... quelles lamentations... Plusieurs d'entre nous ont déjà passé le chapelet au cou.

« Adieu, chers amis, bien aimés compatriotes... Adieu. »

Avant de mourir, le révérend abbé Moons dit encore une messe pour ses compagnons.

Puis l'auto emporta les victimes de la terreur allemande au fort.

Ce fut le 16 mars 1918...

Le jour se levait à peine. Près du fort 5, près de Wilryck, se trouvèrent quelques civils. Parmi eux se trouvait le commissaire de police de Contich, M. Ballegeer. Lui aussi avait été jeté en prison par les Allemands et sa fille Marguerite se trouvait toujours en prison. Une auto était entrée dans le fort. Les civils émus attendirent. Le commissaire de police avait demandé de pouvoir entrer : on lui avait refusé cette permission. Et ce n'était cependant pas la curiosité qui l'avait poussé. Et les gens écoutèrent, dans ce matin calme de ce jour naissant.

Le printemps se manifestait déjà : un réveil partout. Mais la mort planait en l'air.

Tout à coup, des détonations retendirent ! C'était consommé... Les Allemands venaient d'assassiner une fois de plus. Le révérend abbé Moons, messieurs Van Bergen, A. Wattiez, Jespers, Leroy et Naelaerts étaient tombés pour leur patrie.

M^{lle} Ballegeer fut enfermée dans la prison de Vilvorde. Quelques instants avant que son exécution n'ait lieu, il lui fut annoncé que, grâce à l'intervention du Pape, on lui accordait sa grâce.

Son verdict dit : « Détention perpétuelle ». Mais il y avait quand même l'espoir certain que la liberté arriverait un jour et cet espoir apporta un soulagement dans la sombre cellule de la citadelle de Vilvorde.

Le 13 décembre 1917, succomba au Tir National à Bruxelles, M. Sévigny, contrôleur des contributions à Maseyck. Il avait aidé des jeunes gens à passer la frontière et espionné la circulation des trains. Il fut arrêté avec d'autres personnes encore, entre autres, avec M. Maurissen, receveur des contributions et M^{me} Vanden Eynde, la femme d'un sous-officier : elle était venue en Belgique pour y organiser les services d'espionnage. Sa mère, sa sœur et son neveu furent également arrêtés.

Le procès eut lieu à la chambre des représentants. M. Sévigny eut, dans sa prison, comme compagnon un espion déguisé en prêtre qui sut inspirer confiance. Induit en erreur, il parla de sa vie et de ses œuvres et fut ainsi l'artisan de sa propre perte. Il fut condamné à mort. L'auditeur de-

manda la même peine pour Maurissen, qui fut condamné à la détention perpétuelle. M^{me} Van den Eynde fut condamnée à dix ans de travaux forcés.

La nuit avant sa mort, M. Sévigny écrivit la lettre suivante :

« Prison de Saint-Gilles, 12 décembre 1917.

» Monsieur l'Administrateur général,

» Au moment de quitter cette vie, je vous adresse un ultime adieu, en même temps que tous mes supérieurs administratifs, mes collègues et mes subordonnés.

» Je remercie mes supérieurs pour la bienveillante sollicitude qu'ils ont toujours témoignée à mon égard, les suppliant de reporter celui-ci sur ma pauvre femme et mes chers enfants.

» Je meurs sans bravade, mais sans crainte, pour ma Patrie.

» EMILE SÉVIGNY.

» Contrôleur des contributions de Maeseyck. »

M. Van de Vyvere, ministre des finances, communiqua officiellement la mort de M. Sévigny au personnel de son département au Havre. Il écrivit entre autres :

« L'héroïsme de cet ardent patriote, nouvelle victime de la cruauté allemande, nous remplit d'admiration et de respect. C'est un honneur pour l'administration d'avoir pu compter parmi ses membres un aussi noble caractère et elle tient à témoigner de la part très vive qu'elle prend à la douleur tragique de la famille du contrôleur Sévigny.

» Son souvenir restera vivant parmi nous. »

... ..

Pendant ce même mois, quelques civils furent aussi fusillés à Gand. Ce fut pendant une visite du Kaiser dans cette ville. L'agence Wolff communiqua officiellement cette visite : le Kaiser fut piloté par un archéologue allemand.

C'était bien un temps propice à cette sorte de visite de monuments. Il n'avait donc pas encore compris la leçon de ces monuments, c'est-à-dire, qu'ils sont les témoignages de l'amour de la liberté d'un peuple qui, une fois de plus, luttait pour son indépendance.

On prononça aussi des peines contre les collaborateurs qui furent condamnés à la prison.

★ ★ ★

JOURNAUX CLANDESTINS

Dans le même pays occupé, parurent des feuilles clandestines, telles que « De Vlaamsche Leeuw » (« Le Lion de Flandre ») et « La libre Belgique ». Ces feuilles défendues donnèrent aussi du fil à retordre à la police allemande.

En 1915, M. Victor Jourdain, fondateur et rédacteur en chef du « Patriote », eut l'envie de fonder une feuille clandestine. Il était âgé de 74 ans et avait besoin d'un aide plus jeune. Il exposa son plan à Eugène Van Doren, et au R. P. Paquet qui lui promirent leurs concours. M. Jourdain rédigea le premier numéro. On appela le journal « La Libre Belgique » (1). Des amis aidèrent à sa dispersion.

★ ★ ★

Le premier numéro avait paru le 1^{er} février 1915. Jourdain écrivit donc la copie, sur du papier très mince. Elle fut cachée, très finement enroulée dans le bouton de la canne de Van Doren. Un Italien l'imprima. Van Doren et sa femme mirent chaque numéro sous enveloppe. Celle-ci fut alors déposée dans la boîte aux lettres des sénateurs, des députés et de personnages en vue.

À l'apparition du numéro 3, il s'en fallut de très peu que l'affaire ne fût découverte. M. Van Doren venait à peine de déposer le manuscrit chez l'Italien Massardo que les Allemands y firent une perquisition. M^{me} Massardo jeta les papiers au feu. L'occupant recherchait donc les fondateurs et les rédacteurs du journal clandestin. Mais l'imprimeur refusa plus longtemps sa collaboration. Alors, un imprimeur d'Etterbeek, M. Allaer, accepta l'ouvrage. Le R. P. Dubar avait arrangé cette affaire et il promit aussi des fonds qui permettraient de faire paraître le journal en un plus grand nombre d'exemplaires. On reçut des abonnements qui payèrent une cotisation et on gagna un grand nombre de collaborateurs des deux sexes.

On dut limiter le nombre d'abonnements parce que l'imprimeur ne serait pas parvenu à en fournir assez, mais un exemplaire circulait parfois en cinquante mains.

Mais la kommandantur veillait et celui qui fut obligé de fuir le premier fut un des collaborateurs les plus méritants, l'abbé De Moor qui passa en Hollande, de là regagna l'armée.

Il se fit toute une organisation dont un groupe n'avait pas connaissance de l'autre. Le R. P. Dubar dirigeait le service des abonnements et Philippe Leroux celui des distributions gratuites.

Les Allemands avaient confié le service d'enquête à un certain Blumenthaus et à Nickel qui habitaient depuis un certain temps déjà à Bruxelles. Le dernier faisait du commerce aussi pendant l'occupation. Ils avaient leur bureau rue de Berlaimont et avaient à leur service un grand nombre d'aides, tant des Belges que des Allemands. Les frères Allaer imprimaient toujours le journal. Mais on dut de temps à autre changer de résidence. Et alors il fallait se procurer de nouveaux caractères, car les anciens pouvaient faire découvrir l'imprimeur.

Le R. P. Dubar causa de cette affaire à un ami qui était concierge dans une maison de l'avenue Verte, à Woluwé, et celui-ci céda volontiers un appartement où le nouveau matériel fut transféré et on rédigea le journal. On transporta les épreuves dans deux grandes boîtes chez les frères Allaer, où on imprima vivement le journal. Mais le R. P. Dubar était toujours préoccupé : si longtemps qu'on opérait chez Allaer on mettait ce père de famille en danger et il était préférable de posséder une presse dans un endroit secret. On trouva une petite presse boîteuse. Van Doren chercha un endroit approprié et cacha longtemps la presse dans sa fabrique de carton, rue Van der Stichelen. Puis il résolut d'y installer la presse. Dans une salle où s'était trouvé une ambulance, on construisit une cloison, on y cacha quelques vieux meubles et on fut ainsi prêt.

Mais la presse ne suffit pas et on acheta celle d'Allaer. Après bien de difficultés, on fut installé et la presse était placée dans un coin caché devant lequel on avait construit un mur. Un certain Plancade aida au travail. Pour arriver à la presse, il fallait d'abord monter au grenier en passant par une trappe, descendre au rez-de-chaussée. Il y faisait fort étroit pour aller d'un côté de la presse à l'autre : il fallait passer au-dessus. Mais les dangers ne sommeillaient pas. On dut très souvent déplacer le matériel.

Le numéro 30 donnait le portrait du gouverneur tenant en main un exemplaire du journal prohibé. En dessous se lisait : « Notre cher gouverneur, écœuré par la lecture des mensonges des journaux censurés, cherche la vérité dans la « Libre Belgique ».

Le peuple s'amusait de la feuille. Des farceurs attrapèrent

même les Allemands. Un beau matin, le chef de la police secrète reçut une lettre lui disant :

« Monsieur, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le directeur de la « Libre Belgique » est M. André Vésale, habitant place des Barricades à Bruxelles. »

Moins d'une demi-heure après, la police précitée était cernée par des troupes. Un officier, suivi d'une patrouille, entra dans la première maison venue.

— C'est bien ici que demeure M. Vésale ?

— Non, Monsieur.

— Alors, il habite quelque part ici sur la place... où cela ?

— Je ne sais, pas, Monsieur... Je n'ai jamais entendu ce nom.

— C'est bon.

On sonna à la seconde porte :

— C'est bien ici que demeure M. Vésale ?

— Non, Monsieur.

— Alors, il habite quelque part ici sur la place... où cela ?

— Je ne sais pas, Monsieur.

— C'est bon.

Les mêmes questions furent posées successivement à une troisième, à une quatrième, à une cinquième porte, mais ce fut chaque fois la même ignorance qui leur répondit. Déjà notre bonhomme se sentait pris d'inquiétude, lorsqu'ayant sonné une sixième fois, la servante, qui avait ouvert, se frappa le front :

— André Vésale?... Attendez donc... Oui, j'ai déjà entendu ce nom-là...

Les Allemands échangent à la dérobée un petit regard de satisfaction. Ils tiennent leur homme.

— Eh bien ?

Mais voilà que la servante est prise tout à coup d'un fou rire.

— André Vésale... vous chercher André Vésale... Mais il est là, devant vous, dans le petit jardin...

Du regard, l'officier suit le geste de la femme. Il y a en effet au milieu de la place une sorte de petit jardinet anglais, formant parterre au pied d'une statue. Que signifie ?

Mais la domestique peut à peine parler. Elle suffoque sous un rire convulsif. Et tandis que son bras reste tendu vers le monument :

— André... André Vésale, dit-elle... Mais c'est lui... là... vous ne le voyez pas... debout ?

Indécis, flairant une mystification, le chef s'approche de la grille qui défend la statue, et, la main en visière, sur les yeux, déchiffre à distance :

ANDREA VESALIO

Scientiae anatomiae parenti

Cependant conscient du ridicule qui l'écrasait, et ne sachant quelle attitude adopter, l'officier restait toujours dans sa pose première, la main sur les yeux...

Mais quelques soldats s'étant approchés pour voir ce que leur chef considérait avec tant d'attention, il se redressa brusquement et d'un rageur et guttural « Zuruck ! », les rejeta en arrière...

Puis il donna quelques commandements brefs. Les hommes reprirent leur rang.

Et, d'un pas — qui n'était pas celui de « parade » —, toute la bande se retira.

Dans son numéro suivant, la « Libre Belgique » écrivit

un article amusant à ce sujet. Mais la police continua ses recherches et trouva une piste. Les arrestations commencèrent au Collège Saint-Michel, boulevard Militaire, où on arrêta le recteur Devroye et les H. P. Dubar, Fallon. Puis on arrêta les imprimeurs Allaer, père et fils, puis après les distributeurs Van Werveke, Gheude, Dalle, Beyer, Plancade, Huytens qui livrait le papier et encore d'autres, au nombre de plus de cinquante ; Eugène Van Doren était parvenu à s'enfuir en franchissant le mur de son jardin en toute hâte ; il alla prévenir monsieur Jourdain, puis il alla chercher un abri chez son beau-frère Winterbeck. Les Allemands le suivirent jusque là et vinrent sonner à la porte. Par la lucarne, il monta sur le toit, grimpa par la corniche à travers le vent et la pluie sur une maison voisine et se cacha entre deux cheminées. De là, il vit les Allemands faire la lumière dans la maison de son beau-frère et venir même jeter un coup d'œil sur le toit. Le fugitif les entendit parler. Ce fut un moment angoissant. Pendant toute la nuit, Van Doren resta à son poste élevé dans la pluie et le froid ; le matin, il rentra chez son beau-frère, y changea d'habits et se sauva. Il se cacha chez un ami. Les Allemands appréhendèrent sa femme et la gardèrent pendant trois mois en prison. Ils fouillèrent l'Institut Saint-Louis et firent défiler tous les ecclésiastiques pour voir, avec l'aide d'une photo, si aucun des prêtres ne ressemblait à Van Doren. Celui-ci se trouvait dans le voisinage et se cacha pendant deux heures et demie.

Le procès eut lieu à Charleroi. Le R.P. Dubar reçut 12 ans de travaux forcés, René Puillot, 4 ans, le père et le fils Allaer chacun 2 1/2 ans, Plancade, 2 1/2 ans, et les autres de 2 à 9 mois. Quelques mois après, Plancade mourut de privation dans une prison allemande.

Pourquoi le procès se fit-il à Charleroi ? Ce fut la police de Charleroi qui découvrit l'affaire, grâce à un certain Kiesenbrock, un agent habile.

La police découvrit chez un habitant de Charleroi une valise contenant des exemplaires de la « Libre Belgique » et parvint à trouver qu'ils avaient été expédiés de Bruxelles par une institutrice qui les avait reçus d'une élève, Made-moiselle Demarlière.

Ainsi on découvrit le fil de l'affaire.

La « Libre Belgique » continua quand même à paraître grâce à l'activité de Monsieur Gustave Snoeck, directeur de la Banque « Crédit Anversois » à Anvers, qui fit imprimer bon nombre d'exemplaires et en assura la distribution à Anvers et à Liège ; Messieurs Delehay et Jourdain continuèrent à donner leur appui. Dans la galerie de la Reine se trouvait la librairie de Madame Massardo, qui distribuait aussi la « Libre Belgique ».

Cette dame habitait ailleurs et tous les matins elle venait, avec sa fille, tenir le magasin. Un jour, la fille partit à l'avance, et pendant qu'elle ouvrait les volets, six Allemands apparurent.

Ils demandèrent après Madame Massardo, qui avait été dénoncée par un distributeur.

« Ma mère n'est pas ici », dit la jeune fille. Mais elle dut avouer qu'elle viendrait bientôt. Pendant que les Allemands opéraient une perquisition, la jeune fille put avertir les voisins par un signe convenu. Madame Massardo approchait, apprit la nouvelle par les voisins et retourna vivement sur ses pas. Dans son habitation privée, elle détruisit quelques papiers compromettants, fit une valise et se rendit chez une connaissance où elle serait en sécurité. Mais elle pensa à sa fille. Celle-ci était seule maintenant avec les Allemands et

portait toutes les responsabilités.

La mère, anxieuse courut pendant une heure, se demandant, ce qu'elle ferait bien. L'amour maternel la poussa vers son magasin, chez son enfant, mais aussi dans les griffes des Allemands.

Elle fut arrêtée et condamnée à deux ans de prison.

On la conduisit à la prison de Siegburg. Sa fille et ses deux fils, qu'on arrêta, également, reçurent chacun six mois. Albert Leroux, qui avait collaboré avec Madame Massardo au service de distribution et qui aidait aussi à l'impression, continua son œuvre. Tout se passa bien jusqu'en février 1917. Alors les Allemands tinrent quelques distributeurs et trouvèrent la piste d'Albert Leroux.

Grâce à l'ingéniosité de sa femme, il parvint encore à s'échapper.

Albert Leroux habitait avec sa femme un immeuble de la rue Gallait où les deux époux tenaient un petit commerce de papeterie. Un matin, comme M^{me} Leroux se trouvait seule dans son magasin, deux policiers y pénétrèrent soudain en coup de vent.

— M. Leroux?

— Mon mari n'est pas ici.

— Vous êtes la femme de M. Leroux?

— Oui.

— Alors, nous vous arrêtons!

— M'arrêter?... Pourquoi?...

— Parce que c'est votre mari qui fait la «Libre Belgique».

— Mon mari...

— Silence!... Montrez-moi tout de suite vos cachettes.

— Je n'ai pas de cachettes.

— Vous ne voulez pas?... Alors nous allons les chercher nous-mêmes.

Et les hommes se mirent en devoir de fouiller le magasin.

Cependant M^{me} Leroux tremblait d'angoisse; il était près de midi, l'heure du dîner, et elle savait que son mari allait rentrer d'un moment à l'autre et tomber dans la souricière... À tout prix, il fallait éviter le malheur... M^{me} Leroux se souvint d'une petite pancarte sur laquelle certain jour elle avait écrit: «Fermé», et qu'elle avait montrée à son mari en lui disant: «Tiens! Si jamais «ils» venaient rechercher ici, j'appliquerais ça sur la porte pour te prévenir.»

Cependant, M^{me} Leroux, son petit carton dans les mains, ne savait quelle ruse imaginer pour l'aller mettre sur la porte. Chaque minute qui s'écoulait l'affolait d'inquiétude. Lorsque tout à coup les Allemands ordonnèrent:

— Nous allons visiter la cave... Suivez-nous!

— Je vous suis, répondit-elle.

Et vite, sa pancarte aux doigts, elle court...

Mais un des hommes l'arrête au passage:

— Halte! Que faites-vous?

— Mais je vais placer ce carton sur la porte afin qu'on ne nous dérange pas tandis que nous serons occupés dans la cave... Sans quoi des clients se présenteront, et je serai obligée de vous quitter pour les servir.

L'Allemand réfléchit un instant. Puis il dit:

— Vous avez raison.

Mais méfiant, tout de même, il ajouta:

— Restez ici... Je vais placer moi-même le carton.

Et il fit comme il avait dit...

Les Allemands attendirent dans la cuisine où M^{me} Leroux faisait dîner son gosse et vaquait aux soins du ménage.

À un moment, elle perçut qu'on touchait à la poignée de la porte. Un coup d'œil discret vers le soupirail la convainquit que son mari était là. Cela dura une seconde. Elle vit deux bas de jambes qui filaient.

Elle laissa s'écouler une heure, puis elle joua la comédie.

«Vous avez arrêté mon mari! C'est indigne!

— Non, Madame. Personne que nous n'a de mandat d'arrêt contre lui.

— Si! Si! se mit à hurler la petite Madame.

Elle trouva des larmes pour la circonstance.

«Lui si exact! Il ne rentre pas pour dîner; il est en prison!»

Les boches sont interloqués à un tel point que vers 7 heures du soir, ils prennent la décision d'aller voir à la «Kommandantur» si réellement Albert Leroux est pris et ils laissent seule avec son enfant la fine mouche.

À minuit un quart, les policiers reviennent.

«Votre mari n'est pas pris. Il est en fuite. Nous vous mettons en état d'arrestation.

— Si mon mari s'est enfui, c'est un lâche, on n'a pas le droit de planter là une pauvre femme et son enfant.»

Là-dessus, torrent de larmes.

— La nuit se passe. Dans la matinée, les boches confient le petit garçon à des voisins et emmènent la mère à destination de Namur.

À la gare du Nord, elle rencontra d'autres prisonniers, des amis de son mari. Elle y fit encore une fois preuve de sa présence d'esprit. Elle comprit que ces amis sont anxieux pour savoir des nouvelles. Mais comment leur dire que son mari est parvenu à se tirer des pieds pour un certain temps?

Le moyen est vite trouvé; et avec une colère feinte, elle dit tout à coup:

«Je ne vous connais pas! En tous cas, vous ne valez pas plus que mon mari, si vous le connaissez. Il s'est enfui. C'est un misérable! C'est à cause de lui qu'on m'arrête, qu'on me sépare de mon petit... C'est une honte!»

M^{me} Leroux fut tenue pendant dix jours en prison. On l'interrogea minutieusement, mais elle ne lâcha pas un mot. Finalement, elle put revenir à Bruxelles.

Il avait donc vu l'avertissement, alla avertir ses amis et s'enfuit, par Louvain à Liège, où un ami, M. Humblet, le cacha chez lui. Il atteignit la Hollande, grâce à l'appui du R.P. Harveng, qui lui procura des faux papiers.

À l'édition contribuèrent aussi puissamment l'imprimeur Alfred Somers, l'abbé Van Hemelryck, vicaire à Sainte-Gudule, l'étudiant Albert Dankelman, M^{lles} Gabrielle Wilmet, Gabrielle Verhulst, Joséphine Félix et Madeleine Chautemps, le droguiste Paul Delen et beaucoup d'autres encore. M. Snoeck avoua avoir procuré de l'argent et aussi avoir écrit des articles pour une autre feuille clandestine «Patrie».

Snoeck fut condamné à 9 ans de travaux forcés, Van Hemelryck à 6 ans, Somers à 5 ans, M^{lle} Chautemps à 1 an, Dankelman à 3 ans, Paul Delen à 2 ans et les autres verdicts étaient dans la même proportion.

Par la fuite d'Albert Leroux, l'œuvre fut troublée. C'était

lui qui en avait été l'âme et qui tenait tous les fils. M^{me} Leroux parvint bientôt à échanger des correspondances avec lui. Elle envoya même son enfant en Hollande avec un des convois d'enfants. En février 1918, elle parvint, elle-même, à franchir les fils de fer. Les amis de la « Libre Belgique » firent alors un appel au R.P. Van den Hout. Celui-ci en référa à son ami, l'abbé Hemeleer, professeur à l'Institut Sainte-Marie; tous deux résolurent de prêter leurs concours alors qu'ils étaient cependant convaincus qu'avant trois mois ils seraient faits prisonniers. Le travail était très difficile, le papier était rare, et ceux qui pouvaient le fournir étaient étroitement surveillés. Et plus encore, il y avait deux groupes qui ne pouvaient pas correspondre entre eux, de sorte qu'il parut une fois deux numéros différents ensemble. Des jeunes gens distribuaient la feuille. Un d'eux fut soupçonné par les Allemands et épié. Certain matin, les policiers tombèrent chez lui et trouvèrent une liste des abonnés. Cela suffisait. On fit une perquisition chez l'avocat Van de Kerckhove qui écrivait sous le pseudonyme de Fidélis. Les agents vinrent à son domicile, rue Delocht. La jeune fille sortait justement avec son institutrice et toutes deux avaient dans leur sacoche un gros paquet d'exemplaires de la feuille tant exécrée à la kommandantur. Les Allemands ne les inquiétèrent pas, mais entrèrent dans la maison sans rien y trouver. Ils arrêtaient néanmoins M. Van de Kerckhove et l'enfermèrent à la prison de Saint-Gilles. Blumenhaus, le juge d'instruction, l'interrogea, mais ne soupçonnait pas quel zélé collaborateur de la « Libre Belgique » se trouvait devant lui. Il lui reprocha seulement d'avoir reçu des numéros de la feuille. Fidélis dut verser 2.000 marks et put s'en aller (13 juillet 1917). Il recommença immédiatement à écrire des articles.

Le 21 juillet, le R.P. Paquet, un vaillant collaborateur fut également, arrêté, de même que l'abbé Hemeleers, le docteur Schoofs et M. Onraet. Ce fut toujours le jeune distributeur qui se laissait extorquer toutes sortes de renseignements. Il y a eu encore d'autres arrestations. Des peines furent prononcées sans enquête. Ainsi Fidélis reçut deux mois de prison. À la Toussaint, la « Libre Belgique » donna une vue des tombes des fusillés du Tir National.

Les Allemands furent furieux et pour se venger ils enlevèrent les croix de ces tombeaux et les remplacèrent par une planchette numérotée.

Les Allemands promirent une prime de 100.000 marks à celui qui ferait découvrir Fidélis; celui-ci l'apprit lui-même de la bouche d'un sous-officier, alors qu'il purgeait sa peine au cinquième étage de la kommandantur (ministère de l'Intérieur). On le connaissait alors seulement comme étant l'avocat Van de Kerckhove et on le considérait comme un vulgaire abonné.

Entre-temps, le R.P. Paquet fut envoyé à la dure prison de Reinbach. L'abbé Hemeleers reçut 5 ans de travaux forcés. Et beaucoup d'autres se trouvaient en prison. Et la « Libre Belgique » paraissait toujours. On fit une perquisition chez l'abbé Van den Hout. Des amis l'avertirent à son retour à la gare du Nord. Il se cacha chez ses amis, d'abord à Schaerbeek, puis à Molenbeek, dit sa messe dans sa chambre et sortait seulement à la tombée du jour, habillé en civil et portant maintenant une grande barbe. Il portait un faux nom, René Courtrade, et possédait une fausse carte d'identité. Ainsi arriva décembre 1917. Le fondateur, M. Jourdain, ne put plus faire grand-chose. Sa fille était déjà en prison. Il y eut toujours des perquisitions à son domicile.

Le R.P. Hebrant procura alors un puissant appui. La

« Libre Belgique » parut à Bruxelles, mais s'imprimait à Anvers, par les soins de l'abbé Buelens, M^{le} Van Cauwelaert, le R.P. Joliet, l'abbé Bernaerts et autres.

Tout se passa bien jusqu'au 29 janvier. Ce soir à 10 heures, l'avocat Van de Kerckhove rentra chez lui. Voici comment (il raconte lui-même) les faits se passèrent (2) :

« Aux premiers pas qu'il fait dans la salle à manger, un individu lui saute au cou en hurlant :

« Enfin, je vous tiens, Fidélis ! »

C'était le lieutenant Külsch, un bandit, qui opérait.

Des policiers, en bourgeois, revolver au poing, étaient debout dans le véranda, en face de M^{me} et de M^{le} Van de Kerckhove, de la servante et de deux amies en visite, M^{me} Cerfont avec sa jeune fille. Toutes étaient assises sur un rang.

Les boches étaient exaspérés. En effet, depuis une grosse heure et demie, ils attendaient fièvreusement le retour de celui dont la prise allait leur fournir de la « ponne kalette ! ». Ils craignaient de rater le coup.

M^{le} Van de Kerckhove, très calme en apparence, s'amusa à faire une réussite. L'officier était dans un état de furie trépidante. Il n'osa pas arracher les cartes des mains de cette jeune fille de 15 ans, mais la voix pleine de colère il ricana : « C'est inutile, ce que vous espérez n'arrivera pas... ».

En réalité, la brave enfant était comme sa mère en proie à une émotion intense... Elle savait que son père avait écrit et signé, avant de partir pour le Cercle, deux articles d'une violence spéciale qu'il se proposait de relire avant de se coucher. Il les avait déposés — c'est la seule fois qu'il commit cette imprudence — sur un coin du piano fermé. Or, un des argousins, Speller, à chaque instant, appuyait ou son coude ou sa main sur les papiers pliés...

Quand « Fidélis » fut saisi par le cou, sans pouvoir faire un pas en avant, il n'eut d'yeux que pour les manuscrits compromettants.

Il lui était impossible de les voir de la place où on le maintenait.

Les policiers les avaient-ils découverts ? Dans ce cas, il était perdu. Mais les imbéciles, qui avaient tout examiné pendant leur longue attente, ne déplacèrent même pas ces feuillets.

Il était tard.

On fit monter l'avocat dans son bureau au premier. On le fouilla — peine bien inutile — des pieds à la tête.

Après quoi, la bande emmena un à un tous les membres de la famille, laissant libres toutefois de rentrer chez elles M^{me} Cerfont et sa jeune fille.

Il n'y avait plus de vivants dans la maison qu'une petite chienne et un canari.

Le père, la mère et l'enfant séparés l'un de l'autre par des boches hargneux furent conduits en auto à la prison de Saint-Gilles.

La servante fut emprisonnée à la kommandantur.

Le lieutenant avait pris les clefs et se promettait le lendemain de faire à domicile des recherches et des découvertes fructueuses. Külsch propose mais, heureusement, Dieu dispose.

Le lendemain très tôt, la mère de M^{me} Van de Kerckhove s'amena comme chaque jour pour embrasser les siens. Elle sonna et carillonna en vain. Personne ne se montrant, le cœur de la vieille bonne-maman battit la charge. On lui avait, c'était certain, assassiné son gendre, sa fille et sa Si-

mone. Elle trotta de toute la vitesse de ses jambes au commissariat de la place Collignon et requit un agent. À deux, ils revinrent, cueillant sur leur chemin un serrurier.

En un tour de main, la porte que les Allemands avaient tout simplement tirée derrière eux sans toucher à la serrure de sûreté, fut ouverte. La maison était vide.

L'agent qui était un malin devina quelque tour des Allemands :

« — Est-ce que votre gendre n'a pas déjà été arrêté ?

— Oui, une fois ou deux...

— Ça y est, c'est les boches ! »

On sauva les fameux papiers qui traînaient, puis par prudence, l'agent et la dame s'en allèrent au poste de police... de la rue Lefranc. Ils s'expliquèrent. On les eng...uirlanda en demi-français et en plein allemand, à laisser croire que la fin du monde allait s'ensuivre.

« Vous n'avez touché à rien ? fulmina le chef de l'endroit.

— Oh ! non ! gémit la vieille maman qui riait en dedans. À rien !

— Si vous avez touché à quoi que ce soit, on vous mettra en prison malgré vos cheveux blancs. Sortez !

L'imprimeur Dolimont, qui travaillait dans une cave, rue Vifquin, fut arrêté chez M^{me} Merckx, rue Jourdan. Il était porteur d'un gros paquet de feuilles. On saisit l'édition « Les derniers jours du fort de Vaux », ainsi que 55 rames de papier. Un grand nombre d'arrestations suivirent, de sorte qu'il y avait sous les verrous bien une quarantaine de personnes qui avaient plus ou moins des rapports avec la « Libre Belgique ». Les Allemands jubilèrent et burent même du Champagne. Mais la feuille ne disparut pas pour cela. La distribution devint encore moins aisée. Il fallut inventer toutes sortes de stratagèmes pour se passer les paquets de feuilles.

Les élèves d'un collège convinrent un jour de placarder cent cinquante exemplaires de la « Libre Belgique » sur les murs de Bruxelles. Un certain soir, ils exécutèrent leur plan. Le lendemain, le public put voir le spectacle. Il y avait même un exemplaire sur les murs de l'hôtel « Astoria » où logeait Ruprecht de Bavière. Le gouverneur général téléphona à Hurt, gouverneur de Bruxelles et commanda de faire immédiatement disparaître les feuilles. La police belge reçut l'ordre de les enlever, mais elle ne se dépêcha point. Le public s'amusait. Il y eut des jeunes hommes qui eurent l'audace de glisser un journal jusque dans les poches des officiers, dans les trams par exemple.

Les R.P. Peeters, Deharveng et Hébrant rédigeaient maintenant le journal. M^{me} Van de Kerckhove et sa fille furent relâchées après huit jours.

Le procès de la « Libre Belgique » eut lieu dans la salle du Sénat, le 15 mai. Les accusés étaient installés dans les fauteuils. Un soldat se tenait entre deux prisonniers. Devant la tribune siégeaient les juges. L'auditeur, un certain Finger, était venu expressément de Berlin. Hurt, le gouverneur de Bruxelles, assistait aux débats, assis dans une loge. On interrogea les accusés. L'auditeur demanda à Fidélis s'il avait déjà été condamné par les tribunaux allemands.

— J'ai déjà été condamné à deux mois de prison et à 3.000 marks d'amende pour avoir distribué des « Libre Belgique ».

— Vous êtes « Fidélis » ?

— On a arrêté en même temps que moi ma femme et

ma fille ; pour qu'elles fussent mises en liberté, j'ai immédiatement reconnu que j'étais Fidélis, mais la situation est tout autre.

— Vous écrivez dans un style mordant ?

— J'écris comme je pense.

— Vous n'écrivez pas objectivement !

— Je sens ce que j'écris, et j'écris.

— Combien d'articles avez-vous écrit ?

— J'ai écrit au maximum dix à douze articles. Je ne sais pas qui écrivait encore sous mon pseudonyme, c'était, un passe-partout.

— Vous deviez défendre votre pseudonyme contre cet abus !

— Où protester ? À qui m'adresser ?

— Indiquez-moi les articles que vous avez écrits sinon je penserai que vous les avez tous écrits.

— Je ne veux ni ne puis le dire. Si vous veniez m'arrêter plus tard, l'autre Fidélis, il serait ainsi trahi par mes indications.

— Pourquoi avez-vous écrit cela ?

— Par patriotisme et par charité ; parce que dans la presse censurée, des Belges attaquaient le Roi et la Belgique. J'ai voulu remonter le moral aux nôtres.

L'auditeur parla alors du ton violent de ses écrits. L'accusé répondit toujours crânement. Finger exigea une lourde peine pour l'accusé principal, il lui reprocha même qu'un Américain, au-delà de l'Océan, avait payé 2.000 francs un numéro de la « Libre Belgique ». Les défenseurs plaidèrent éloquemment. Sur les ordres de Berlin, Finger aurait voulu demander la peine de mort pour Fidélis et le R.P. Delahaye. Le gouverneur de Bruxelles s'y opposa nettement et il y eut une scène violente entre lui et l'auditeur, qui finit par céder et ne demanda que des peines d'emprisonnement. Fidélis et Delahaye furent condamnés à quinze ans de travaux forcés. Les autres peines variaient entre 1 et 15 années. Les condamnés furent enfermés à Vilvorde. Fidélis envoya toujours, d'une façon rusée, des articles à la « Libre Belgique », une fois dans le panier dans lequel on apportait sa nourriture, l'autre fois dans le bois d'une caisse à fraises. Les Allemands eux-mêmes, sans s'en apercevoir, emportaient ces articles. Et ainsi les Allemands crurent qu'il existait encore un autre Fidélis.

L'abbé Van den Hout, le R.P. Deharveng et d'autres prirent soin de continuer l'édition. Et ainsi la feuille continua de paraître jusqu'au jour de la délivrance. La dénomination resta au « Patriote ».

★ ★ ★

Il y avait encore une autre feuille clandestine : « De Vlaamsche Leeuw » dont M. Richard Van Landuyt, vice-président du cercle d'études « Voorwaarts » de Molenbeek-Saint-Jean, était l'âme.

On lui demanda un jour s'il ne connaissait pas un imprimeur qui voudrait se charger d'éditer une feuille clandestine flamande. M. Van Landuyt en référa au président du cercle d'études, M. Van Loo, imprimeur, habitant rue du Houblon, à Molenbeek. Celui-ci accepta d'exécuter lui-même le travail.

M. Van Landuyt rédigerait lui-même la feuille et choisit comme titre : « De Vlaamsche Leeuw » ; dans un rapport, il écrit à ce sujet :

« Ce fut seulement quelques jours plus tard, lorsque j'avais la copie en mains que je commençai à me rendre

compte que le jeu était sérieux. Le soir, je cachais les papiers sous mon oreiller et ne parvins pas à m'endormir. La chasse à la « Libre Belgique » avait déjà fait plus d'une victime et toute imprimerie pouvait recevoir à chaque instant la visite désagréable des limiers allemands.

On connaissait mes liens d'étroite amitié avec Van Loo et si jamais celui-ci fût appréhendé, les soupçons tomberaient rapidement sur moi. Cette idée, et bien d'autres encore, occupèrent mon esprit et me firent entrevoir l'avenir sous un jour peu rassurant. J'appréhendais de plus, d'être de risée pour mes amis et connaissances.

Mais la première pierre était posée et le lendemain, je pris tous mes arrangements avec l'imprimeur. Je complétais donc la copie par l'article « Aan onze Helden » (« À nos Héros »), passai le texte qui devait toujours accompagner le titre à Van Loo qui se mit à l'ouvrage avec une superbe indifférence, comme s'il n'avait jamais existé une censure. Il avait d'ailleurs l'habitude de censurer lui-même neuf pièces sur dix.

Cet ouvrage se fit évidemment à l'insu des ouvriers, de telle sorte qu'on ne pouvait y travailler que le matin très tôt ou le soir après le départ des ouvriers.

Après quelques jours, tout était prêt pour l'impression; je passai l'épreuve à un certain X., qui se chargeait de la correction, et pour cet après-midi, je demandai congé à mon bureau, car à deux heures nous devions commencer à imprimer. Malheureusement, les affaires n'avancèrent point; des revers de toute nature vinrent empêcher notre œuvre, de sorte que la presse commença à marcher vers 8 heures du soir seulement. Et cette chance elle-même ne devait pas durer encore. Nous étions à peine occupés à imprimer depuis une demi-heure, que le moteur s'arrêta et nous ne parvîmes plus y le remettre en marche ce soir-là. Il ne nous reste rien d'autre à faire que de tout cacher pour ne pas éveiller les soupçons des ouvriers le lendemain. Le soir suivant, le travail fut achevé. Je passai les paquets à M. X. qui se chargeait de la diffusion des exemplaires. Tout se passa sans accroc. »

Après bien des revers, le second numéro parut.

À ce sujet, nous lisons dans le récit de M. Van Landuyt :

« Comme pour le premier numéro, l'impression était accompagnée de bien de revers, de sorte que je sortis seulement à 11 1/2 heures du soir de l'imprimerie, où j'étais entré à 2 heures de l'après-midi; avec l'idée de n'avoir à y passer qu'un couple d'heures. Je regagnai mon domicile avec toute la charge de journaux (c.-à.-d. 2.500 exemplaires) et avec le titre. »

Comme la presse dont nous nous servîmes se trouvait dans un endroit qui donne sur la rue, j'avais été obligé, pendant que Van Loo imprimait, de monter la garde à la rue pour l'avertir chaque fois que j'entendis les pas lourds de la « polizei » dans les environs. Chacun se souvient d'ailleurs encore qu'à ce moment toute lumière devait être éteinte à 9 heures du soir.

Lorsque j'arrivai vers minuit à la maison, je me retirai doucement dans ma chambre où je commençai à plier une partie des numéros afin de pouvoir commencer la distribution dès la première heure.

Le matin, je pris une partie des exemplaires avec moi au bureau, où je les confiai à Monsieur Cyrille Vandeplassche, électricien de la « Meunerie Bruxelloise ». Celui-ci se montra extrêmement heureux de l'occasion que je lui présentai de prêter son concours à cette œuvre patriotique. Lui et Mademoiselle Jeanne Vanderlinden, employée de la maison

« Stollwerk », rue de l'Intendant, à Molenbeek, devinrent mes deux plus zélés propagandistes. Leur dévouement sans bornes, leur esprit de sacrifice, leur noble et pur patriotisme m'ont souvent étonné et profondément ému. Dans les moments de défaillance, et ceux-ci se rencontrent toujours quand on doit travailler dans des conditions dans lesquelles on dut travailler, je puisai toujours dans leur exemple le courage de continuer l'œuvre jusqu'au bout.

Notre second numéro avait donc, tout comme le premier, été porter la libre parole partout, malgré la menace allemande et sans grand accident.

L'aspect en était amélioré, le contenu en plaisait aux foules, en un mot il fit bonne impression et cela nous donna le courage de continuer avec énergie.

On avait aussi à lutter avec le manque de fonds, d'autant plus que chez d'aucuns, qui auraient pu procurer des secours pécuniaires, existait l'opinion que le « Vlaamsche Leeuw » disposait de fonds suffisants. On dut y aller prudemment. Monsieur Van Landuyt raconte : « Chez l'imprimeur, pendant que celui-ci typographiait, je pratiquai un trou dans le mur, dans lequel on déposait, chaque soir, le travail accompli avec la copie. Cette ouverture était cachée par la plinthe en bois que l'on pouvait soulever et qui retombait d'elle-même. J'y avais travaillé pendant plusieurs après-midi et je pus constater avec satisfaction que rien ne laissait supposer l'existence de notre cachette. Mon travail était proprement fini, mais mes mains étaient dans un vilain état... »

Le numéro parut après des difficultés à peu près semblables à celles du numéro précédent, c'est-à-dire avec les mêmes difficultés et les mêmes revers dans l'impression. Mais la distribution fut bien organisée depuis cet instant et le resta jusqu'à la fin.

Après que j'avais pris ma part des feuilles, celles-ci furent distribuées à Messieurs C. Vandenplassche, Louis De Veen-Heel, directeur des bains communaux de Schaerbeek, et Mademoiselle Jeanne Vanderlinden, qui eut toujours la plus grosse part.

Chacun régla la distribution à son gré et eut soin de trouver des débouchés dans toutes les directions du pays flamand. Deux ans plus tard seulement, je vins en relation directe avec Monsieur Louis De Veen-Heel, dont j'avais régulièrement reçu des secours en argent et quelques articles pour le « Vlaamsche Leeuw ».

Alors seulement j'appris que ce fut lui qui avait pris l'initiative du projet d'éditer notre feuille clandestine.

Par son intermédiaire, je reçus plus tard l'appui de Monsieur A. Buyt, député, et de M. Paul Temmerman, directeur des travaux publics de Saint-Josse-ten-Noode. Le danger menaçait toujours. Une fois, Van Loo était occupé à imprimer pendant que je montais la garde à la rue. Plus haut que le ronflement du moteur, je l'entendis entamer une chanson à pleins poumons. Dans l'état où je me trouvais, j'avais plus envie de pleurer que de chanter. Par deux fois, nous fûmes obligés d'éteindre le gaz pour ne pas attirer l'attention de la « polizei » dans ses déambulations nocturnes. Vers minuit, tout était de derrière, le titre était collé et à minuit et demi prêt. Les paquets furent préparés dans une place. J'étais prêt à tout emporter à mon domicile, lorsqu'on frappa à la fenêtre. Encore quelques moments d'inquiétude. Van Loo alla ouvrir. C'était la ronde de nuit qui avait aperçu la lumière et qui venait s'assurer si des voleurs ne s'étaient pas introduits dans l'immeuble !

Quelques instants plus tard, je marchai avec mon pré-

cieux fardeau, à travers une fine pluie par les rues de Molkenbeek et vers une heure j'arrivai chez moi, après avoir dû me reposer plus de dix fois et très heureux de n'avoir rencontré aucun «polizeiman» sur mon chemin.

Dans ma chambre, je préparai les paquets de mes collaborateurs précités et le lendemain chacun reçut sa part.

Lorsque le lendemain, je revins de mon bureau, on avait trouvé chez moi le paquet dans ma chambre. Ce fut une épine hors du pied car, après quelques boutades à cause du danger auquel je m'exposais, toute la famille se mit à plier des exemplaires, et la besogne qui m'aurait demandé tout une nuit de travail, fut finie en une bonne heure !

Ils m'aiderent désormais à distribuer ma part de numéros et depuis lors, ma charge fut de beaucoup allégée. Quelques jours après, j'étais de nouveau occupé à rédiger, lorsque, un dimanche après-midi, j'appris l'arrestation de Van Loo et de ses ouvriers. Je mis en sûreté tout ce qui pouvait me compromettre et j'attendis. Après quelques jours, les ouvriers furent relâchés. On n'avait rien trouvé qui avait rapport au «Vlaamsche Leeuw». La copie seulement d'un trait non censuré tomba dans la main des Allemands.

Le cliché, avec le portrait du Roi, qui avait servi pour le numéro 5, avait justement fait retour depuis deux jours à l'imprimeur qui devait s'en servir pour un autre ouvrage prohibé. J'eus la chance de le retrouver le soir, avant la seconde perquisition.

Notre cachette secrète ne fut pas découverte. À la kommandantur, on mit sous les yeux de Van Loo, ainsi que de sa femme, qui fut appelée jusque trois fois, un exemplaire, du «Vlaamsche Leeuw», mais tous les deux prétendirent ne pas connaître cette feuille. Ils ne reçurent alors que dix mois de prison.

On dut prendre un autre imprimeur. Monsieur Van Cutsem, rue de Picardie, à Èvère, entreprit l'ouvrage à des conditions très favorables. Avec sa femme, dont la résolution simple mérite de l'admiration, il imprima tous les numéros suivants.

Un certain soir que j'étais occupé à corriger dans l'imprimerie pour le numéro 7, dans lequel on attaquait vivement les déportations de nos travailleurs, nous entendîmes s'approcher une automobile. Une automobile allemande dans cette rue éloignée ne pouvait signifier rien de bon. Lorsque, quelques minutes plus tard, elle s'arrêta devant la porte, nous ne doutâmes plus que nous étions soupçonnés. Tout démonté, l'imprimeur alla ouvrir pendant que, en bas, je me tenais prêt à brûler les manuscrits et à tout bouleverser. Bientôt, j'entendis barboter de l'Allemand à la porte.

C'était des policiers secrets allemands à la recherche d'un... baron zeep. Ils devaient être dans la rue de Picardie à Èvère!... Grâce à l'obscurité, les Allemands n'avaient pas remarqué l'angoisse compréhensible de l'imprimeur. En bas, je ne respirai librement que lorsque j'entendis l'automobile s'éloigner dans la nuit.

Quelques jours après cependant, un de nos principaux collaborateurs eut à faire plus ample connaissance avec la police allemande. Certain soir, je sonnai au bureau de Mademoiselle Jeanne Vanderlinden. J'étais porteur d'environ 40 portraits de jeunes gens avec les renseignements nécessaires pour faire des fausses cartes d'identité, d'autant de lettres destinées au front et d'une partie de la copie de notre numéro suivant. Ce fut son collègue qui me fit entrer et qui me fit savoir que Mademoiselle Jeanne venait d'être

arrêtée. Comme nous ne savions pas si la maison était gardée ou non, je brûlai tout simplement les portraits et les lettres: je glissai la copie dans ma chaussette et je quittai la maison sans encombre. Mademoiselle Vanderlinden avait été dénoncée par un de ses porteurs qui avait été arrêté. On trouva seulement sur elle un vieux numéro du «Vlaamsche Leeuw» et on ne lui infligea qu'une punition de cinq mois de prison et de 500 francs d'amende. Pendant son absence, je me chargeai moi-même de la distribution des numéros lui destinés.

Ainsi nous arrivâmes à publier le numéro 10 dans lequel nous eûmes le bonheur de souhaiter la bienvenue au «Vlaamsche Leeuw» qui fut fondé, vers ces temps, à Anvers, et qui défendit nos tendances.

Mais le besoin en argent devint plus pressant et il ne nous arriva toujours pas du secours. Pendant une année et demie, je m'étais consacré à une œuvre qui me tenait très à cœur et j'avais triomphé de toutes les difficultés. Me verrais-je donc forcé de devoir abandonner cette œuvre, toute de patriotisme et d'idéalisme, la seule feuille flamande non censurée pour Bruxelles et le Brabant flamand, à cause du manque de fonds ?

D'autres feuilles clandestines, me disais-je se trouvent bien pour les soutenir pécuniairement, et la nôtre ?

On était en avril 1917. Trois mois s'écoulèrent pendant lesquels je fus totalement découragé et j'avais déjà abandonné tout espoir, lorsqu'un dimanche matin, je reçus la visite d'un de mes amis, l'abbé Émile Wauters, aumônier du travail à l'Institut du cardinal Mercier, à Schaerbeek. Il me demanda si je pouvais faire parvenir de l'argent aux rédacteurs du «Vlaamsche Leeuw». Ma réponse fut évidemment affirmative, et en réponse à une seconde question qu'il me posa, je pus lui donner l'assurance que toutes les sommes qu'il pourrait me confier parviendraient en de bonnes mains. Sur ce, je reçus une première somme de cinq cents francs, le premier secours important destiné à notre œuvre. Le découragement était bien vite dissipé et quinze jours plus tard, notre numéro suivant parut.

Puis je reçus de Monsieur l'abbé Dr. Van Tichelen une série d'articles-programme. Par son intermédiaire, je reçus aussi des secours pécuniaires, entre autres une somme de 500 francs de Monsieur l'abbé Bruin, professeur à l'Institut Saint-Louis de Bruxelles.

Un don de 1.000 francs m'échappa grâce à l'arrestation d'un monsieur qui m'est inconnu, et qui tomba dans les griffes des Allemands alors qu'il se rendait chez Monsieur l'abbé Van Tichelen.

Un frère, qui apprit seulement alors comment était composé le conseil de rédaction, devint désormais mon co-rédacteur. Il rédigea les articles signés César, V.H., Major C. G., et d'autres non signés.

Jusqu'à ce moment, il s'était contenté, comme les autres membres de la famille, de plier les exemplaires et de les distribuer.

Notre service de propagande fut perturbé une seconde fois lorsque Mademoiselle Vanderlinden partit pour la seconde fois à Saint-Gilles, pour y purger sa peine de deux mois de prison parce qu'elle refusa catégoriquement de payer ou de laisser payer l'amende lui infligée. Pendant son absence, sa tâche fut reprise par Mademoiselle Van Diest, une institutrice.

Un beau matin, je trouvai dans ma boîte aux lettres un billet anonyme rédigé en français avec ces mots: «Monsieur, soyez prudent, on vous épie.». Je n'ai jamais su d'où

venait ce billet. Deux jours après, je reçus la visite de Mademoiselle Spinette, de la rue Sainte-Gudule, n° 13, qui avait quitté la prison quelques semaines auparavant et qui m'avertit, de la part de Mademoiselle Vanderlinden, qu'elle avait vu en prison, que j'avais à être sur mes gardes. Je pris toutes les précautions qui sont à prendre en de pareilles circonstances et je continuai à travailler prudemment. Il n'y eut heureusement pas d'autres suites. J'appris plus tard qu'une espionne, qui passait pour une codétenue, avait essayé d'obtenir de Mademoiselle Vanderlinden des renseignements concernant «De Vlaamsche Leeuw».

Ainsi arriva novembre 1917. Je gagnai un gros rhume qui m'obligea de prendre un congé de maladie. Il y avait justement un numéro sous presse. Le médecin, consulté le matin, me fit la défense formelle de quitter la chambre. La veille, après mon travail, j'étais encore allé corriger. Comme l'imprimeur, qui ne craignait rien dans sa maison, mais était moins franc à la rue, ne tenait pas à passer la place Verbrouckhoven avec la charge prohibée, j'avais été forcé de fixer un rendez-vous pour le lendemain soir, à l'avenue Lambermont, afin que je puisse y prendre les paquets, comme d'habitude. Je me trouvais donc dans l'impossibilité absolue de me conformer aux prescriptions du médecin parce que personne de chez moi ne connaissait l'imprimeur et ne pouvait donc aller à ma place au rendez-vous. Le soir donc, je partis, bien énimoufflé à travers la pluie et le vent, et plus mort que vif et vers six heures je me trouvai avec mon paquet dans le tram qui devait me conduire en ville.

Pendant le trajet, je fus obligé d'écouter debout entre deux banquettes, la conversation de plusieurs «fraudeuses» auxquelles on avait refusé l'accès du tram, à Vilvorde et auxquelles les Allemands avaient, sur la route, enlevé leur charge de pommes de terre. «Vous feriez mieux, dit l'une d'elles au receveur, en me me désignant visiblement, de refuser aussi tous les «barons Zeep» avec leurs paquets; mais ceux-là savent vous graisser la patte, hein?!...».

L'affaire se termina sans incident, et grâce à Dieu, mon rhume resta sans suite malheureuse. Plus tard, j'ai souvent songé combien une arrestation en ce moment aurait eu de suites fâcheuses. Mais les rédacteurs furent désillusionnés. On tint bon malgré tout et le numéro 30 fut distribué à l'occasion de la joyeuse entrée du Roi.

M. Van Landuyt conclut, à la fin de son rapport, en ces mots:

« Nous sommes du moins contents d'avoir servi la Patrie dans la mesure du possible. Je rends volontiers hommage à tous ceux qui ont soutenu notre œuvre et spécialement à nos amis connus qui ont contribué avec tant de dévouement à la distribution du «Vlaamsche Leeuw». Parmi ceux-ci, je nomme particulièrement M. Geeraerts, chaussée de Gand, à Molenbeek, qui desservit régulièrement Louvain et Malines; Mademoiselle Jeanne Duyck, qui déchargea partiellement Mademoiselle Vanderlinden d'une grande partie de sa besogne; MM. Emile Layveyt, employé communal à Schaerbeek et Levering, peintre de vitraux à Schaerbeek, qui se mirent gracieusement au service de M. De Veen; Monsieur l'abbé Émile Wauters qui, outre le secours qu'il nous fournit, fit parvenir régulièrement un paquet de numéros à Saint-Trond, d'où ils furent distribués dans le Limbourg entier; M. Van Loo qui, après sa mise en liberté, resta un fervent propagandiste.

Par Ninoye et Alost, une partie des exemplaires parvenait aussi dans le gîte d'étapes. (1).

(1) Les aventures de «La Libre Belgique» furent racontées par Fidélis (A. Van de Kerckhoven): «L'Histoire merveilleuse de la 'Libre Belgique'» et par Istoricos (Pierre Goemaere): «Histoire de la 'Libre Belgique' clandestine».

(2) Fidélis: «L'Histoire merveilleuse de la 'Libre Belgique'».

(3) D'après «L'Histoire de l'occupation: La feuille clandestine 'De Vlaamsche Leeuw'».

LA CHARITÉ

Pendant la dure période d'occupation et de toutes ses misères, la charité était très grande. Nous avons déjà parlé de l'œuvre pour l'assistance aux déportés et aux prisonniers de guerre mais on pouvait si peu en regard de l'immense douleur. Une autre œuvre s'occupait des orphelins de la guerre non seulement pour ceux de la Belgique mais aussi pour ceux de la France. En janvier et février 1917, il arriva de cinq à six cents enfants français du nord de la France. L'œuvre des orphelins de la guerre eut pitié d'eux et parvint à les placer dans des Instituts français.

L'œuvre de la soupe communale existait partout et procura à nombre de compatriotes le repas principal. Dans des grandes villes, on vit les enfants affamés tourner autour des casernes dans l'espoir de recevoir quelque déchet de nourriture, on léchait même les bidons à soupe. On dut partager sa ration déjà si réduite avec des malheureux exilés du nord de la France.

Les premiers arrivèrent en mars 1917. Des milliers de familles vinrent se fixer dans le Hainaut et dans la province de Namur. À Mons et environs, il en arriva 12.000. Charleroi en hébergea 15.000 et Tournai tout autant. D'autres se trouvaient dans le Brabant, la province d'Anvers et le Limbourg. Ils venaient de Saint-Quentin, Laon, Tergnies, Lens, Douai, etc.

Pour les garçonnets et les fillettes débiles, on avait fondé l'œuvre: «La santé pour l'enfant», ayant pour but de permettre à ces petits d'aller passer un certain temps en Hollande. On dut vaincre bien des difficultés, engager bien des pourparlers, prendre bien des mesures mais bientôt on obtint des résultats pratiques. Il y eut des comités en Belgique et en Hollande. Les premiers prirent soin de faire un choix judicieux des enfants qu'il s'agissait d'envoyer en Hollande; les seconds prirent soin de la distribution régulière des enfants arrivés en Hollande. Dans ce pays, beaucoup de particuliers voulurent bien prendre de ces enfants chez eux. On forma aussi des colonies dans de grands bâtiments, tels que l'hôtel de la Plage à Flessingue, une villa particulière de Bergen-op-Zoom et d'autres. À des époques régulières, arrivaient des trains à Roosendaal avec des enfants débiles pour lesquels s'ouvraient les portes de notre pays. C'était un spectacle émouvant que celui de tous ces visages émaciés. Et quelle joie pour les enfants quand ils se virent tout à coup assis à de longues tables chargées de lait et de pain blanc. On groupait les enfants ici, sous la direction de dames et de messieurs hollandais et belges et des trains les transportaient à Bergen-op-Zoom, Middelburg (Domburg), Flessingue, La Haye, Scheveningue, 't Gooi, Arnhem, Zutten, Zwolle et ailleurs encore. Il fallait soigner pour tout! pour la nourriture et pour l'habillement. Beaucoup d'enfants avaient besoin de soins médicaux. On leur procura des divertissements, on installa des plaines de jeux, on fit des promenades. On recruta un nombreux personnel, des dames et des messieurs, spécialement parmi les réfugiés belges.

Des enfants d'internés arrivèrent même avec leur mère en Hollande et y restèrent. Et la Hollande les reçut tou-

jours très hospitalièrement.

C'est avec raison que Monsieur Jaspar écrivit dans son ouvrage : « Les Belges en Hollande » :

Quoique la Hollande soit entrée elle-même dans une période où, par suite de pénurie de nourriture, le gouvernement a dû se résoudre à rationner les habitants, nos amis hollandais continuent à sauver de la famine autant d'enfants belges qu'il est en leur pouvoir de le faire. Au bout de trois ans, il arrive encore régulièrement des convois de ces pauvres petits êtres, étioles, minés par les privations qui, comme aux premiers jours, sont reçus avec cordialité et empressement, tant par les autorités que par la population. Bien plus, au fur et à mesure que la misère en Belgique devient plus poignante, la Hollande tente toujours de sauver nos compatriotes. Dans ce but, elle a obtenu des autorités allemandes l'autorisation de faire venir les femmes et les enfants des soldats belges internés en Hollande. Le commissaire du gouvernement, M. Simons de Ruyter, spécialement chargé de faire les démarches nécessaires près des autorités allemandes, a vu à maintes reprises ses efforts couronnés de succès et des centaines de malheureux soldats lui doivent le bonheur de retrouver leur famille après une longue et pénible séparation.

Les protégés de l'œuvre « La santé pour l'enfant » restaient pendant six semaines et même pendant deux mois ; certains malades restaient plus longtemps et même pour toujours. Il y avait un procédé de répartition. On avait pour but de mieux armer les enfants contre les privations par un séjour en Hollande et de les encourager. Et on s'efforça donc de faire profiter le plus grand nombre possible d'enfants de ces avantages. La gratitude de ces enfants était émouvante. Un correspondant d'un journal, à Flessingue, décrivit comme suit le départ d'une colonie de l'Hôtel de la Plage :

« Flessingue. Flessingue, que de fois n'aurait-on pas prononcé ce nom en Belgique, hier soir et aujourd'hui. Il me semble que je puis me représenter les scènes... les « Enfants belges » revenant à Anvers, à Lierre, à Vilvorde, à Louvain, à La Louvière, à Tournai... embrassés par la mère émue et heureuse, et quelques-uns par leur heureux père — le père de la plupart d'entre eux est cependant à la guerre — par des sœurs, des frères, congratulés par des tantes et des nièces et des voisins... Et puis la visite chez grand-mère pour faire voir comment la petite se porte bien, combien ce séjour en Hollande fut bienfaisant, pour son corps. Et ces histoires à raconter partout, de l'Hôtel de la Plage, du monsieur et de la dame chez qui on logeait — n'était-ce pas, chez les particuliers, être vraiment en logement ? — de la plage et de la mer, des chaloupes de pêche et du bateau poste, de la bonne nourriture, du pain blanc, de la viande, du fromage, des omelettes et du riz au lait, et du lait succulent. Hier, j'ai accompagné ces enfants jusque Rozendaal. Je me trouvais parmi un groupe d'Anversoises et il me sembla que j'étais de nouveau à Anvers. J'y rencontrai, entre autres, le petit Auguste... un petit bonhomme, avec sa tante, qui n'avait que six ans de plus que lui. Le petit Auguste avec sa petite figure pointue et ses grands yeux. Il venait du quartier Maritime... D'autres encore habitaient dans ce voisinage et j'entendis parler de la rue des Bouchers, de la rue du Pantalons bleu, du Mont d'Or, de la rue St-Paul, etc...

« Auguste, où est ton père ? »

« À la guerre, m'sieur. »

Ils n'avaient reçu qu'une fois des nouvelles, à la maison. Auguste, avec ses sœurs et sa mère habitaient maintenant

chez grand-mère. Beaucoup de ménages se sont ainsi rassemblés sous un même toit. Et je me demandai comment devaient marcher les choses maintenant dans le quartier maritime. On y vivait déjà si à l'étroit. Je regardai le petit Auguste... et cela me fit mal au cœur de me dire que le bonhomme devait retourner dans le quartier maritime, dans une chambre étroite où la nourriture sera si rare...

Et les pensées s'envolaient non seulement à Anvers... En idée, j'accompagnai les petiots à La Louvière, au « pays noir » où le vent d'automne hurlait maintenant autour des hauts terrils noirs, autour des monts de cendres, autour des cités-bloc où habitaient certainement beaucoup de pères secourus, qui voudraient tant travailler honnêtement, mais que l'on déporte maintenant pour aller travailler contre tout ce qui leur est si cher et leur tient tant à cœur... Et à Tournai, rangée maintenant, dans la zone des étapes... Pourquoi ? Le canon va-t-il tonner autour de la ville des « cinq clochers », la vieille et grise Tournai ? Se battra-t-on le long de l'Escaut ?

De quoi ses petits sont-ils encore menacés ? Questions qui restent sans réponse. Quelle poignante incertitude ! Ils ne se soucient de rien, heureusement ! À la gare, ils passent la tête par la portière et, faisant de grands signes avec leur casquette ou un mouchoir, ils crient leurs adieux. « Vive la Hollande ! » et les wallons « Vif la Hollande ! ».

À Rilland, ils demandent des carottes à un garçon de ferme qui en charge sur des charriots.

Près de Woensdrecht, les rives boueuses et les flots de l'Escaut attirent un moment leur attention...

À Rozendaal, ils sentent tout à coup que c'est bien la fin de leur séjour en Hollande. Et tenez, chez d'aucuns les larmes leurs montent aux yeux.

Ils vont chez maman, c'est bien vrai... mais dans ces petites têtes il est resté une souvenance des repas par trop frugaux...

« Si maman pouvait venir ici... et si nous pouvions alors rester ici. » D'aucuns le disent... tous le pensent peut-être bien. Et cela m'émeut... cela dépeint si nettement la situation en Belgique !

Qu'il doit être dur de devoir ainsi frissonner à l'entrée de son pays... le pays que l'on a connu jadis libre, prospère et riche !

Une charmante petite fille reçoit un mark d'un des conducteurs.

« Ô monsieur, dit-elle, que maman sera contente, maintenant elle pourra acheter un petit pain blanc ». « Ô monsieur, ajoute-t-elle confidentiellement et avec un sérieux — trop réel pour son âge —, tout est si coûteux à Anvers. Les grands riches ne peuvent plus même s'acheter ce qu'ils désirent.. Monsieur est-ce que je puis vous donner une baise ? Donnez-moi une baise aussi ! »

La gratitude de ces petits pour les conducteurs et leurs conductrices — pour tous ceux qui les soignèrent si bien et si fidèlement — était émouvante... Il me semble encore voir la « Petite noire », nous l'appelâmes toujours ainsi quand elle passait. Elle ressemblait à une petite congolaise, avec ses cheveux crépus... Elle était bien misérable quand elle arriva ici... Maintenant, dans son petit manteau rouge, elle ressemblait à une petite princesse. Et la dame qui l'a soignée et qui la prit chez elle comme une enfant gâtée de la maison, l'accompagne jusqu'ici.

Quelques soldats internés embrassent, sans fin, la petite fille ou le petit fils qui retourne chez maman. Quand vien-

dra-t-elle, la maman!... Mon Dieu, que doit-il passer dans leur cœur?...

Mais voilà que le train était prêt... Un dernier gâteau... un dernier verre de lait... Des poignées de main. Des embrassades. Un sifflement aigu... À toutes les portières, les adieux, des casquettes et des mouchoirs. Des noms de conducteurs et des conductrices retentissent encore sur le quai. Quelques secondes encore... et les voilà partis, les petits hôtes de la Hollande hospitalière, partis pour la Belgique.»

Les enfants débiles du Nord de la France vinrent aussi en Hollande. Leur aspect était encore bien plus misérable. Parmi eux, il y avait des mutilés touchés par des éclats d'obus. Ces garçonnetts et ces fillettes étaient pâles d'avoir séjourné dans les caves, pâles comme des plantes qui sont privées depuis longtemps de lumière.

C'étaient des martyrs de Cambrai, de Lille, de Roubaix, de Douai, des environs de Lens... Quelques-uns n'avaient plus de parents... du moins, leur père était à la guerre et ils avaient perdu leur mère en 1914, à l'entrée des Allemands alors que les habitants de bien des villages avaient été dispersés, ou bien leur mère était morte de misère. On put voir des jeunes filles de quatorze ans qui soignaient des petits frères ou des petites sœurs, depuis de longs mois déjà, et leur visage ressemblait déjà à celui d'une petite vieille, beaucoup trop sérieuse pour leur âge. On rencontrait des jeunes hommes qui avaient déjà été réquisitionnés pour les travaux forcés. Pour les exilés, la Hollande sembla être un paradis. À Bruxelles et son agglomération, il existait environ 200 œuvres de charité. On procurait des secours aux accouchées, aux nouveaux-nés, aux enfants débiles, aux vieillards, aux prisonniers, aux déportés, aux invalides, aux mutilés, aux veuves et aux orphelins, aux épouses de soldats. Mais la misère était si grande, les besoins étaient si nombreux! Le nombre de naissances diminua de 55 p.c. Le 21 février, le bulletin de l'état-civil de Bruxelles publia 121 naissances et 260 décès. On luttait contre la tuberculose.

Dans les tramways bruxellois par exemple, il n'y avait plus d'annonces de magasins, mais rien que des appels à la charité, de toutes sortes d'institutions; tels que «La maison de la Garde», «3 avenue Gallilée» reçoit nuit et jour les prisonniers sans secours à leur retour, «La Province éprouvée» demande des effets d'habillement pour les orphelins des régions dévastées, «Inscrivez-vous à la Fraternelle des invalides de la guerre», «Envoyez des chaussures aux Petites roses de la Reine», pour des élèves de 4 à 6 ans... etc...

On donna beaucoup de représentations dramatiques au profit des œuvres charitables, mais on les jouait dans des maisons privées pour rester libre de la censure allemande. Car la censure mettait toutes sortes d'obstacles dans le chemin et exigeait même qu'à une partie du programme figurât de la musique allemande.

Mais nous avons déjà assez dit à ce sujet. Beaucoup se faisait au point de vue charité. Par contre, on put voir le spectacle d'un affreux égoïsme. Les bons et les mauvais caractères se dessinaient maintenant nettement. Il y eut des patriotes et des traîtres, des hommes compatissants et des indifférents, des anges de bonté et des monstres d'usuriers. Ici on put voir le luxe, là-bas, dans la foule la misère poignante.

LE COMMERCE EN FRAUDE

À la frontière par exemple, des jeunes gens risquèrent leur vie pour pouvoir passer en Hollande et de là, rejoindre

l'armée. D'autres, par contre, y trafiquèrent, surtout entre Arendonck et Santvliet se pratiquait la fraude sur une grande échelle. On y livrait toutes sortes de denrées aux Allemands et des civils y contribuèrent non seulement en Hollande mais aussi en Belgique. Un correspondant du «Telegraaf» écrivit à son journal, de Bergen-op-Zoom :

«De tous les grands fabricants de margarine, et des petits aussi, les représentants ont leur quartier à Bergen-op-Zoom et y vendent les quantités immenses d'une certaine marchandise, qu'ils nomment de la margarine, à toutes sortes de gens qui viennent à bicyclette de la région frontrière, et la plupart même de la Belgique. Ce commerce se fait devant la station et dans un café voisin. Deux fois par jour, la place de la gare ressemble à une bourse de commerce. De 11 heures à midi et de 3 à 5 heures. Alors il arrive des trains entiers chargés de margarine et, en moins de temps qu'il ne faut pour le dire, la margarine est chargée sur des chariots et... part vers la frontière.

Comme nous venons de dire, cette marchandise n'a rien de la margarine si ce n'est le nom. Il est permis de supposer que ce n'est qu'un mélange de graisses et d'huiles que les Allemands peuvent facilement fondre et employer dans des buts militaires. L'emballage de cet article problématique est d'ordinaire brillant. Les petits blocs de... margarine entourés de papier d'étain se trouvent joliment enchâssés dans de belles boîtes en bois blanc, tout comme des tablettes de chocolat. On dirait quelque chose de vraiment très fin!

Un monsieur, qui s'est amusé à dresser des statistiques, considère que, journallement, à Bergen-op-Zoom seulement cent tonnes, c'est-à-dire 100.000 kilos de margarine arrivent par chemin de fer et sont manipulés. Il y a naturellement aussi de la véritable margarine là-dedans qui est d'ailleurs soumise au contrôle des douaniers, mais de cette façon les douaniers de Putte se trouvent tous les jours devant une montagne de margarine à l'examen de laquelle ils ne peuvent même pas songer un instant. Ainsi, il arrive donc que, à certains endroits, au milieu de la bruyère, par exemple, ou d'un bois, des chargements entiers de margarine passent la frontière en plein, sans le moindre examen de la part des douaniers. Cela arrive spécialement près de la digue, entre le hameau du village belge de Santvliet, appelé «la Punaise» et la halte du train à vapeur: «le Cabilaud», où les Allemands ont poussé la condescendance jusqu'à laisser un passage dans la barrière de fils électrifiés. Quant à cette place, et à maint autre endroit encore, des chariots entiers de cette soi-disante margarine peuvent passer sans le moindre contrôle, il est permis de se demander combien il en passe pendant la nuit!»

Un autre correspondant visita la rive sud de l'Escaut occidental et décrivit la fraude par bateau.

Il écrivait:

Walzoorden. Quelques maisons avec des volets verts sur la digue, un petit port avec des poteaux d'amarrage ayant de grosses têtes. Tout à fait un de ces paysages riverains décrits dans les contes romantiques de Van Lennep. Le vent avait séché les chemins. Cela favorisait mes plans donc, et à toute vitesse je roulai à bicyclette, à travers le polder désert, là-bas vers la digue de la mer, où des toits rouges et des mâts élevés révélaient un petit port. C'était Kruiswegkade.

Non, je vous en prie, ne cherchez pas l'endroit dans votre atlas. À un tournant du chemin, je me trouvai près d'une large passe: le port.

Mon apparition était un événement. Qui arrive donc

maintenant à Kruiswegkade?

«Eh bien, je viens un peu m'informer, si parfois un petit bateau de margarine, ou de savon... enfin vous comprenez bien ce que je veux dire.» Cette fois-ci, mon arrivée s'expliquait du coup et je fus pris pour un maître fraudeur.

Quelqu'un secoua la tête :

«Regardez-donc», dit-il.

En effet, il y avait encore un peu de marée et un mesager fluvial était occupé à décharger des marchandises sous le contrôle d'un soldat, baïonnette au canon.

«Le batelier a une lettre de voiture, le soldat prend garde pour voir s'il n'apporte rien d'autre que ce qui est mentionné sur la lettre de voiture.

Auparavant, ça marchait encore. Ces soldats ne sont ici que depuis un couple de mois. Auparavant, avant l'arrivée des soldats, il arrivait ici des bateaux avec toutes sortes de marchandises. Et le soir s'amenaient les charrettes de fraudeurs de Nieuw-Namen, et tout marchait à merveille. Mais comment le gouvernement l'a-t-il su, je n'y comprends rien, mais en Hollande les journaux en parlent et depuis cela ne va plus.»

Je m'informai plus loin.

Y a-t-il un poste de douaniers à Kruiswegkade?

Du tout. Parfois les commis passent par ici mais ils ont à contrôler une grande étendue.

Et pour entrer au port le soir?

Il y avait une heure fixée. Mais, mon Dieu, on entrain quand on voulait. Les navires de guerre se trouvaient si loin de là.

Et pour aller à Anvers?

Ô, avec un passeport, cela va tout seul! Et puis on est très vite dans les eaux belges sans devoir passer le contrôle de Bath.

«Peut-on se procurer tout ici sans carte?»

«On n'a jamais demandé de cartes ici. On vous fournira du pétrole autant que vous en désirez; et du savon aussi. Du moment que vous payez le prix!»

Donc le seul contrôle du port était ce soldat et parfois un commis de la douane.

«Écoutez, me dit quelqu'un, sincèrement quand on ose le risquer, le soir on a encore des chances.

» Mais on peut avoir les déboires aussi. Dernièrement, quelqu'un de mes connaissances fut arrêté par les soldats. Il était porteur de 2 kilos de pois cassés. Il roulait vers la frontière. S'il avait eu 5 kilos de pois sur lui il aurait été arrêté.

» Mais avec un peu de chance!...»

De Kruiswegkade, je me dirigeai vers un autre petit port. Il est situé vingt minutes plus loin sur la haute digue, derrière les boues de la Honte. Il est un peu mieux connu. Il s'appelle De Paal.

Il se trouve sur la carte celui-ci, mais le port de Paal n'est pas encore parvenu à la célébrité. Je cherche mon chemin entre de petites, parfois de très petites maisonnettes. Aux endroits où le chemin était un peu trop défoncé, il y avait, comme pavés, les débris de la nourriture nationale, qui est aussi le gagne-pain des chaloupes pêcheuses de moules de Paal.

Encore une fois, au tournant du chemin, je me trouvai devant une large passe qui, maintenant, à marée basse était presque à sec. Le port.

Sur la boue se trouvait un «bac» — je me demandai comment celui-là parvient à entrer dans le port — et plus loin des chaloupes à moules.

Pas de soldats. Encore une fois des regards interrogateurs.

«Pas moyen, de frauder ici?»

«Cela devient difficile.»

«À cause de quoi donc?»

«Des soldats font des patrouilles. Il y en a quelque part une douzaine logés dans une ferme.»

«Peut-on librement décharger?»

«Ça bien, tant qu'on veut. Parfois quelqu'un vient bien jeter un coup d'œil.»

«Il y a donc un poste de douane ici?»

«Un poste fixe? Vous pensez bien que non. Il patrouille de temps à autre.»

«Et pour aller à Anvers?»

«Cela va très bien d'ici. On est bien vite dans les eaux belges. On ne doit pas aller à Bath.»

«Faut-il des cartes pour prendre du pétrole et du savon?

Cette fois-ci, on me rit au nez.

Et cependant, le bon temps est passé. On devenait trop sévère, un peu plus vers la frontière. Mais pour celui qui veut risquer...

Et il ne manque pas d'audacieux!

Je vais encore plus loin. À une lieu de là se trouve encore un petit port. On l'appelle Emma. Aucune route ne le reliait avec les villages environnants. La digue était trop boueuse, je roulai donc sur le talus entre les digues et les vases de l'Escaut; dans une superbe solitude. À Emma (aussi une large passe), je trouvai aussi des chaloupes à moules.»

«Y a-t-il des soldats ici?»

«Oui, logés dans une ferme.»

«Et des commis?»

«De temps à autre.»

«Exige-t-on les cartes?»

«Oui, depuis samedi dernier, dit une femme très en colère, je ne puis plus me procurer que 4 litres de pétrole par semaine. Ils rendent quand même la vie dure aux gens.

» C'est pour éviter la fraude, avoue-t-elle; mais ça ira encore toujours. Mais la jalousie des gens, cela est plus embêtant. Ils se dénoncent l'un l'autre. À Nieuw-Namen dans tous les cas.

» L'un ne sait pas supporter que l'autre gagne un peu plus.» Puis elle ajouta, presque en extase : «À la Clinge, c'est là qu'on trouve les vrais et bons fraudeurs! Là, du moins ils sont unis. Là ils forment une vraie famille qui ne connaît qu'un ennemi: les chefs qui mettent obstacle à la fraude.

» Au grand matin, les femmes, à demi-habillées, viennent sur le seuil de la porte, regardent à droite, regardent à gauche et en un clin d'œil tout est passé de l'autre côté du fil et nettoyé avant que la patrouille ait eu le temps d'arriver. Il faut de l'entente, voyez-vous, et alors il y a moyen de frauder tout ce qu'on veut. Mais à Nieuw-Namen!» Une expression de dédain monta à ses lèvres en nommant ce village.

«Oui, mon cher, on a gagné de l'argent déjà. Une boîte de margarine se paye 10 francs ici, on la vend 18 francs au-delà du fil. Cela fait un gain de 8 francs. Sur 3 boîtes, on gagne 24 francs. Et on n'a qu'à étendre le bras et la chose est bâclée. Est-ce que ce n'est pas une belle affaire donc?

Croyez-vous qu'à la Clinge ils veulent encore aller travailler chez les fermiers? Ils ne peuvent mal! À la frontière, on gagne dix, vingt, même cent fois plus! Il suffit d'être malin. Mon Dieu, combien n'a-t-on pas fait passer de la margarine, du savon, de l'huile, de la benzine... et que sais-je encore!»

«Et maintenant, ça ne va plus?»

«Cela devient moins facile! À la Clinge, ça va encore bien, mais hier j'étais encore à Nieuw-Namen et les gens s'y plaignaient! Les Allemands sont bons assez... ce sont de braves gens... mais les Hollandais défendent la fraude... vos propres gens. Et avec les soldats, il y a encore bien moyen de s'arranger, mais pas avec les chefs. Puis, à Nieuw-Namen, les soldats y regardent aussi de bien près. Hors du village, on parvient encore bien à faire passer quelque chose! Tenez, pour être sincère, avec beaucoup de soldats, il y a possibilité d'arriver à un accord. Il y en a qui disent: «quand je laisse frauder, ma solde est bien augmentée, si je le défends, elle reste la même.». Et puis, par le mauvais temps, il en est beaucoup que l'on retient facilement au café avec un verre de bière ou une goutte de genièvre.»

Je me rendis à un quatrième port, Prosperpolder, le dernier en territoire hollandais. Pas un seul soldat... sauf là-bas aux confins du pays à l'endroit où le barrage de fils passe sur la boue, mais avec un canot il y a facilement moyen de l'éviter. Et en deux bons coups de rame, on est en Belgique.

J'avais donc visité une large bande de la Flandre Zélandaise. Il y a deux mois à peine, y régnait encore l'âge d'or! Les journaux — d'après les témoignages mêmes des habitants — on gâté les affaires. Et cela est bien vrai; la campagne du *Telegraaf* y a certainement contribué aussi. Un contrôle est nécessaire, surtout sur les rives boueuses et dans les passes de l'Escaut.

À droite de la route Ossendrecht-frontière, un chemin de terre conduit dans les polders. En me débatant contre le fort vent de l'ouest, je marchai à travers la boue, pardessus les digues, jusqu'à ce que après une petite heure de marche, j'aie atteint le chenal du Nord, encore toujours appelé: le port d'Ossendrecht... C'est une espèce de chenal traversant les boues, long de 3.800 mètres. À partir de ce port jusque et même au-delà la frontière de la Belgique, s'étendent des bancs de sable verdoyants, coupés de criques et de passes d'eau. Un peu plus au sud s'élance le modeste clocher du premier village belge, Santvliet, et plus loin, celui, plus élevé de Stabroek. Par temps clair, on peut voir même jusqu'Anvers.

Le port d'Ossendrecht est solidaire. On n'y voit qu'une seule habitation, appelée la maison du port, quoique le café, car c'est un café, porte l'enseigne «Scheldezicht». Nous pouvons donc ranger le port dans la catégorie de tous ceux de la Flandre Zélandaise, déjà décrits: ce sont, en vérité, des larges passes de l'Escaut occidental qui ne servent qu'aux pêcheurs et aux messagers fluviaux, du moins en temps de paix.

À l'heure actuelle, pendant la guerre le trafic y est plus intense. Et maintenant encore, on fraude beaucoup dans le port d'Ossendrecht. J'errai en cet endroit pendant quelque temps.

L'autorité fut avertie il y a environ quatre semaines que la fraude se pratiquait ici. Elle reçut un télégramme lui annonçant qu'un batelier était en route pour Ottenisse avec une cargaison de margarine. On l'attendit longtemps, longtemps. Le batelier n'arrivait pas tôt; enfin il entra dans la

passe... mais son bateau était vide.

La margarine se trouvait déjà en lieu sûr, en Belgique. Au lieu d'entrer dans le port d'Ossendrecht, l'homme avait fait route pour la Belgique, pas pour Anvers, il n'avait pas remonté l'Escaut, tant s'en faut, il était tout simplement entré dans un chenal plus au sud que celui d'Ossendrecht et déchargea sa cargaison sur un banc de sable sous l'œil bienveillant des soldats allemands, qui, comme me raconta un compagnon de voyage, disent toujours: «Donnez seulement ici, plus il y en a, mieux cela vaut!». L'autorité prit cependant des mesures sévères. Le bateau est toujours attaché à la chaîne et le propriétaire a été exilé de la Zélande. C'est d'ailleurs aussi un secret de Polichinelle que les fraudeurs passent des marchandises en Belgique, sur les bancs de sable. Le barrage des fils électrisés passe aussi à une certaine distance sur les bancs, mais celui «qui connaît son chemin» peut facilement l'éviter.

De plus, les soldats allemands ne dédaignent pas de donner un coup de main pour faire passer les sacs et les paquets au-dessus du barrage. L'un d'eux est particulièrement adroit dans cette manœuvre, pour laquelle il emploie une longue perche terminée par un crochet.

Le seul contrôle de l'armée consiste en un phare qui, pendant la nuit, éclaire de temps à autre les bancs de sable. «Sans ce phare, nous dit quelqu'un qui connaît tous les bancs de sable, la fraude serait un vrai jeu d'enfant.»

Pour les bateaux, il existe aussi un contrôle à Bath; plus d'un bateau s'y fit pincer, et entre autres tout dernièrement encore le «Limburgia» avec une cargaison d'huile de lin.

«À cause de la stupidité du batelier, dirent dédaigneusement quelques hommes qui connaissent l'Escaut occidental au bout des doigts et qui, avec leur mentalité de fraudeur étaient particulièrement ennuyés de ce que la cargaison ait été confisquée, tout près de la Belgique.»

Mais le batelier ne connaissait pas le chenal. Il aurait dû suivre la Schaar près de Saaftingen. Il serait entré immédiatement en Belgique et il aurait pu se moquer des bateaux patrouilleurs.

«Que vient-on donc faire ici quand on n'y connaît, pas son chemin?»

«Oui, oui, je comprends, me dit quelqu'un, si vous venez pour frauder, et bien donc, il ne faut pas avoir peur d'apporter vos marchandises ici. Il ne faut pas entrer dans le canal d'Ossendrecht. Un peu plus au sud, vous entrez dans une passe, et vous déposez les marchandises sur un banc de sable en Belgique. Sinon, nous nous dirigeons dans le Hedwig, et l'affaire est bâclée!»

Il y avait ainsi des fraudeurs de part et d'autre de la frontière. De temps à autre, ils faisaient même de trop belles affaires au gré des Allemands, et ceux-ci intervinrent parfois d'une façon plutôt sévère. Ainsi se fit-il à «Platluis».

(1) Le correspondant précité écrivit:

La population mâle de «Platluis» est déportée. Cette déportation se pratique de la façon suivante: Vendredi matin à 4 heures, la plupart des habitants de Platluys se reposaient encore.

«Platluis»... Un nom plutôt drôle... Le hameau, vu d'une des collines des environs d'Ossendrecht, avec ses toits rouges, se dessinant pittoresquement sur le fond noir des bois, est plus joli que son nom... mais dans le folklore des hameaux et des quartiers il existe bien des noms singuliers.

Platluis se trouve en Belgique ; mais, lorsque les Allemands établirent le barrage électrifié, ils laissèrent le groupe de maisons hors de celui-ci.

«Platluis est neutre» disaient les gens.

Mais ce vendredi matin donc, cette soi-disant neutralité fut bien violée par les Allemands qui démontrèrent ainsi que, s'ils avaient laissé Platluis en dehors du barrage, ils n'avaient pas abdiqué leurs droits sur ce hameau — si tant est qu'il peut être question de droits en cette circonstance.

Nous disions donc que la plupart des habitants étaient encore au repos, lorsque tout à coup, à 4 heures, 300 soldats allemands firent leur apparition. Sans faire de bruit, ils étaient passés par le passage dans la barrière et ils envahirent Platluis à l'improviste. Chaque soldat connaissait sa mission, de sorte que chaque maison fut entourée par les militaires. Les hommes de 16 à 80 ans devaient être déportés... Ce fut un dur rêve ! Des femmes et des jeunes filles effrayées et éplorées sautèrent hors du lit... Les hommes et les garçons essayèrent encore de fuir mais ils coururent dans les mains des soldats. Il y en eut trois qui parvinrent à passer en territoire hollandais. D'aucuns se jetèrent dans un fossé, mais ils en furent retirés et furent rossés d'importance en punition d'avoir essayé de s'enfuir. Dans certaines maisons, les Allemands employèrent la ruse. Ainsi, dans une maison, ce fut la fille qui vint ouvrir.

«Il faudrait nous indiquer exactement la frontière», lui dit un des soldats.

«Je n'ose pas, mais j'irai appeler père», répondit la jeune fille.

Le père était un vieillard de plus de septante ans.

«Je veux bien aller avec vous» dit-il, et il s'habilla.

«Y a-t-il encore des hommes ici?», demandèrent les Allemands.

«Allons voir...»

Les Allemands retirèrent le fils adoptif, un garçon de 16 ans, d'en-dessous des couvertures.

Il n'était plus question maintenant d'aller à la frontière. De cette façon, les Allemands purent s'emparer des hommes sans rencontrer de la résistance.

Car ils auraient pu tomber sur des solides gaillards qui se montreraient plutôt moins empressés à se rendre. Tous furent amenés, les vieux comme les jeunes.

Et les Hollandais donc...

Quelques-uns — il doit y en avoir eu six — avaient justement terminé leurs petites affaires, chez les acheteurs de la marchandise fraudée. Il y a cinq de ces acheteurs dans Platluis. Ils rassemblent «la marchandise hollandaise» et la transportent à leur quartier général, «le Blokhuis» à Putte en Belgique: du pétrole, de la farine, du riz, et tout enfin ce qui peut être de quelque utilité.

Les Hollandais sortirent, pour être de retour chez eux à Ossendrecht (Hollande) avant le jour. Ils aperçurent les soldats allemands qui arrivèrent justement. Mais ils n'eurent point peur ! Les fraudeurs et les Allemands sont de bons amis, voyez-vous.

«Ainsi donc, dit un des Hollandais à ces messieurs les militaires, nous venons encore tout juste de vous apporter quelque chose.»

«Voilà qui est bien ; venez donc avec nous» répondit un des casque-à-pointe, et, à leur grand étonnement, les fraudeurs furent arrêtés et emportés par le passage dans la barrière... et jusqu'ici, personne dans Platluis ne sait encore

où ils ont été conduits. Les hommes sont partis et ne reviennent pas. Une quarantaine ont été faits prisonniers de cette façon, pour une question de lettres pense-t-on. On conçoit facilement que les femmes et les jeunes filles de Platluis soient très inquiètes maintenant.

Donc, la première fois que les Allemands passèrent sur ce coin de territoire resté libre, ils y trouvèrent aussi des Hollandais ?

«Mais ils en auraient trouvés chaque nuit, me dit un habitant d'Ossendrecht, car malgré l'étroite surveillance militaire, on fraude encore beaucoup.»

(1) Platluis: morpion.

LES PASSAGES DE LA FRONTIÈRE

Et pourquoi les Allemands y opérèrent-ils parfois ?

Parce que les fraudeurs étaient aussi impliqués dans les questions d'espionnage et dans le transport de lettres. Ou bien, contre paiement de grosses sommes, ils aidèrent des jeunes gens à passer la frontière. Le passage de la frontière était même exploité, lui aussi par les fraudeurs. On demande des sommes scandaleuses. Et l'on ne pouvait alors pas même encore avoir confiance dans l'autre. Des hommes qui se firent passer comme guides, prouvèrent bientôt qu'ils étaient à la solde des Allemands en livrant les jeunes gens à l'ennemi, tout près de la frontière.

Concernant les passages de la frontière, il a paru un livre : «Les Évasions de Belgique». (1)

«Pourquoi tant de jeunes Belges, et même tant d'hommes d'âge mûr, ont-ils tenté, au péril de leur vie, de franchir la frontière et de pénétrer en Hollande ? Les mobiles ont été le sentiment du devoir envers le pays et la soif de la liberté. Rallier à tout prix l'armée belge pour combattre l'opresseur à côté de leurs compatriotes, échapper à un régime de servitude, tels sont les buts que cherchent à atteindre les évadés.

C'est ce que dit très simplement l'un d'eux : «L'idée d'aller rejoindre mon frère au front n'était pas sortie de ma tête depuis son départ.» Un autre : «Depuis longtemps, l'idée d'être utile à l'armée hantait mon cerveau.» D'autres le disent plus explicitement encore : «Je suis parti pour rejoindre l'armée où mon devoir m'appelait. Nous avions décidé d'aller servir notre pays, et nous devions passer la frontière coûte que coûte.» Ceux qui n'ont pu servir, dès le commencement, brûlent du désir de rejoindre : «Quand la guerre éclata, dit l'un d'eux, je ne pus m'engager dans l'armée, parce que j'avais le bras gauche cassé.» Deux mois après, ce courageux patriote veut partir pour s'enrôler. Il est pris et condamné au travail forcé en Allemagne. Après deux tentatives infructueuses, il réussit enfin à passer la barrière. Un autre qui vient de raconter toutes les péripéties de son passage, les dangers courus, la perte de ses vêtements et des craintes pour la sécurité des siens, ajoute en conclusion : «Je ne regrette rien, si ce n'est de n'avoir pu servir plus tôt mon pays.»

Après avoir énuméré les dangers où de nombreux Belges avaient péri et qu'il venait de courir lui-même, un jeune brave ajoute : «Cela ne nous faisait rien, car nous avions hâte de rejoindre l'armée belge.»

Parfois, c'est un père qui, non content d'exhorter ses fils à rejoindre l'armée, leur donne l'exemple en les accompagnant et en guidant. L'esprit du devoir le conduit : devoir envers sa patrie, devoir envers ses enfants. Écoutez ce procès-verbal de quelques lignes : «Mes fils et moi voulons re-

joindre l'armée belge. Nous avons passé la frontière dans la cale d'un bateau charbonnier. Le voyage horriblement pénible a duré six jours.» C'est tout. Suit la signature.

Une autre déclaration :

« Nous étions bien décidés à rejoindre l'armée belge, et ce au prix de n'importe quel danger. »

« Nous étions six jeunes gens décidés à passer la frontière pour rejoindre l'armée belge. »

Le passage était parfois difficile. Beaucoup de jeunes hommes passèrent par les bancs de sable du Bas-Escaut, une région très dangereuse avec de nombreuses passes et cloacques. On doit s'y tenir constamment en mouvement pour ne pas s'enliser, même pendant qu'on devait se jeter à plat ventre pour ne pas être pris dans le feu du phare allemand qui inonde la plaine étendue de ses rayons. On se trouvait ainsi une seconde dans la lumière : un coup de feu part, puis un second. Le fuyard pense que sa dernière heure a sonné. Il court jusqu'à mi-corps dans l'eau glacée, mais il passe quand même et une demi-heure après il se trouve sur la digue en Hollande. D'autres témoignaient :

« L'endroit où nous étions arrivés était très dangereux, aussi nous épions avec le plus grand soin la sentinelle qui se trouvait seulement à 200 m de nous. Les projecteurs placés par les Allemands éclairaient chemins et champs. Nous enlevons nos souliers et une partie de nos vêtements et nous nous engageons sans tarder sur les terres d'alluvion, car c'était marée basse. Mais quel chemin ! Plus nous avançons, pire c'était, nous enfoncions de 50 ou 60 centimètres dans le limon ; enfin nous finissons par arriver à un ruisseau où il y avait heureusement très peu d'eau. C'est là qu'un de nos camarades faillit perdre la vie, il disparut entièrement dans la vase et nous ne parvîmes à le sauver qu'après beaucoup d'efforts. Comme il avait perdu connaissance, nous fûmes obligés de le porter et c'est ainsi que nous arrivâmes seulement à deux heures du matin en Hollande où notre ami fut soigné et où nous fûmes très bien reçus. »

Enfin voici les péripéties par où passa une autre bande, aux mêmes lieux :

« Nous avions dû nous cacher souvent pour échapper aux patrouilles, aussi étions-nous dans un vilain état, les habits, le visage et les mains abîmés, couverts de boue de la tête aux pieds. À 9 heures 1/2 ou 10 heures, c'était marée haute dans l'Escaut. Nous quittons le cabaret où nous étions rassemblés et arrivons au bord du fleuve. Nous étions là à genoux, nous baissant continuellement pour échapper aux projecteurs, tandis que les sentinelles allemandes se tenaient à 15 mètres de nous sans nous remarquer. Maintenant commençait le plus difficile. Le fil électrique pénétrait environ 300 mètres dans l'Escaut mais par suite d'une tempête, quelques piquets étaient arrachés. Nous l'avions remarqué la veille et ainsi nous allions essayer de parvenir de l'autre côté. Mais ce qui nous effrayait le plus, c'était le projecteur établi sur la digue de l'Escaut ; s'il nous découvrait nous étions certainement perdus et tués à coups de fusil. Au début, tout alla bien, mais à mesure que nous avançons, nous enfoncions davantage dans la vase, de sorte qu'elle atteignit bientôt notre poitrine et que nous étions obligés de nous aider continuellement l'un l'autre dans les passages difficiles. Chaque fois aussi que le projecteur éclairait de notre côté, nous étions obligés de nous coucher à plat ventre sur un endroit résistant de manière à ne pas être aperçus. Après avoir pataugé ainsi pendant une heure et demie dans la boue, nous avons passé le fil électrique environ un mètre au-dessus de lui. L'eau nous arri-

vait déjà au-dessus de la poitrine, car la marée montait. À onze heures du soir, nous arrivions enfin à la frontière hollandaise. »

La fuite de l'« Atlas » fut célèbre. Ce remorqueur avait été réquisitionné par les Allemands et devait être livré à Andenne, mais il resta encore à Liège pendant quelques jours pour y subir quelques réparations. Le directeur de ce bateau, M. Hentjes, qui connaissait déjà de longue date la rivière au bout des doigts, résolut de ne pas abandonner le remorqueur à l'ennemi. Il conçut un plan audacieux. Il fit recouvrir la proue de tôles et il fit aussi blinder la barre afin de protéger le pilote — lui-même — contre les balles. Il voulut ainsi passer en Hollande avec l'« Atlas », mais aussi profiter de l'occasion pour emmener des passagers afin de les faire sortir du territoire occupé. Il connaissait assez de personnes qui voulaient fuir de Belgique et il en prévint 108. Celles-ci furent embarquées par groupes de deux ou de trois, pour ne pas attirer l'attention. Il y avait des jeunes gens, des prêtres, un colonel français, un aviateur belge et des Russes qui étaient employés à des travaux par les Allemands. Le départ était fixé au 3 janvier.

À cause de la crue de la Meuse, on pouvait passer sur le fleuve et on ne dut donc pas s'aventurer dans le canal. L'« Atlas » partit, sous les ordres de M. Hentjes.

Le courant, très puissant en ce moment, emportait le bateau, mais le capitaine commanda néanmoins de faire donner les machines à toute vapeur. Rapide comme une flèche, l'« Atlas » partit et se lança au-dessus des barrages. À Argenteau, le bateau fut signalé. L'affaire commença à devenir dangereuse.

Le premier pont de Visé !... Une mitrailleuse envoie une pluie de balles. Hentjes reste calme et, caché derrière ses plaques de blindage, il conduit le bateau en-dessous du pont.

Le second pont de Visé... Encore un feu de mitrailleuse. Mais l'« Atlas » passe à toute vapeur en-dessous de l'arche.

Un troisième pont, qui barre la route celui-ci... Hentjes s'élance à toute vapeur et l'« Atlas » rompt le pont et se fraie un passage.

Un bateau allemand, monté par six soldats et armé d'une mitrailleuse surgit.

L'« Atlas » aborde le bateau et les six Allemands sont jetés à l'eau. Des coups de fusils partent de la rive. L'« Atlas » marche toujours ; on déploie le drapeau belge à bord et avec des hourras de joie les fuyards arrivent, après ce voyage dangereux, à Eidsen, en Hollande.

Cette évasion audacieuse suscite beaucoup d'admiration et de joie.

Ce fait était arrivé justement au moment où l'autorité allemande avait proféré de terribles menaces contre ceux qui essaieraient de passer la frontière, par l'affiche suivante :

« Le 6 décembre, une bande d'environ cent hommes, pour la plupart armés, ont essayé d'atteindre la Hollande en passant la frontière de force.

» Des trente-sept personnes arrêtées, la cour militaire de Liège en a condamné trente à mort, le 18 courant ; quatre jeunes hommes de moins de 18 ans et dont il n'est pas prouvé qu'ils étaient en possession d'armes ont reçu chacun 15 ans de prison. Pour les trois autres, la peine fut moins grave, parce qu'il n'est pas prouvé qu'ils étaient à la hauteur des moyens qui allaient être employés pour passer la frontière.

» Encore une fois, j'ai commué la peine de mort en celle

des travaux forcés à perpétuité, parce que les prisonniers ont été menés par des dirigeants sans conscience et ne se seront pas parfaitement rendu compte de la gravité de leur crime.

» Si à l'avenir des faits semblables se reproduisent, il est à prévoir que je ne ferai plus usage de mon droit d'accorder grâce.

Le gouverneur général de la Belgique ad-intérim, Freiherr von HEUNE, général d'infanterie.»

Que s'était-il passé au juste? Des hommes de différents villages avaient convenu de se réunir près d'un poste à la frontière. Ils étaient armés et briseraient tout simplement l'opposition des sentinelles allemandes. Tout était arrangé; chacun avait à jouer son rôle. Le groupe était nombreux. Le poste était isolé. On exécute le plan pendant la nuit. Le poste fut attaqué; des coups de feu retentirent. Les Allemands se rendent bien vite compte qu'il était inutile d'essayer de résister et, maintenant qu'ils étaient si loin du front, ils n'avaient nulle envie de se faire tuer. Mais qu'arriverait-il s'ils ne faisaient pas leur devoir? Ils trouvèrent plus simple d'accompagner les fuyards et de passer en Hollande avec eux. Le poste était donc complètement abandonné. Les coups de feu avaient attiré des curieux. On se cria l'un à l'autre que le chemin de la Hollande était libre à cet endroit. Beaucoup de gens en profitèrent pour échapper, eux aussi, à la cruauté des Allemands. Et il s'emmena toujours des amateurs de la liberté jusqu'au moment où tout à coup une patrouille survint et cueillit au hasard trente-sept hommes, ceux dont il est question dans la proclamation ci-dessus.

Comme nous l'avons vu, cette menace ne put empêcher l'évasion de l'«Atlas». Environ à la même époque, une autre tentative audacieuse de fuite échoua malheureusement.

Un groupe de Liégeois qui voulaient se rendre au front était parvenu d'acheter un machiniste allemand qui était régulièrement en service sur la ligne Liège-Visé. Il devait prendre les Belges sur son train puis il passerait Visé jusqu'à la frontière hollandaise, ensuite il abandonnerait le train et fuirait avec ses clients.

On partit, animé du meilleur espoir. Mais la chose avait probablement été ébruitée. On télégraphia à Visé et le train fut conduit sur une autre voie.

Le machiniste fut donc bien obligé d'arrêter et lui et ses passagers descendirent du train entre une double haie de soldats. Ils furent évidemment faits prisonniers.

Combien romantique fut le passage de la frontière du R.P. Hilarion Thans, l'infirmier bien connu, aumônier de l'armée belge, et grand littérateur.

Il avait fait paraître à Malines un recueil de poésies non censurées dont quelques vers ne plurent pas aux Allemands, lorsqu'ils découvrirent l'ouvrage, lors d'une perquisition de l'imprimerie Saint-François, à Malines. Hilarion Thans habitait alors à Reckheim, dans le Limbourg, où il s'occupait d'espionnage; on l'avertit que son meilleur plan était de franchir la frontière.

On avait d'ailleurs déjà opéré une perquisition à son domicile sans rien trouver de compromettant.

La frontière de la Hollande était très proche.

«Mais, nous raconte Hilarion Thans, dans son excellent ouvrage «Mijn Oorlog» (2), le moment pour une fuite était mal choisi. La déportation des civils, battait son plein et la garde à la frontière était donc renforcée. Le long du

barrage de fils électrifiés, qui était maintenant achevé sur la rive de l'Escaut, on avait posé une sentinelle de cent en cent mètres. J'étais à la hauteur de tous les trucs.

» Mais n'importe à qui je m'adressais, partout il me fut répondu: «Pour le moment, inutile d'essayer! Même les fraudeurs patronnés par les Allemands ne peuvent plus passer!». Alors, je me rappelai que j'avais entendu parler d'un passage souterrain qui conduisait du village frontière Smeermaas, en Hollande. Un matin, pendant un orage de neige, j'allai trouver le curé de Smeermaas, Monsieur l'abbé Claes, qui m'écouta attentivement.

«Il n'est pas question d'un passage souterrain! Il existe tout simplement un tuyau d'égout très étroit qui conduit de mon jardin, dans la Meuse. Mais montez plutôt avec moi, à la fenêtre, vous vous rendrez mieux compte si la fuite est possible par ce chemin.»

Du premier étage du presbytère, dont le jardin se trouve du côté de la Meuse, on a une superbe vue sur le fleuve et sur le paysage au-delà de la frontière vers Maestricht. Le chemin à parcourir s'étendait devant moi. En bas, dans le jardin, se trouvait un carré noir dans la neige: le couvercle en tôle d'un puits.

C'est là-dedans que je devais descendre. Par le tuyau d'égout, je pourrais passer par-dessous la haie, le chemin de la digue et le barrage électrique jusqu'au bord de la Meuse. J'aurais alors à ramper un centaine de mètres en plein air, en amont, vers la Hollande. À l'endroit où le fil électrifié quittait la digue et suivait la frontière vers l'intérieur, les Allemands avaient posé une première haie en fil de fer ordinaire, et les Hollandais une seconde, assez loin dans la Meuse. Je devais franchir ces deux obstacles dans l'eau dont l'un était haut de deux mètres avant de me trouver en territoire hollandais. Le curé m'énuméra alors les autres dangers que je courais. L'expédition devait évidemment se faire pendant l'obscurité, pas trop tard cependant, car alors une puissante lampe à acétylène était allumée au coin de la frontière. Un Allemand logeait au presbytère. Les fenêtres de la maison, où était installé le corps de garde, de l'autre côté de la rue, donnaient toutes sur le jardin. Le tuyau d'égout était fort étroit et fermé; et au bout, il y avait une porte en tôle et on ignorait si elle avait été fermée ou non par les Allemands! Enfin, je devais ramper entre deux sentinelles et le bain dans la Meuse serait probablement plutôt froid!...

On me croira donc sans doute quand j'avoue que l'aventure ne me tentait guère. Je n'avais cependant pas l'embarras du choix.

«Je risque le paquet» disai-je après un moment. Et M. l'abbé Claes me donna toute liberté d'agir et me promit même son appui quoiqu'il sût très bien, que, si je ne réussissais pas, il serait puni au moins d'une amende sinon de l'emprisonnement.

L'après-midi, je confiai mon secret à un voisin M. Pelsers, dont un des fils se trouvait au front. Il me fournit des habits civils, me donna encore quelques conseils et ensemble nous attendîmes l'obscurité.

Cinq heures du soir. Le ciel était bas et couvert, mais c'était singulier, l'obscurité ne tomba point. Caché derrière la fenêtre, j'épiaï les deux sentinelles qui allaient et venaient, se disaient quelques mots et regardaient couler l'eau pour tuer le temps.

Cinq heures et demie. En Hollande, quelques lumières s'allument. Mais l'obscurité ne tombe toujours pas!... Nous n'avions pas songé à la pleine lune qui éclairerait toute la

nuit! Désappointé et rompu par cette journée d'attente, je retournai au couvent.

★ ★ ★

Quelques jours plus tard, les Allemands ne sont pas encore venus. La lune ne se lèvera qu'à sept heures. À quatre heures de relevée, j'arrive à la cure de Smeermaas accompagné d'un confrère.

À cinq heures, je grimpe à la chambre du curé: je suis un mince jeune homme habillé d'un pantalon, d'une veste et d'une casquette. Je suis voué à tous les saints du paradis. Nous vidons un verre sur le bon succès de l'entreprise. Je prends mes derniers dispositifs.

Mon confrère Chrysologue m'accompagnera au jardin. Quelque long que cela puisse paraître, il attendra jusqu'à ce qu'il apprenne quelque chose. S'il entend la sentinelle crier alarme, il saura que l'entreprise est manquée. Si au contraire, par-delà la frontière il entend crier trois fois «Jean» comme si un fermier appelait son fils — alors tout est en ordre, il peut reprendre mes habits religieux et annoncer la bonne nouvelle au couvent.

À pieds nus — pour ne pas attirer l'attention de l'hôte allemand —, nous descendons l'escalier, retenant notre respiration quand l'escalier crie.

Aveuglé encore par la lumière vive de la chambre, je me trompe de chemin et je m'approche du chien du garde.

Celui-ci s'élance en furie et tout le village retentit de ses aboiements. Je grommèle quelques mots doux et je m'écarte vivement. Je regarde le corps de garde d'en face: pas une fenêtre n'est éclairée. J'ai fait ouvrir le trou depuis une demi-heure: une odeur caractéristique guide nos pas. Je me penche sur l'ouverture, pendant que Chryso regarde par la haie si aucun Prussien ne se trouve dans le voisinage.

«Pst! voilà qu'il y en a un qui s'approche!»

Nous nous couchons comme morts. Comme le tic-tac d'une horloge de tour, son pas résonne sur le sol. Il s'éloigne. Vite: je me laisse glisser dans le puits. Des petites mottes de terre font un bruit mat en tombant. Lentement, la moite froideur de la boue monte le long de mes jambes. Je me couche sur le côté; le bras droit étendu en avant, le bras gauche colé au corps, j'entre tout juste dans l'orifice du tuyau. Je recommence à glisser en me servant de mes bras et de mes jambes. Une couche de boue grasse adoucit le frottement aux épaules, aux reins et aux genoux. Mais l'humidité froide qui a percé jusque sur la peau me donne une sensation désagréable.

«Ça va-t-il?» me demande Chryso en chuchottant au-dessus de l'orifice.

Je lui réponds: «À merveille!» et j'avance tout doucement.

Pendant combien de temps cette course de rat dura-t-elle, je ne saurais le dire. Il me semblait qu'elle durerait toujours.

Grâce à Dieu, voilà, que ma main touche la porte en fer. Et immédiatement je sens qu'elle ne résiste pas. Je crie un dernier adieu à Chryso et je commence à lever la plaque. Ceci demande beaucoup de prudence. Les charnières rouillées ne grincent que faiblement. Je pousse la tôle de la tête, je la soutiens de l'épaule et la laisse glisser vers les reins.

Je me suis complètement retourné et je suis couché sur le ventre dans la boue, avec la porte dans le dos, le menton reposant sur les mains et je souffle un instant. Je sens l'air frais et comme de l'eau pure.

Devant moi coulait le fleuve large, noir et grossi, qui s'amène en courbe de Limmel et passe d'une allure puissante, mais sans bruit. À droite, on voit les lumières de Wyk jetant des lueurs jaunâtres sur l'eau. De l'autre côté en amont, c'est l'immense profondeur de l'obscurité. Dans le village, pas un bruit.

Ce silence est si profond que je perçois nettement le souffle d'un remorqueur à la halte de Bunde.

Mais où donc se trouve la sentinelle?

Je sors du trou, je laisse la plaque se reposer sur mon pied, je me courbe et j'attrape la tôle de mes doigts, puis je la laisse tomber doucement. Je glisse jusque près de l'eau et regarde la rive au-dessus de moi. Les poteaux du barrage se dessinent vaguement dans l'ombre. Et derrière le barrage, je vois, à peine visible, un casque à pointe surmontant de larges épaules se dessiner sur le firmament noir!

Si longtemps que le Prussien ne s'éloigne pas, je n'ose bouger. Je profite de ces quelques moments de repos pour me couvrir les mains et le visage d'une couche de boue. Car l'obscurité n'est pas complète et à cinq mètres — c'est la distance qui me sépare de la sentinelle —, le teint pâle du visage doit parfaitement attirer l'attention.

Voilà que le Prussien reprend sa promenade et, extrêmement calme, sans bouger un caillou et sans froisser une seule herbe, je commence à ramper. Il n'y eut point d'autre particularité, si ce n'est que vers le milieu des cent mètres de distance que j'avais à parcourir, je touchai le cadavre d'un chien noyé et que je dus me reposer; et alors le cœur bondit dans ma poitrine lorsque la sentinelle passa à quelques pas de moi.

Au premier obstacle, je descends dans le fleuve et je passe aisément; l'eau me monte seulement jusqu'à la poitrine. Une dizaine de pas plus loin, je butte sur le second barrage. Ici je dus descendre plus bas dans la Meuse. L'eau me monte jusqu'à la poitrine et m'étreint parce qu'elle est glacée.

Et je ne suis pas encore au bout.

Je ne dois pas songer à nager: le courant m'emporterait d'où je suis venu. En me tenant solidement au fil de fer barbelé, je dois essayer de me lancer au-dessus de l'obstacle sans faire du bruit.

Malheureusement, les poteaux ne sont pas fixes; le terrain est enlevé par le courant. Chaque fois que j'essaie de tenir fermement le fil, le bois cède avec un craquement sinistre. Tout à coup me saisit une crampe dans la jambe. Je m'arrête sans bouger un millimètre, haletant et tremblant, ma tête seule dépassant l'eau.

Devais-je donc faire naufrage dans le port?

Sitôt que je parvins à bouger, je grimpai sur la berge et je m'étendis sur le sol pour songer. À dix pas de moi, je vois la forme indécise d'un Prussien. Il ne bouge pas. Oserais-je grimper sur la haie, rapide comme un chat?... Et si les fils crient? Si je reste accroché aux barbes! Une silhouette noire se dessine si nettement sur le firmament. Un coup de feu est si vite tiré.

Ma décision est prise. Je descends de nouveau dans l'eau si loin que possible. Je me mets à attirer vers moi l'extrémité arrachée du barrage. Je la pousse sous l'eau, je mets les pieds dessus et je me lance par-dessus l'obstacle. Puis, sans oser respirer j'écoute. Le silence est complet. Ma première pensée est un remerciement à tous les saints du paradis.

Car je suis libre maintenant. Pendant que je m'avance

vers la rive libre — toujours calme, mais jubilant dans mon for intérieur —, j'ai une heureuse sensation de délivrance. Je sens à peine l'humidité et le froid. À une trentaine de pas de la frontière, je me retourne et dans la nuit calme, j'appelle trois fois le nom convenu. Je ne reçois de réponse que celui de l'écho. Mais je sais que dans le jardin du presbytère quelqu'un se frotte les mains.

★ ★ ★

Je savais qu'à quelques pas de la digue se trouvaient des maisons mais pas le moindre trait de lumière ne révélait de la vie à l'intérieur. Droit devant moi cependant s'ouvrait dans le lointain une porte toute grande éclairée. Je marchai vers cet endroit. C'était une boutique et un café : la boutique et un client s'entretenaient, de part et d'autre du comptoir. J'aperçus de suite à l'expression de frayeur sur leurs visages pâles que mon apparition devait avoir quelque chose de celle d'un fantôme. Tout ruisselant, les mains et le visage couverts d'une boue noire et, comme me dit plus tard la patronne, les yeux démesurément ouverts, je semblais venir d'un autre monde. Je racontai mon aventure en quelques mots brefs : « Franchi la frontière, passé dans l'eau, y a-t-il moyen de me laver et de changer d'habits ? »

Je ne parlai pas de l'égout, cela devait rester secret. Mais immédiatement l'hôtesse me dit : « Vous avez passé par l'égout de monsieur le curé ? ».

Depuis mon entrée, une odeur de boue avait rempli la petite place.

Madame Schiepers — belge elle-même — me soigna comme une mère. Elle ferma le café, m'apporta de l'eau, du savon et un essuie-mains et courut chercher des habits propres. C'est en vain que je prétendais que de vieux habits suffiraient pour ce soir : elle déplaça le meilleur costume du mari — celui-ci étant encore à son travail. Bientôt je fis mon entrée dans la cuisine, vêtu d'un joli costume noir et sur mes bas. Mais cette fois-ci se produisit la réaction du bain trop prolongé dans la Meuse. Je commençai à trembler et à claquer des dents de sorte que je ne pus même plus proférer une parole. L'hôtesse compatissante me fit asseoir devant la cuisinière et mettre mes pieds dans les fours. Le froid me secoua tellement que j'eus de la peine à garder l'équilibre sur ma chaise. Je dus manger une assiette de soupe chaude mais pendant dix minutes je ne parvins pas à manier une cuiller. Je ne parvins pas plus à lacer mes bottines : un petit garçon et une petite fillette se chargèrent chacun d'un soulier.

Il était sept heures maintenant. Je remerciai vivement madame Schiepers et lui promis de revenir la revoir bientôt, puis, accompagné d'un voisin, je partis pour Maas-tricht. Cette marche de quatre kilomètres, d'un pas rapide, me mit en transpiration.

Après trois années d'absence — pendant laquelle je m'étais senti éloigné de ma ville natale comme si j'avais habité la Chine —, les vieux chemins et les rues connues me semblaient si attrayants ! Et en mon for intérieur, je ne cessai de jubiler : « Libre ! Tu es libre ! ».

Et ce n'était pas tant la sensation d'avoir échappé à la prison, mais celle de ne plus sentir sur mes épaules, comme la pression de deux mains de fer, l'idée d'être à la merci des caprices détestés et du joug injuste des Allemands.

J'avais désigné notre maison à mon compagnon et lui dis : « Entrez d'abord et dites que le R.P. de Reckheim va venir ce soir. Ajoutez ensuite que je suis peut-être déjà en route —, que je puis même entrer d'un instant à l'autre. »

De la rue, par derrière le rideau, j'avais épié l'étonne-

ment joyeux suscité par ce message inattendu. Lorsque je jugeai la préparation suffisante, je me montrai à la porte. On devine aisément que toute la famille fut vite sur pied — les petits même en robe de nuit — que de part et d'autre, on avait bien des choses à raconter et que ce soir il se fit bien tard avant d'aller se reposer. (3).

★ ★ ★

Et à raconter cela, nous songeons à un autre héros courageux qui échappa à la peine de mort et entra à l'armée. Le « Courrier de l'Armée » dit à son sujet :

« 48 ans, marié, père de famille, le sous-lieutenant Verberne reste à Anvers en 1914 au moment de la retraite d'Anvers. Il y dirige un centre d'espionnage et se dévoue au maintien du bon moral de la population. Il collabore à des feuilles clandestines. En quatre mois de temps, il passe dix fois la frontière hollandaise avec des documents, et cela malgré la police secrète allemande qui file constamment. Il livre aux Alliés les plans nécessaires aux bombardements des chantiers ennemis à Anvers. Le jour du bombardement des chantiers de Hoboken, Verberne est arrêté !

Il nie ses voyages en Angleterre : on lui montre sa photo prise en pleine mer à bord du bateau. Et Verberne se souvient en effet avoir vu le mouchard allemand Max Bauermeister, sur le navire...

Notre héros fait deux cent dix-sept jours de prison dont cent dix-sept au secret le plus rigoureux... Malgré cette mesure draconienne, il parvient à communiquer avec l'extérieur. C'est ainsi que de sa prison, il envoie régulièrement ses articles aux journaux prohibés... et pour ce faire il écrit avec une épingle et du sang de son pouce...

Au conseil de guerre, Verberne est condamné à neuf semaines de détention, trois mois de prison pour passages frauduleux de la frontière et recel de mitrailleuses appartenant à l'armée belge.

Sous l'inculpation d'espionnage, il est condamné à mort.

Pour régler ses affaires de famille et moyennant une caution de 50.000 marks, Verberne reçoit dix jours de liberté provisoire. Il doit se présenter à des heures différentes et trois fois par jour à la Polizei, au Meldeamt et à la kommandantur. Des agents secrets le traquent constamment, ce qui ne l'empêche pas de fuir en Hollande le huitième jour ! Il emmène avec lui un officier français qui était parvenu à sauver 58 millions de la Banque de France à Lille. Chargés de lourdes valises, les deux fugitifs passent à travers les marais des Polders, ayant de l'eau jusqu'à la ceinture, poursuivis par les chiens policiers, par les balles et les projecteurs...

Mais leur courageux sang-froid, leur permet d'atteindre leur but...

Arrivé en France, Verberne retourne plusieurs fois en Belgique par la voie des airs. C'est le célèbre Védérines qui le pilote et le ramène...

Enfin nommé sous-lieutenant à l'armée belge, Verberne n'a de cesse aussi longtemps qu'on ne lui permette de rejoindre le front...

Il y arriva au vaillant 17^e de ligne, au moment de l'offensive de la libération... Son coup d'essai pour le baptême du feu est un réel coup de maître : il va en mission avec son peloton à 800 mètres dans les lignes ennemies, attaquant un « béton » de la « Flanderstellung » aux environs de Moorslede et de Sint-Pieter. Il combat pendant une heure, et ne rentre que sur l'ordre formel de son chef de bataillon.

M^{me} Verberne, ardente patriote, lui écrit :

« Fais ton Devoir, la Patrie sera contente et tes enfants

et moi, nous serons fiers de toi!... »

★ ★ ★

Encore un échantillon d'audace. D'abord nous donnons une déclaration qui nous fut transmise par les soussignés en ces temps, mais dans laquelle, eu égard aux circonstances d'alors, on dut passer sous silence qu'il se trouvait un passager à bord, ainsi que nous le raconterons tantôt.

« Les soussignés prennent la respectueuse liberté de déposer la déclaration suivante :

Le 6 décembre à 3 h, 30, nous avons quitté Flessingue avec le remorqueur « Louisa », ayant son port d'attache à Gand, pour le conduire à Gravesend, car il avait été vendu à une firme anglaise à Stepney.

À 5 heures de l'après-midi, nous nous mîmes à l'ancre à Westkapelle pour y attendre l'obscurité.

Il soufflait une brise moyenne de N.-O. À 8 h. 45, nous levâmes l'ancre et nous partîmes vers le « Noord-Hinder » devant lequel nous passâmes le 7 vers 6 h. 30 du matin. Un vent du Nord se leva et se fit bientôt violent, nous apportant une avalanche de neige et rendant la mer houleuse. Vers 5 h. 30 de l'après-midi, nous passâmes devant le bateau-phare anglais « Galloper ». Arrivés à peine à 2 miles de cet endroit, dans la direction du « Sunk », nous aperçûmes le périscope d'un sous-marin à une distance d'environ 2 miles.

Le sous-marin s'approchait à vive allure et lorsqu'il fut arrivé à environ une mile de distance, il émergea de l'eau et nous constatâmes qu'il était de nationalité allemande parce qu'un drapeau allemand était peint en-dessous du périscope. Nous avançâmes en zig-zag, ce qui n'empêcha pas le sous-marin de s'approcher toujours. Le vent, la pluie, la neige et la mer se firent plus violents. Ce fut notre salut, car ainsi le sous-marin ne nous aperçut point. Après une course d'environ une heure dans ces conditions, le temps s'éclaircit et nous constatâmes que le sous-marin avait pris une autre direction, car nous ne l'aperçûmes plus. Vers 7 h. 30, nous atteignîmes le « Sunk », espérant y trouver un pilote anglais. Ne découvrant aucun bateau-pilote, nous nous dirigeâmes vers trois torpilleurs, qui se trouvaient environ à trois miles vers le S.-O. afin de les avertir de la présence, dans les parages, d'un sous-marin ennemi.

Arrivés à environ 200 mètres du premier torpilleur, nous aperçûmes une explosion terrible. Un des torpilleurs avait touché une mine et sautait.

Un second torpilleur passa tout près de nous et nous cria : « Save as many as you can ». (Sauvez-en autant que vous pourrez).

Celui-ci nous avait à peine dépassé qu'une seconde explosion terrible se produisit qui fit couler le second torpilleur en 4 à 5 minutes. Alors nous aperçûmes dans les parages, encore trois mines flottantes que le troisième torpilleur fit sauter.

Malgré la tempête de neige qui s'était levée à nouveau et la mer redevenue houleuse, nous réussîmes, au prix de grands efforts, à sauver 30 naufragés, dont plusieurs, appartenant au « H.M. Coquette », se trouvaient dans un état pitoyable. Percevant des cris d'appel venant du « Coquette » qui s'enfonçait toujours, grâce au dévouement de l'équipage du remorqueur, nous réussîmes, au prix de grands dangers, à nous approcher à une très courte distance du bateau et à sauver encore 14 hommes de son équipage. Nous prodiguâmes nos soins autant que possible aux plus éprouvés, en leur donnant tout ce que nous possédions ; nous les avons réconfortés avant d'atteindre le port de

Sheerness où nous avons remis tout le monde à bord du « H.M.S. Astacon. »

Fait à Londres, le 17 mars 1916.

Capitaine : Aug. Mollemans, Oprit, 7, Flessingue ;

Machiniste : Jules Alberts, Boulev. de Ruyter, 22, Flessingue ;

Chauffeur : Désiré de Schepper, rue Bleue, 13, Flessingue ;

Pilote : Fr. van Eeckhoutte, rue du Nord, 25, Flessingue ;

Pilote : F. Verschuere, Pitshanger Lane, 36, Ealing, Londres.

Cet équipage revint avec le « Prince Henri » et ce dont il ne fit pas mention dans cette déclaration — parce qu'il importait peu pour leur sujet — il nous le raconte plus tard.

Il y avait un passager à bord : un soldat interné qui voulait retourner au front. Il s'était enfui du camp et avait attendu à Flessingue l'occasion le pouvoir s'embarquer. Il racontait qu'il s'était enfui de l'Allemagne et qu'il était blessé au pied. Il boitait d'une façon magistrale, quoique ce n'était qu'une feinte ; il agissait de la sorte pour dépister les espions. Il avait quelques amis de confiance et ceux-ci lui dirent que l'occasion se présentait de pouvoir atteindre l'Angleterre. Il pourrait partir avec le remorqueur précité. Le soldat accepta avec joie.

Pour échapper au contrôle hollandais, il se cacha sous le charbon. Il y resta fort longtemps. Puis éclata l'orage. L'homme n'avait jamais été en mer. Dès que l'on avait quitté les eaux territoriales hollandaises, il put quitter sa cachette, en-dessous des charbons, mais il souffrait horriblement du mal de mer. Les marins eurent peur qu'il n'en mourût.

Il était couché sur le pont, tout bleu et perdant parfois connaissance. Puis se passèrent les scènes lors de l'explosion des mines. Finalement cependant, le fuyard arriva en Angleterre. Cela nous donne une preuve de tout ce qui était mis à l'œuvre pour pouvoir rejoindre le front.

★ ★ ★

Et nous voici à l'aventure merveilleuse du « Scaldis ».

Le « Scaldis » était un yacht de plaisance appartenant à un Gantois. Au début de la guerre, l'administration des Ponts et Chaussées l'avait réquisitionné mais l'avait abandonné lors de l'évacuation d'Anvers. Les Allemands mirent la main dessus.

En 1917, il fut mis au service de l'amiral qui commandait le port d'Anvers et celui-ci choisit comme pilote un Anversois, Jef Van Dingenen. Celui-ci connaissait l'Escaut dans tous ses coins et recoins.

Edmond Leytens écrit dans « L'Évasion du Scaldis » :

« Durant six mois, le pilote de von Schröder fut admirable. Il devint bientôt le seul maître à son bord : la confiance du chef suprême l'auréolait de prestige. Il embarquait et débarquait à son gré, de jour et de nuit, d'aval et d'amont. Les soldats de service le long du fleuve apprirent à le connaître et ils en vinrent à confondre dans un même respect la personne de Jef et le drapeau amiral qui flottait toujours derrière lui.

En agissant de la sorte, Jef avait un but et finalement il estima que le temps d'exécuter son plan était arrivé.

Quel plan ?

Edmond Leytens, qui s'occupait de la distribution de la « Libre Belgique » à Anvers, et avait, en 1916, essayé en vain

de franchir la frontière, rencontra certain soir un autre col-laborateur dans la distribution de la feuille clandestine, M. François Diercxsens, qui lui demanda : « Ne voudrez-vous pas vous échapper en canot automobile. ».

Sans beaucoup de formalités, après quelques pourparlers, quelques jeunes gens sous la conduite de M. De Tif, firent connaissance avec Jef Van Dingenen, capitaine du « Scaldis », au café du Commerce, dans la rue des Juifs. Celui-ci avait donc conçu le plan de s'évader en Hollande avec le « Scaldis » et d'emporter bon nombre de jeunes gens qui voulaient rejoindre le front. L'aventure devait avoir lieu le 9 septembre. Le matin, les conspirateurs se dirigèrent vers le quai au Sucre, traversèrent l'Escaut et se cachèrent dans les roseaux des plaines sablonneuses de la rive gauche.

M. De Tif, premier lieutenant de marine belge, les conduisit aux « ouvrages » français » où l'on attendait à midi le yacht venant de l'écluse Royers.

Mais à une heure, le bateau n'était toujours pas en vue. Enfin, à 1 1/2 h., le « Scaldis » sortit de l'écluse. Jef Van Dingenen n'avait jamais su éviter le contrôle d'un poste allemand de pilotage. Mais cette fois-ci, il était parvenu à acheter le chef de poste, pour 100 marks, sous prétexte qu'il devait aller prendre en fraude un sac de farine à Cal-loo.

Le « Scaldis » passa le fleuve et amara de l'autre côté. Mais entre le bateau et la rive se trouvait un banc de sable boueux, et un soldat allemand s'approchait tout juste. M. De Tif procura à chaque fugitif un faux passeport. Le militaire passa sans rien dire. Sur les « ouvrages français » se trouvait un gardien. Il vit le petit groupe et demanda :

« Devez-vous prendre ce bateau ? »

« Oui. »

« Bien, passez par-ici. »

Il ouvrit un grillage et montra l'embarcadère du chan-tier.

Sauvés ! On s'embarqua, et le « Scaldis » partit sur-le-champ. De la rive où il était resté pour accomplir sa tâche héroïque, à la vue de l'ennemi, De Tif salua les jeunes gens de la main et pendant quelques minutes sa silhouette se dessina nettement sur le ciel clair. Avec l'aide de son épouse, il avait déjà fait passer plus de 500 jeunes gens en Hollande. Et c'est surtout grâce à lui que l'aventure du « Scaldis » fut couronnée de succès. (4).

Le canot partit comme une flèche malgré la marée montante. Jef tenait le gouvernail. Le capitaine Verschueren était machiniste, le capitaine Cattoor faisait le matelot du pont. Comme passagers se trouvèrent à bord :

Émile Lauwers, docteur à Courtrai, Carlo Hertoghe et Edmond Leytens, étudiants à Anvers, Émile Violon et Maurice Perdaens de Ninove, le baron Gaëtan du Bois de Chantraine et Michel du Bois de Chantraine, tous les deux étudiants à Bruxelles, le baron François de Crombrugghe de Looringem, étudiant à Bruges et Henri de le Court, étudiant à Bruxelles.

Les passagers restèrent dans la cabine.

À Doel se trouvait un poste où tous les bateaux devaient subir un contrôle.

Jef Van Dingenen résolut d'être brutal et de continuer tout simplement son chemin. Car derrière lui flottait le pavillon amiral. Et derrière la fenêtre de la cabine, on n'apercevait que des profils de têtes (on avait enlevé les chapeaux et les casquettes) et à une certaine distance on pouvait très bien prendre les passagers pour l'amiral et son

état-major, Jef passa à vingt-mètres du poste. Ce fut une minute émouvante... Et que se passa-t-il ?

Ah, ce fanion ! Officiers et soldats, toute la garde, sorti-rent au rang et rendirent les honneurs militaires. Jef fit un salut de marin ! On devine qu'on s'amusa dans la cabine !

On ne fut bientôt plus qu'à une couple de kilomètres de la frontière.

« Silence » commanda le capitaine.

Un canot automobile s'approcha, droit sur le « Scaldis ». Jef salua. Quatre officiers rendirent le salut. Le canot passa et partit.

Mais un autre contretemps survint. Le machiniste de-manda de l'essence. Jef voulut donner un bidon. Il n'y en avait plus. Van Dingenen était convaincu que son machi-niste allemand avait vendu la provision, comme cela s'était encore présenté, pour se procurer de l'argent.

Que faire maintenant ? Le capitaine versa de l'eau dans le réservoir : le peu d'essence qui restait, surnagea et le mo-teur se remit en marche mais irrégulièrement. Le « Scaldis » continua son chemin, mais bientôt le moteur s'arrêta pour du bon. La marée ferait revenir le bateau en arrière, c'est pourquoi Van Dingenen le fit échouer sur un banc de sable. Se trouvait-on encore en Belgique ou bien était-on déjà en territoire hollandais ? Question angoissante. Il n'y eut qu'une chose à faire, c'était d'attendre la marée. Mais voilà qu'un bateau s'approcha, venant du nord cette fois-ci, du poste de douane hollandais de Bath.

« Sommes-nous en Hollande » demandèrent les fuyards.

« Oui. »

Les jeunes hommes dansèrent de joie. Les douaniers leur demandèrent le but de leur voyage ; le récit de l'aventure les amusa beaucoup.

Le « Scaldis » fut pris à la remorque jusque Bath. Un commandant hollandais vint à bord, félicita les passagers et leur offrit un cigare. Il reçut le pavillon amiral et donna de l'essence en retour ; de la sorte, le « Scaldis » put gagner Wal-soorden où le consul belge de Flessingue vint le voir le lendemain. Le « Scaldis » fut amené à Flessingue où le récit de l'odyssée suscita de joyeux commentaires.

(1) Librairie académique Perin et Cie.

(2) Ma guerre.

(3) Hilarion Thans, « Mijn Oorlog » paru dans « Ons Volk Ontwaakt ».

(4) « L'Évasion du Scaldis ».

★ ★ ★

UN HÉROS WALLON : FRANZ MERJAY

Il y avait encore bien des choses à raconter concernant les malices employées par les fuyards et les événements qui se déroulèrent à la frontière. Malheureusement, beaucoup d'audacieux jeunes hommes succombèrent, foudroyés par le courant électrique ou terrassés par une balle. L'histoire de la frontière a des rapports étroits avec l'espionnage. Nous avons déjà parlé longuement de l'espionnage dans notre œuvre. Et cependant nous devons encore citer un nom ici : celui de François Merjay, un homme de 65 ans.

Le « Courrier de l'Armée » écrit :

Le corps de Franz Merjay, fusillé par les Allemands le 11 mai 1917 à Charleroi, a été ramené le dimanche 13 juillet. 1919 à Ixelles pour y recevoir les honneurs funèbres que le pays reconnaissant fait à ses héros, morts pour la Patrie.

L'héroïsme de Franz Merjay, qui mit ses talents et son énergie au service de son pays et paya ce dévouement du sacrifice de sa vie, mérite d'être conté et proposé en exem-

ple aux générations à venir. C'est ce que M. le bourgmestre Cocq d'Ixelles a su mettre en relief dans un discours émouvant, prononcé à l'hôtel de ville devant toutes les personnalités venues présenter leurs condoléances au nom du gouvernement belge.

Voici les passages les plus caractéristiques de ce brillant panégyrique :

Franz Merjay offrit à la patrie ses cinq vaillants fils et quatre filles, aussi intrépides que leurs frères.

Le 23 septembre 1914, Paul Merjay, rappelé sous les drapeaux le 31 juillet, devenu sous-lieutenant au 2^e carabiniers (aujourd'hui lieutenant), est blessé grièvement au cours d'une des sorties d'Anvers.

Le 5 octobre, René Merjay, sous-lieutenant au 1^{er} carabiniers, participe à la défense du fort de Lierre et aux violents combats du passage de la Nèthe et est tué à l'ennemi entre Lierre et Lanaeken.

Bientôt après, Victor Merjay, sous-lieutenant au 2^e carabiniers (aujourd'hui capitaine), après avoir pris part à la défense du fort de Waelhem, à la retraite d'Anvers et à la bataille de l'Yser d'octobre 1914, est blessé à la tête et décoré de la Croix de guerre pour sa belle conduite au feu.

Le 1^{er} août 1915, José Merjay, le plus jeune des fils, resté à Bruxelles, est arrêté. Il est surpris au cours d'une visite chez l'architecte Baucq, fusillé plus tard. Une grave accusation pèse sur le jeune homme. Il parvient à s'en tirer sans mal et, à peine relâché, recommence son dangereux service auquel collaborent tous les membres de sa famille.

Le 5 juillet 1916, avec son frère aîné Franz, il est arrêté ; une deuxième fois, il échappe à ses tortionnaires.

Sa sœur, Marie-Jeanne, l'aînée des filles, compromise dans la même affaire et arrêtée le même jour que ses deux frères, est retenue pendant trois mois.

Son frère Franz, moins heureux, est condamné le 8 décembre 1916, par le conseil de guerre de Turnhout, à 5 ans de travaux forcés, à passer dans un bagne allemand.

Cette douloureuse nouvelle terrasse la pauvre mère qui succombe, malgré son courage surhumain, sous le poids de tant d'affreux soucis. Elle meurt subitement cinq jours après, le 13 décembre 1916.

Pareille succession d'événements tragiques eussent jeté le découragement et l'inquiétude dans une âme moins trempée que celle du père Merjay : ils ne firent qu'exalter son esprit de sacrifice.

Dès l'arrestation de Franz, de José et de Marie-Jeanne, il avait redoublé d'activité, réorganisant, étendant même les services auxquels il était attaché, entreprenant en leur lieu et place les voyages les plus fatigants, remplissant les missions les plus périlleuses.

Le 11 janvier 1917, il est arrêté, avec José qui, pour la troisième fois, retombe sous la griffe allemande.

Après huit jours de détention à Saint-Gilles, ils sont emmenés à Charleroi où s'ouvre à leur charge une instruction qui va leur être fatale.

Le 12 février, Marie-Jeanne est arrêtée à son tour pour la deuxième fois et vient les rejoindre.

Franz est ramené aussi du bagne allemand de Werder et impliqué dans la même affaire.

Tous quatre sont poursuivis, avec d'autres, du chef d'espionnage.

Le vieillard comparaît devant le Conseil de guerre avec une dignité, une énergie qui font l'admiration de tous. Le

procès dure du 10 au 14 avril 1917. La peine capitale est prononcée contre lui.

En marchant au supplice, le malheureux encourage et console ses compagnons d'infortune. Les Allemands lui demandent s'il ne regrette rien : « Non, répond-t-il, j'étais trop vieux pour servir ma Patrie au front à côté de mes fils ; j'ai employé ma vieillesse à la servir en Belgique et je ne le regrette pas. Si c'était à refaire, je recommencerais ! ». Il refuse qu'on lui bande les yeux et tombe sans une parole de défaillance. C'était le 11 mai 1917.

Fin sublime d'une noble existence, consacrée tout entière au culte du devoir et de l'honneur.

Nous ne pouvions pas oublier ce héros dans cet ouvrage. De cette façon, toute la frontière était en rapport avec la Belgique occupée et avec le Nord de la France, car les organisations d'espionnage s'étendaient partout.

Malheureusement aussi, près de la frontière séjournaient bon nombre de personnes peu sûres et peu prudentes, celles-ci mettant parfois d'actifs agents en péril à cause de leurs indiscrétions, car les espions allemands étaient aussi très actifs près de la frontière barrée et ils étaient parfois aidés par des Belges.

LA MORT DE VON BISSING

Le 19 avril, les Bruxellois purent lire l'avis suivant :

« Par suite du décès de Son Ex. le gouverneur général de Belgique, freiherr von Bissing, colonel-général, toutes les représentations dans les théâtres, les cinémas, etc., les concerts et autres divertissements similaires sont défendus jusqu'au matin du 21 avril, dans Bruxelles et environs. »

De cette façon, la masse apprit le décès du gouverneur général allemand.

Sitôt arrivé à Bruxelles, von Bissing avait réquisitionné le château des « Trois Fontaines », à Vilvorde, propriété de Monsieur Orban Van Volxem. C'est là qu'il habita. C'était une superbe propriété de campagne. Le dimanche 15 avril, von Bissing dut garder le lit, étant malade. Il avait alors 74 ans.

Il mourut quelques jours après. Quelle triste fin ! Mourir ici, au milieu d'un peuple qu'il opprimait, et peu après les déportations en masse de millions d'innocents. On devait l'enterrer à Berlin. Le jeudi soir, on transporta le corps de Vilvorde à Bruxelles. Ce transfert se fit en grande pompe. La bière reposait sur un affût de canon : elle était escortée par des cavaliers porteurs de flambeaux. Croyait-on vraiment impressionner la foule par ce spectacle ?

On transporta le mort dans la salle des concerts du Conservatoire qui servait depuis bien longtemps déjà aux offices religieux protestants pour la garnison de Bruxelles.

L'autorité avait voulu faire célébrer l'office à l'église Ste-Gudule, mais elle abandonna ce plan par suite du refus énergique du clergé.

Le vendredi, le cercueil fut conduit à la gare du Nord. Les lanternes étaient allumées sur le passage du cortège. L'autorité avait chargé la ville d'entourer les réverbères de crêpe, mais cet ordre ne fut point exécuté. Des soldats allemands sonnèrent les cloches de la métropole de l'église du Sablon et de l'église Saint-Jacques sur Coudenberg. Au personnel de ces églises, l'autorité ecclésiastique avait défendu de le faire.

Le cortège se fit encore une fois en grande pompe. Devant marchait un escadron de cuirassiers blancs, en grande tenue évidemment. Puis de l'infanterie et de l'artillerie. La bière, posée sur un affût de canon, disparaissait sous les cou-

ronnes.

D'autres couronnes encore étaient portées par des officiers, même des coussins avec toutes les décorations de cet homme qui avait causé tant de maux. Le cheval de von Bissing marcha aussi dans le cortège.

Derrière le cercueil, on vit des servants du culte, en toge, les diplomates étrangers, des officiers et des civils parmi lesquels Verhees et Tack, leaders activistes.

Par-ci par-là se trouvaient des spectateurs qui ne saluèrent même pas. À la gare du Nord, la circulation était interdite.

Une musique militaire jouait évidemment des marches funèbres.

La bière fut transportée dans un wagon et de cette façon von Bissing quitta notre pays.

Au début de la guerre, un fils de von Bissing avait succombé à Dinant.

En ce temps, von Bissing était commandant d'un camp de prisonniers à Munster, où arrivèrent, entre autres, des prisonniers civils d'Aarschot.

Un autre fils avait un emploi dans un bureau à Bruxelles. Le 23 juin, on connut le testament politique de von Bissing.

Le gouverneur y prétendit que l'Allemagne devait continuer la guerre jusqu'à ce qu'elle puisse, l'épée à la main, exiger la paix. Il démontra que l'Allemagne devait garder une influence prépondérante en Belgique et pour cela il n'existait qu'un seul moyen: l'annexion de la Belgique à l'Allemagne. Sinon la Belgique tomberait sous l'influence de la France et de l'Angleterre qui pourraient y conserver des garnisons constituant une menace permanente pour l'Allemagne. Notre industrie devait être vassale de celle de l'Allemagne. Celle-ci avait besoin d'Anvers pour son commerce et de la côte comme point d'appui militaire.

Tout cela fut exposé en long et en large dans le testament. Le roi, la dynastie devaient disparaître, au besoin par le meurtre.

«Jamais, écrit von Bissing, un roi n'abandonnera volontairement son pays au vainqueur, et jamais un roi des

Belges se résoudra à renoncer à sa souveraineté ou à la laisser diminuer. Son prestige en serait trop diminué, de sorte qu'il ne pourrait plus être considéré comme un soutien, mais plutôt comme un obstacle aux intérêts allemands.

Dans beaucoup de circonstances, les Anglais ont considéré et défini le droit du conquérant comme le plus sain et le plus simple et dans Machiavel on peut lire que celui qui se propose de s'annexer un territoire sera forcé d'écarter le roi ou le régent de ce pays, même par le meurtre.

Ce sont évidemment des décisions très sérieuses, mais elles doivent être prises quand il s'agit d'assurer le bien-être et l'avenir de l'Allemagne: c'est aussi la punition de cette guerre de destruction dirigée contre nous!».

Voilà ce qu'écrivit von Bissing; c'est lui qui conseille de piller nos usines, de tuer nos industries, d'anéantir nos intérêts vitaux! Et dans ce mot de «punition», on lit toute la haine de ce vieillard, de ce despote.

Un despote, il l'est, en effet, car il poursuit: «Nous devons maintenir la dictature actuelle pendant de longues années.».

C'est donc le militarisme qui devait nous obliger à devenir allemands. Von Bissing berça l'illusion que ce plan réussirait avec les Flamands et aussi avec les Wallons à condition de bannir les mauvaises têtes et les excitateurs.

La propriété des Belges qui iraient se fixer à l'étranger devait être confisquée.

Il fallait y aller «*manu militari*»!

La diplomatie avait commis trop de gaffes. On devait empêcher les suites fâcheuses de cette politique. Et le peuple allemand verrait d'un mauvais œil la perte de ce fruit: la Belgique.

Voilà donc le testament de von Bissing. Mais son exécution devait paraître plus difficile que de l'écrire. Il est vraiment regrettable que von Bissing n'ait pas vécu jusqu'à la fin de la guerre.

Après sa mort, le général von Zwehl, gouverneur d'Anvers, assumait temporairement la succession du gouverneur. Déjà le 24 avril, un successeur de von Bissing fut désigné: le colonel-général von Falkenhausen, âgé, lui aussi, de 74 ans.

TABLE DES MATIÈRES

L'institution, la composition et l'extension du Comité National	03
La vie en Belgique occupée jusqu'au mois d'avril 1915	04
Les émigrés français et flamands à Bruxelles	12
La tyrannie allemande	12
La taxe des absents	13
L'arrestation des Comtesses de Jonghe d'Ardoye et de M ^{me} Carton de Wiart	13
Meurtre à Cortemarck	14
Le travail forcé à Eecloo, Luttre et Malines	14
Malines isolé	15
L'impératrice du Mexique	16
Les Allemands dans le Nord de la France	17
Condamnations à mort	20
La Belgique occupée en 1917 - Réquisitions	34
Amendes	36
Répercussions du Congo en Belgique	38
Procès d'espions	38
Journaux clandestins	42
La charité	49
Le commerce en fraude	51
Les passages de la frontière	54
Un héros wallon : Franz Merjay	60
La mort de von Bissing	61

